

Lys Rouge

Revue trimestrielle d'études et de débats de la N.A.R.



ISSN 0250-4428
Commission paritaire:
62187

Février 1988
n°37 - 25 F

Inquiétudes sur une enquête

On commence à voir François Fleutot et Patrick Louis un peu partout. Ils ont largement diffusé un questionnaire (1). Ils suivent toutes les manifestations. Ils vont en province interroger les militants et les autres. Leur « Enquête sur les Amis du Roi » est trop conforme aux préoccupations habituelles du « Lys Rouge » pour que ne nous fondions pas de grands espoirs sur le travail entrepris pour le compte des éditions Albin Michel.

Pourtant le déploiement d'activité de ces deux journalistes suscite l'inquiétude dans certains milieux royalistes, il est vrai bien loin de nous. Voici que « Présent », puis « Aspects de la France » viennent de mettre en garde contre ces indiscrets qui osent poser des questions déjà jugées « tendancieuses ». Pusillanimité d'un monde refermé sur lui-même qui n'accepte que l'autoglorification ou le silence protecteur (quitte à dénoncer ensuite ce dernier comme la preuve d'un complot...), vieilles hargnes et rancœurs venues du fond des âges. Tout cela fait contraste avec la bonne volonté des enquêteurs qui pour bien connaître déjà le monde royaliste ne s'étaient pas moins mis dans la tête de faire un livre « objectif », « honnête » et « équilibré » où on parlerait de tout le monde sans a-priori. Ou en sont-ils de ces bonnes résolutions devant tant de rebuffades ? Nous le verrons bien.

Il est vrai pourtant que ce genre d'enquête peut inquiéter. Quand Hamon et Rotman publient leur gigantesque bouquin sur la génération qui a fait 68, ils y mettent tant de minutie, tant de chaleur, et disons-le de sympathie pour leurs personnages, que les faiblesses de chacun - qui ne sont pas dissimulées - sont comme noyées dans un ensemble quasi-romanesque. Il est vrai que le sujet se prête à cette coloration. Quand Anne Tristan a décidé de s'infiltrer dans une section du Front national à Marseille (3) on pouvait au contraire savoir dès le départ que cela donnerait un document atroce, impitoyable pour le Front National, mais aussi impitoyable malheureusement pour le peuple français. Mais à notre avis il n'y a pas que l'objet de l'enquête qui change. Anne Tristan a

adopté un regard d'entomologiste. Elle a essayé de se défaire de ses a-priori hostiles, mais la froideur du sociologue ne pouvait que faire ressortir le pire...

Le pire existe partout, même chez nous, puisque notre mouvement n'est constitué que d'êtres humains... Il ne faut donc pas avoir peur. Mais il est vrai que nous espérons que les auteurs sauront trouver l'ampleur nécessaire pour dépasser un travail sociologique, et laisser passer un peu de l'esprit qui nous anime.

Paul CHASSARD

(1) On peut - on doit - prendre contact avec les auteurs de ce questionnaire en leur écrivant au 29, avenue Trudaine 75009 Paris.

(2) « Génération », Seuil.

(3) « Au Front », Gallimard.

Dans ce numéro :

- Le Congrès de la NAR
- La mort du roi du Laos
- Amédée d'Yvignac

pour préparer le congrès

Nous devons quelques excuses à nos lecteurs. Nous n'avons pas eu le temps d'être à la hauteur de nos ambitions pour le présent dossier. Nous avons en effet espéré pouvoir présenter une sorte de polycopié que les adhérents de la N.A.R. qui vont se rendre au Congrès de leur organisation auraient pu consulter afin de participer plus efficacement aux débats.

Or, soit que nous nous soyons mal fait comprendre par ceux qui préparent actuellement les projets de motions et les débats en commissions, soit que l'atelier d'impression pêche par manque de rapidité et de souplesse, il s'avère aujourd'hui que nous ne pouvons plus attendre... Nos délais d'impression et de diffusion nous obligent à publier immédiatement les quelques documents réunis, sans pouvoir les mettre mieux en forme. Il s'agit, on le comprendra vite, essentiellement de notes prises au cours de discussions avec les animateurs des commissions. Ces notes ici rassemblées sont malheureusement loin de faire une étude parfaitement cohérente.

Cela ne veut pas dire que les adhérents de la N.A.R. doivent se dispenser de les lire. Et si nous publions le dossier dans son état d'inachèvement c'est d'une part parce que nous croyons qu'il a tout de même son utilité tel quel, d'autre part pour marquer le coup. Il est décidé que dorénavant, avant chaque congrès le «Lys Rouge» publiera un dossier préparatoire au Congrès. La prochaine fois nous ferons mieux, avec votre aide.

Les présents documents viennent en complément des projets de motions parus dans la Lettre aux adhérents de la NAR de janvier 1988. On sait que la discussion portera cette année sur deux thèmes :

1 / Protection sociale et solidarité. La crise de la sécurité sociale remet-elle en cause l'idéal de l'Etat-providence ? Une solidarité sociale peut-elle fonctionner de manière autonome par rapport à l'Etat sans courir le risque d'accroître les inégalités ? Les mesures récemment prises vont-elles dans le sens d'une solution durable ? Dans les grands domaines de la solidarité nationale : famille, logement, maladie, retraite, chômage, quelles innovations, quelles mutations privilégier ?

2 / Europe : la perspective 1992. L'Acte unique sera-t-il une étape capitale de la construction européenne, ou plutôt une fuite en avant destinée à masquer les difficultés non résolues ? L'abandon théorique de la règle d'unanimité, les pouvoirs confortés de l'Assemblée de Strasbourg, le renforcement souhaité de la coopération, notamment en politique étrangère, mettent-ils en danger l'indépendance de la France ? Le marché unique constitue-t-il un péril majeur pour son économie ? Sera-t-il le prélude à une Europe livrée au «libre-échange» ? Ou, au contraire, ouvrira-t-il la voie à une coopération économique où chacun pourra trouver son intérêt ?

Frédéric Aimard, Patrice Le Roué
Luc de Goustine, Pierre Zalio

Protection sociale et solidarité

Sur ce premier thème, commençons par relire les quelques phrases qui introduisent aux Bilans des Etats Généraux de la Sécurité Sociale publiés dans différents départements :

«La Sécurité Sociale est un système mal connu de l'opinion. Pour la plupart des Français, la Sécurité Sociale est assimilée à l'assurance-maladie. En réalité, elle couvre plus d'une vingtaine d'organismes qui gèrent non seulement le système de l'assurance-maladie, mais aussi le versement des prestations vieillesse et des prestations familiales. Ainsi les pensions de retraite représentent 42% des dépenses de protection sociale, l'assurance-maladie 27%, les prestations familiales 14% et les prestations versées aux handicapés 8%.

Le gouvernement a souhaité qu'une vaste consultation soit organisée dans le pays afin que non seulement les partenaires sociaux mais aussi le maximum de responsables d'organismes ou d'associations concernées puissent faire part de leur expérience et exposer les solutions qu'ils préconisent afin que l'opinion soit sensibilisée aux problèmes de la Sécurité Sociale.»

Cette consultation a pris le nom d'Etats Généraux. Si une telle concertation a pris forme, c'est parce qu'il y avait crise du système actuel de solidarité dû :

- à la conjoncture économique générale et plus particulièrement à l'importance du chômage ;
- à la baisse de la natalité dont nous ne ressentons aujourd'hui que les prémices ;
- à une crise beaucoup plus profonde d'ordre structurelle.

La première raison peut trouver une solution immédiate avec des rentrées d'argent adéquates. La seconde suppose une politique nata-

liste établie sur le long terme. La troisième a des implications éthiques. Et le problème est de savoir s'il faut faire le choix entre l'Etat-providence et l'utopie libérale.

Pour notre part, nous pensons que l'Etat-providence dû à l'abondance factice des « Trente glorieuses » n'est plus conforme à la réalité et que l'utopie libérale est inefficace, dispendieuse et injuste, et que surtout elle se révèle contraire à notre longue tradition d'entraide. C'est donc l'occasion de faire un bond en avant et de perfectionner nos institutions de solidarité en tenant compte non seulement des aspects de la Sécurité Sociale, mais également de tous les systèmes de redistribution en usage et notamment de la fiscalité de la famille. Pour cela, il est nécessaire d'utiliser les outils statistiques dont seul l'Etat dispose pour permettre à un Conseil national de la Solidarité, autonome vis-à-vis du pouvoir politique de voir le jour.

Outre le projet de motion, nos amis consulteront avec profit le livre de Béatrice Majnoni (« Santé mon cher souci »), dont nous publions ci-après le compte-rendu dans « L'Express ».

EN COUVERTURE



ASSURANCE-MALADIE

Santé : les scénarios du sauvetage



Longtemps, les Français ont cru leur système de santé inattaquable. Brusquement, devant le gouffre des dépenses qu'ils découvrent, les voici pris de vertige. Dans son livre « Santé, mon cher souci », qui va paraître le 24 septembre aux éditions Economica (1), Béatrice Majnoni d'Intignano, agrégée d'économie, spécialiste de la santé, décortique le sujet. Et présente les options qui détermineront l'avenir de la politique sanitaire. Un document clef que L'Express a pris pour axe du dossier qu'il ouvre cette semaine.

C'est peut-être la meilleure du monde. Les Français y sont attachés comme à leur passé, leur terroir ou leurs fromages. Et pourtant... La protection sociale à la française vit sans doute ses dernières années. Peut-être même ses dernières semaines.

Après avoir fait roder cet été, en province, les états généraux de la Sécurité sociale, le ministre Philippe Séguin vient d'annoncer qu'il souhaitait que les mesures capitales, susceptibles d'équilibrer les comptes de la Santé, et qui « engageraient la France pour vingt ans », interviennent avant l'élection présidentielle. Un coup de cymbales en prélude au grand show national qui doit avoir lieu au mois d'octobre.

Au programme, une vaste confrontation visant à sauver du naufrage le système français de protection sociale. Mais à quel prix ! Malgré les mesures d'urgence adoptées par le Parlement le 30 juin dernier, la commission des comptes de la Sécurité sociale prévoit, pour le régime général des salariés, un déficit de 13,8 milliards de francs en 1987, et de 33,3 en 1988, sur un budget global dépassant 1 000 milliards de francs.

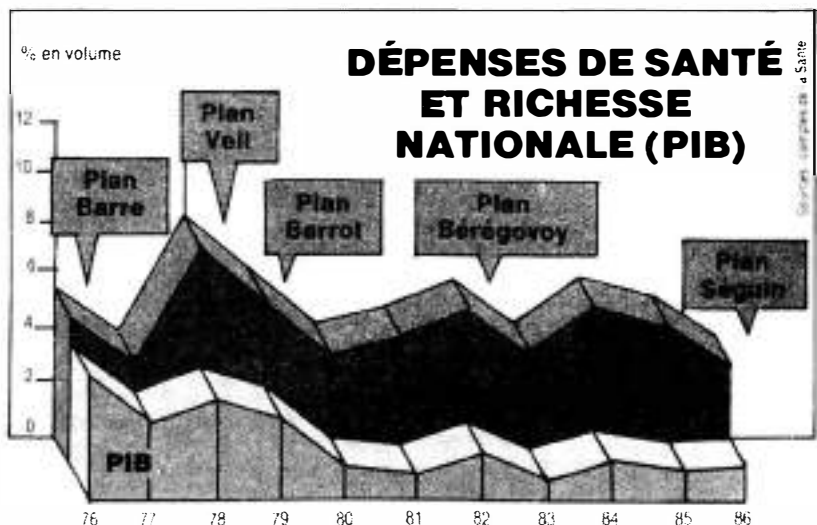
Au premier rang des accusés désignés comme responsables de ces dérapages, les dépenses de santé représentent à elles seules près de 400 milliards de francs, dont 77 % sont pris en charge par l'assurance-maladie. Or les experts de l'Insee pensent que ces dépenses continueront d'augmenter inexorablement. Elles occuperont, en

l'an 2000, la première place dans le budget familial des Français. Comme si les besoins étaient infinis, dans cette course au bien-être.

Hélas ! ces efforts et ces dépenses ont pourtant leurs limites. Nul ne songerait, évidemment, à nier que les progrès de la médecine ont permis d'allonger considérablement l'espérance de vie. Elle ne dépassait pas, en moyenne, 64 ans pour un homme qui naissait en 1950 ; elle tourne aujourd'hui autour de 70 ans (78 ans pour une femme). Mais ces formidables progrès eux-mêmes semblent désormais plafonner. Au point que les économistes parlent d'une « efficacité décroissante » des dépenses de santé. C'est-à-dire que, passé un certain

seuil, les risques provoqués par la consommation de certains médicaments (maladies iatrogènes) ou par les contaminations en milieu hospitalier finissent par annuler les quelques mois supplémentaires d'espérance de vie que l'on aimerait pouvoir gagner grâce aux milliards engloutis dans les dépenses de soins et de prévention.

La santé n'en reste pas moins la première des priorités des Français, ainsi qu'en témoignent tous les sondages d'opinion. Aussi n'est-il pas surprenant que les dépenses, en ce domaine (en moyenne 7 000 francs par an et par personne), ne cessent de s'accroître par rapport à l'évolution de la richesse nationale : 3 % du PIB en 1950, trois fois plus en 1986 (9 %).



Depuis dix ans, les plans de redressement se sont succédé : sans résultat.

(1) Disponible même en kiosque



A Amiens, lors des états généraux de la Sécurité sociale, en juillet.

Ces chiffres un peu abstraits traduisent une réalité très concrète. Le chiffre d'affaires du système de santé français équivaut à celui d'un gigantesque groupe industriel qui associerait nos entreprises leaders : Compagnie française des pétroles, Elf-Aquitaine, Renault et Peugeot réunies. On comprend qu'avec un tel poids économique la santé soit devenue le « marché du siècle ».

Un marché très spécial, pourtant, où l'offre n'est pas tempérée par la demande, puisque celle-ci est très largement remboursée par l'assurance-maladie. Qu'advierait-il des dépenses d'alimentation, de textile ou d'immobilier, si celles-ci étaient remboursées par une sorte de Sécurité sociale élargie ?

C'est l'argument n° 1 des experts pour expliquer la nécessité de freiner les dépenses de santé, qui alourdissent jusqu'à l'effondrement les budgets de l'assurance-maladie. Cette maîtrise des coûts de la santé s'impose d'autant plus que, depuis le choc pétrolier de 1973, la faible croissance économique ne permet plus d'absorber l'augmentation des dépenses. Tous les gouvernements se sont attelés à la tâche. Les « plans de redressement » se sont succédés : après celui de Michel Durafour, ceux de Simone Veil, de Jacques Barrot, de Pierre Bérégovoy. Et maintenant celui de Philippe Séguin. Le dernier ?

« Qu'on ne s'y trompe pas, déclare le ministre des Affaires sociales, la partie à jouer est capitale. Un échec aurait des conséquences incalculables. » Ainsi Philippe Séguin désigne-t-il le véritable enjeu des prochains états généraux de la Sécurité sociale.

Mais on peut redouter que cette nouvelle tentative ne soit guère plus efficace que les précédentes. Qu'elle ne s'enlise, une fois encore, comme lors de la phase départementale des états généraux dans les palabres. Cette « communauté réduite aux quarquets », que dénonçait récemment le Pr Jean-Jacques Dupeyron dans L'Express. En effet, les partenaires en présence (administration, syndicats, patronat, professionnels de la santé...) sont trop souvent enclins à réciter leur credo respectif sur la réglementation, la solidarité, les charges. Les économistes de la santé estiment que ce débat idéologique est désormais tout à fait démodé (voir les analyses de *Beatrice Majumet d'Intignano*). La plupart d'entre eux préconisent plutôt la recherche d'une meilleure rentabilité du système. Celle-ci consistant à dépenser de la manière la plus efficace les ressources qui y sont affectées, plutôt que d'engloutir des cotisations salariales et patronales de plus en plus lourdes dans une organisation sanitaire pilotée à l'aveuglette. Un exemple : au lieu de se disputer l'attribution de scanners, dont le prix par

appareil peut dépasser 6 millions de francs (sans parler des frais d'installation et d'utilisation), les hôpitaux publics et les cliniques privées pourraient créer des groupements d'intérêt économique (GIE) permettant d'associer leurs capitaux pour exploiter en commun de tels équipements lourds. Autre axe d'innovation : l'amélioration de la productivité dans le secteur le plus coûteux pour l'assurance-maladie, l'hospitalisation. La reconversion ou la fermeture de certains services vestistes, ainsi qu'une meilleure gestion de la logistique hospitalière (cuisines, buanderies...) entraîneraient déjà un gain de productivité de 5 % sur 200 milliards de francs. Résultat : 10 milliards de francs d'économie, soit la moitié du déficit du régime général pour 1986.

Voilà un langage réaliste. Plus porteur de vraies solutions que les guerres de religion entre secteur public et secteur privé, ou entre mutuelles et assurances (voir les points de vue de *Pierre Bérégovoy* et de *Jacques Barrot*). Encore faudrait-il que les efforts d'imagination qui seront peut-être déployés dans ce sens par les participants aux états généraux soient ensuite mis en œuvre par une volonté politique : un exercice très périlleux en période de campagne électorale.

GERARD BADOU ■

Europe 1992

Un Projet mobilisateur :

L'ACTE UNIQUE

On parle beaucoup de cet « acte unique » de 1992. Faut-il en attendre quelque chose de positif ? Peut-on faire la part du mythe dans cet élément de plus en plus encombrant du discours politique français. Essayons d'être objectif :

Au début des années 80, près de trente ans après la signature du traité de Rome, il devenait urgent pour la CEE de réformer ledit traité afin de tenir compte des changements intervenus en Europe et dans le monde depuis 1957.

I) LA GENESE DE L'ACTE UNIQUE

Un premier pas fut fait en 1984 par le parlementaire italien Spinelli dont le projet prévoyait l'élaboration d'une constitution remplaçant les trois traités existant jusqu'alors (CEE, CEEA, EURATOM) et la suppression à terme de la Communauté, au profit d'un Etat fédéral, doté « des attributions correspondant à sa souveraineté intérieure et extérieure. » Un comité ad hoc fut alors chargé d'étudier une réforme du traité de Rome. Dans son rapport daté de mars 85, celui-ci conclut que la réforme devait s'articuler autour de trois grands thèmes :

- création d'une véritable entité politique ;
- désignation d'objectifs prioritaires à l'Union européenne ;
- dotation d'institutions efficaces et démocratiques.

A partir de septembre 85, de hauts fonctionnaires représentant chaque pays tentèrent de mettre au point un texte de compromis qui déboucha le 4 décembre lors du Conseil européen de Luxembourg à un accord entériné le 17 par la

conférence intergouvernementale réunissant les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE. L'Acte unique venait ainsi de voir le jour. Il entra en vigueur le 1er janvier 1987, après l'achèvement des procédures de ratification dans les 12 Etats membres de la Communauté.

II) L'ACTE UNIQUE

L'Acte unique se compose d'un préambule, d'un premier volet consacré à la Communauté européenne proprement dite et d'un second intitulé : « Coopération politique ».

Passons rapidement sur le préambule dans lequel il est rappelé que les Etats membres se déclarent attachés au respect des grands principes qui fondent les démocraties modernes, pour s'attarder davantage sur les deux volets.

1) La Communauté européenne

Il s'agissait tout d'abord d'introduire dans les traités, l'existence du Conseil européen qui jusqu'alors était inscrit dans les faits mais ne figurait pas concrètement dans les textes.

a) Aménagement constitutionnel

Le but était de modifier légèrement les pouvoirs du Parlement européen et de prévoir une coopération plus étroite en matière d'échanges commerciaux à l'intérieur des frontières européennes ainsi que dans le domaine technologique. Dans le même temps, davantage de pouvoirs ont été accordés à la Commission : « Le Conseil confère à la Commission, dans les actes qu'il adopte, les compétences d'exécution des règles qu'il établit. Le Conseil peut soumettre l'exercice de ces compétences à certaines modalités. Il peut également se réserver, dans des cas spécifiques, d'exercer directement des compétences d'exécution. »

b) L'établissement du Marché intérieur avant la fin de 1992

Ce point est le plus positif ou le plus criticable selon qu'on est partisan ou au contraire adversaire de l'Acte unique. Aussi, pour conserver une vision objective, nous nous contenterons de citer le texte lui-même: «La Communauté arrête les mesures destinées à établir progressivement le marché intérieur au cours d'une période expirant de 31 décembre 1992 (...). Le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux, est assurée.»

Dans ce cadre, la règle de l'unanimité est partiellement abandonnée. Avant, toute réforme du traité devait requérir l'unanimité des Etats membres. Désormais, dans certains cas - comme les modifications ou suspensions de droits du tarif douanier commun, la libre prestation des services, la libre circulation des capitaux, etc. -, la majorité absolue sera suffisante.

c) Vers l'harmonisation

En matière de politique sociale, de cohésion économique, de politique monétaire, de recherche et développement technologique, et d'environnement, plusieurs mesures d'harmonisation ont été adoptées. Il s'agit en résumé de réduire les écarts de développement, non plus entre les pays qui composent la CEE, mais entre les régions; d'accroître le rôle de l'ECU et du Système Monétaire Européen (SME). D'autre part, pour renforcer la recherche, la Communauté mettra en oeuvre: «des programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration, et stimulera la formation et la mobilité des chercheurs.»

2) La coopération européenne

En matière de politique étrangère, les Etats membres s'engagent à coordonner leurs politiques, à s'informer mutuellement et à se consulter sur toute question ayant un intérêt général. Les grandes lignes de cette coopération ont été élaborées selon une procédure précise: les ministres des Affaires étrangères et un membre de la Commission se réunissent au moins quatre fois

par an pour traiter de l'actualité. Au cours de ces réunions «les Etats membres s'abstiennent, dans la mesure du possible de faire obstacle à la formation d'un consensus et à l'action conjointe qui pourrait en résulter.» Ils s'engagent aussi à associer le Parlement européen à la coopération politique. Enfin, ils se déclarent favorables à une plus large coordination des politiques économiques et de défense.

L'Europe découragée

L'IMPOSSIBLE BUDGET

Tout cela est bien beau dira-t-on, mais les signes de défaillance d'une volonté politique européenne pourtant affirmée ne peuvent plus être cachés:

La conférence de Copenhague

Le Conseil Européen réuni en sommet à Copenhague devait se prononcer à l'unanimité sur les propositions de la commission européenne présidée par J. Delors.

Les points litigieux constituaient en quelque sorte la «contreface» de l'Acte unique; c'est dire combien son échec constitue le révélateur d'un manque inquiétant de volonté politique de la part des dirigeants européens.

Voyons brièvement ces points:

1 / La discipline budgétaire:

La RFA estime que l'austérité est aussi bonne pour l'Europe qu'elle l'est pour elle-même et veut éviter tout dérapage financier; mais limiter la croissance du budget des dépenses agricoles est en contradiction avec les exigences de la France. Il est pourtant clair que la Communauté doit avoir un budget à la hauteur de ses ambitions sans pour autant craindre le spectre du «dérapage budgétaire».

2 / Les fonds structurels:

M. Delors proposait d'ici à 1992 le doublement des fonds structurels (de 7 à 14 M° d'ECU) bénéficiant aux pays en retard. Les pays «riches» de la CEE ont voulu ramener l'échéance de

doublement à 1995 prétextant le risque de gaspillage; or c'est bien en 1992, nous dit-on, qu'il faudra être prêt...

3/ Les ressources propres:

La Communauté dispose de ressources propres, perçues directement sous forme de TVA dont le taux avait crû l'an passé de 1,4%, mais ces ressources sont d'ores et déjà insuffisantes. La proposition Delors de donner une bouffée d'oxygène d'ici à 1992 en les fixant à 1,4% du PNB a été jugée excessive et des querelles byzantines sur le mode de transfert de ces ressources ont interdit tout accord sur ce point.

4/ Le problème de la compensation budgétaire:

La G.B. s'est plaint une nouvelle fois du décalage réception/contribution. Un principe de compensation correcteur avait été établi à la conférence de Fontainebleau en 1984. (remboursement sur la base de son PNB, de 66% de ce qu'elle verse). Ce mécanisme initialement prévu comme provisoire voit sa pérennisation extrêmement contestée. Aucun accord sur ce sujet non plus, preuve, là encore, d'une incohérence politique grave.

5/ Le problème de la P.A.C.

Le poids de la politique agricole commune est jugé excessif en termes de charge budgétaire, et la supériorité des prix CEE sur les prix mondiaux pèse lourd sur le FEOGA. M. Delors proposait l'élargissement des Q.M.G. (quota minimum garanti), sorte de plafond annuel au-delà duquel les prix sont diminués, pénalisant ainsi les productions excédentaires). Mais aucun accord sur l'évaluation des QMG n'a pu se dégager. Rien n'a été décidé sur ce qui se passera si un pays dépasse son quota. Seul un accord de principe sur des mesures visant à encourager le gel des terres a été arrêté.

Conclusion sur ces événements récents

Le «paquet Delors» est donc toujours sur la table. La conférence de Copenhague est aussi un échec de la présence danoise, à l'organisation insuffisante, mais surtout à l'appartenance européenne rendue ambiguë par son attachement à son identité scandinave. Là encore l'insuffisance de détermination politique est grandement res-

ponsable. Nul doute que la présidence allemande prochaine règlera ces questions, précisément parce que M. Gensher a de vastes projets politiques à proposer.

Mais l'absence de décisions plonge la CEE dans une situation politique cocasse: en effet la Communauté n'a pas de budget alors qu'à Strasbourg le budget aurait dû être voté depuis bientôt deux mois. Actuellement la CEE vit sur ce qu'on appelle la «reconduction au 12ème provisoire», situation tenable jusqu'en avril au mieux.

En attendant, la Commission Européenne a posé un «recours en carence» contre le Conseil des 12. Quant au Parlement de Strasbourg, il peut utiliser l'existence théorique d'une réalité politique européenne pour voter le budget Delors, acte sans force juridique et encore moins concrète, ce qui entraînerait un recours pour excès de pouvoir du Conseil contre le Parlement. Comme on peut en juger, la réalité politique de la CEE est extrêmement baroque: apparence de la profondeur et profondeur de l'apparence. Dans un tel contexte la fuite en avant institutionnelle fait peur !

Reste qu'une cessation de paiement pour carence budgétaire est impensable: paysans, chantiers régionaux, laboratoires de recherche, bref l'Europe concrète, attend sa manne avec impatience.

On ne peut parler de l'Europe sans évoquer l'Europe de la Culture (et pour cela il faut absolument relire les «Idées» de Gérard Leclerc dans «Royaliste» n° 472) et avoir à l'esprit les problèmes de Défense (Prière de relire l'interview du Général Gallois dans le n° 481 de «Royaliste», avant de venir au congrès). Voir aussi l'enquête réalisée par Patrice Le Roué sur Eurêka, parue dans «Royaliste» n°438, 439 et 441 (décembre 84 et janvier 85).

Vous trouverez ci-après quelques chiffres significatifs publiés dans la plaquette «L'économie européenne en 1986-1987» le nom de Christian de la Malène par le «Groupe des Rénovateurs et du Rassemblement des Démocrates Européens» (Parlement Européen, BP 601 Luxembourg).

1. - CEE - JAPON - ETATS-UNIS - CANADA							
- Comparaisons -							
	Population milliers (1)	Population active milliers (1)	PIB 1985 mrds \$	PIB/hab. \$ cou- rants (2)	Emploi (%)		
					I	II	III
BELGIQUE	9 852	4 214	77,5	12 150	3	30,3	66,7
DANEMARK	5 111	2 720	56,6	13 422	6,7	26,8	66,5
ALLEMAGNE	61 175	27 612	612	13 265	5,6	41,3	53,1
GRECE	9 900	3 811	33,1	6 300	29,4	27,8	42,8
ESPAGNE	38 387	13 675	167,5	8 279	18	32,7	49,3
FRANCE	54 947	23 830	503	12 643	7,9	33	59,1
IRLANDE	3 540	1 314	18,2	7 795	16,6	29,2	54,2
ITALIE	56 983	23 414	354	10 044	11,9	34,5	53,6
LUXEMBOURG	366	161	3,5	14 385	4,4	33,6	62
PAYS-BAS	14 420	5 896	122,3	11 710	5	26,9	68,1
PORTUGAL	10 129	4 544	20,4	5 021	24,5	34,8	40,7
ROYAUME-UNI	56 488	27 012	438,4	11 068	2,6	32,9	64,5
CEE	321 298	138 203	2 406,5	7 400	—	—	—
ETATS-UNIS	236 681	115 241	3 865	15 356	3,3	28,5	68,2
JAPON	120 018	59 271	1 307	12 235	8,9	34,8	56,3
CANADA	25 150	12 474	334,1	15 198	5,3	25,9	68,8

(1) 1983.

(2) Conversion par PPA (parités de pouvoir d'achat).

(3) I : Agriculture, sylviculture et pêche - II : Industrie - III : Services.

3. - La croissance de 1981 à 1987 (et rappels 1961-80)									
(PIB en volume, % par rapport à la période précédente)									
	1961- 1970	1971- 1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
BELGIQUE	4,9	3,1	- 1,2	1,5	- 0,1	1,4	1,3	2	1
DANEMARK	4,5	2,3	- 0,9	2,9	2,1	3,9	3,8	2,9	1
ALLEMAGNE	4,5	2,7	0,2	- 0,6	1,2	2,6	2,5	3,1	3,2
GRECE	7,6	4,7	- 0,3	- 0,2	0,3	2,6	2,1	0,5	- 0,2
ESPAGNE	—	3,4 (2)	—	0,9	2,1	2,2	2,1	2,9	3
FRANCE	5,6	3,6	0,2	1,8	0,7	1,3	1,3	2,2	2,5
IRLANDE	4,2	4,6	1,8	0,8	0	4,4	2,1	1,8	3,1
ITALIE	5,7	3,1	0,2	- 0,5	- 0,4	2,6	2,3	2,8	3,6
LUXEMBOURG	3,6	3,1	- 2,6	0,8	2,8	4,9	2,1	2,4	2,6
PAYS-BAS	5,2	2,9	- 0,6	- 1,4	0,9	1,7	2,3	1,6	1,8
PORTUGAL	—	4,4 (2)	—	3,5	- 0,3	- 1,7	3,7	3,8	3,5
ROYAUME-UNI	2,8	1,9	- 1,3	1,5	3,4	1,8	3,3	2,3	2,7
CEE	4,6 (3)	2,9 (3)	- 0,2 (3)	0,5	1,2	2,1	2,3	2,5	2,8
U.S.A. (1)	3,9	2,9	3,4	- 2,5	3,5	6,5	2,2	2,5	2,7
JAPON (1)	11,1	4,8	4,2	3,1	3,2	5,1	4,6	3,2	3,2

(1) P.N.B. - (2) 1971-81 - (3) C.E.E. à dix.

4. - L'inflation
Evaluation des prix de la consommation privée (1966-1987)
(Variation en % par rapport à l'année précédente)

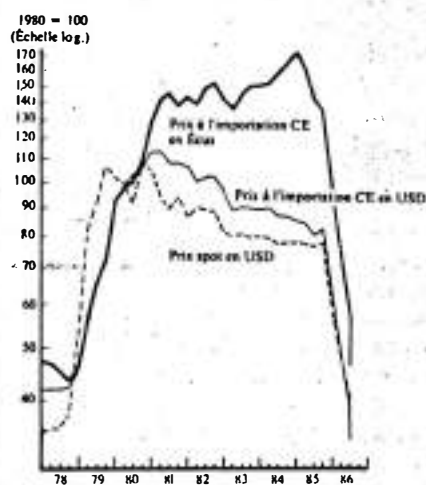
	1966-1972 (1)	1971-1981	1982	1983	1984	1985	1986 (2)	1987 (2)
BELGIQUE	3,9	7,2	7,4	7,5	5,9	4,8	1,3	1,5
DANEMARK	6,4	10,5	10,2	7,2	6,5	5	3,3	2,8
ALLEMAGNE	3,4	5,3	4,7	3,1	2,4	2,1	0	1,1
GRECE	2,8	14	21,2	18,6	18	18,4	22,5	12,5
ESPAGNE	—	15,2	14,2	12,2	11,1	8,4	8,6	5,3
FRANCE	4,7	9,7	11,2	9,5	7,3	5,5	2,5	2,3
IRLANDE	6,3	14,6	16	8,2	8,5	4,2	3,7	3,2
ITALIE	3,6	15	17	15,1	11,1	9,4	6,2	4
LUXEMBOURG	3,5	6,8	10,6	8	6,4	4	0,5	1,3
PAYS-BAS	5,6	7,4	5,3	2,8	2,6	2,6	0	- 1
PORTUGAL	—	16,9	22,5	22,5	29,3	19,3	11,8	9
ROYAUME-UNI	5,6	13,1	8,5	5,2	5,1	5,3	4	3,9
CEE	4,2	10,8	10,4	8,4	7,3	5,8	3,7	3,3
U.S.A.	4,1	7,1	5,7	3,9	4,1	3,1	2,5	3,9
JAPON	5,4	8,2	2,6	1,9	2,1	2,3	0,5	- 0,2

(1) Calcul R.D.E., CEE à Dix.

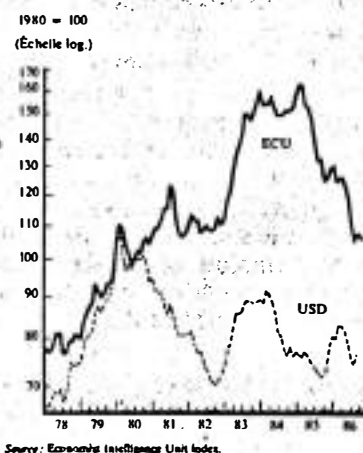
(2) Prévisions calculées en octobre 1986 par la Commission selon ses critères.

Source : Commission Européenne

3. Prix du pétrole brut



4. Prix des matières premières autres que le pétrole en Ecus et en dollars US



8. – Chômage des jeunes (moins de 25 ans) dans la CEE			
	% du nombre de chômeurs août 1985 - juillet 1986		Nombre (milliers) juillet 1986
BELGIQUE	38,2	35,2	184
DANEMARK	25,8	23,9	43
ALLEMAGNE	26	22,6	482
GRECE	41,4	26,8	22,5
ESPAGNE	44,9	43,1	1 140
FRANCE	37,5	34,5	798
IRLANDE	32,1	32,5	76,4
ITALIE	46,5	47,8	1 518
LUXEMBOURG	47,1	45,5	99
PAYS-BAS	39,8	36,8	262
PORTUGAL	—	—	—
ROYAUME-UNI	37,9	35,9	1 177
CEE	37,5 (1)	36,2 (1)	5 705 (2)

(1) CEE à 9 - (2) CEE sans Portugal.

Source : Eurostat

9. – Variation en % de l'emploi dans la CEE (1960 à 1987)						
	1973/1960 (moyennes annuelles)	1983/1973 (moyennes annuelles)	1984	1985 (1)	1986 (1)	1987 (1)
BELGIQUE	0,6	- 0,4	0,2	0,3	0,3	0,1
DANEMARK	1,1	0,2	2,2	3,1	1,6	0,8
ALLEMAGNE	0,1	- 0,6	0,1	0,7	1,3	0,9
GRECE	- 0,5	0,3	- 0,2	0,4	- 0,3	0
ESPAGNE	0,8	- 1,7	- 3,9	- 1,4	0,6	1
FRANCE	0,7	0,1	- 1	- 0,4	0,1	0,5
IRLANDE	0	0,6	- 1,3	- 0,3	0,6	1,3
ITALIE	- 0,4	0,6	0,4	0,5	0,7	1,3
LUXEMBOURG	1,1	0,4	0	0,4	0,7	0,6
PAYS-BAS	0,9	- 0,4	- 0,5	0,9	1	0,9
PORTUGAL	0,1	2	1,1	- 0,5	0,5	0,6
ROYAUME-UNI	0,3	- 0,6	1,6	1,3	1	0,7
CEE	0,5	- 0,2	0,1	0,2	0,1	0,1

(1) Estimations et prévisions de la Commission (mai 1986).

Sources : Eurostat et services de la Commission

Minitel 36-15 AGIR * NAR

Nous estimons à environ six mille le nombre des personnes qui ont consulté à ce jour notre journal Minitel (lancé il y a six mois). Plus de 600 personnes ont d'autre part engagé le débat avec nous en posant leur question. Une centaine ont utilisé les possibilités de la boîte aux lettres qui permet de nous adresser une correspondance confidentielle (changement d'adresse, commande, etc.). A partir de janvier nous lançons la première campagne de promotion pour ce service avec notamment une série d'autocollants.

Voici un aperçu des questions/réponses de décembre 1987.

question 584 de HUIGUES
pour

NAR

AVEZ-VOUS L'IMPRESSION DE MENER UN
COMBAT UTILE POUR LA FRANCE? FINALEMENT
PEU DE GENS NE VEULENT DE LA MONARCHIE.

Les sondages et les nombreux articles que la presse consacre à la question montrent que la monarchie suscite un intérêt croissant dans notre pays. Ce n'est pas seulement affaire de mode car le débat politique tourne en fait autour des problèmes de la légitimité, de la continuité et de l'arbitrage, que la monarchie pourrait résoudre, dans l'intérêt du pays tout entier. C'est dire que nous n'avons pas le sentiment d'être inutiles en disant clairement ce qui est encore inconscient ou partiellement exprimé.

question 587 de C.M.
pour

NAR

CHERCHER-VOUS A FAIRE REELIR M. MITTERRAND POUR SON SOCIALISME?

Nos critères ne sont pas idéologiques. Nous sommes favorables à une nouvelle candidature de François Mitterrand parce que celui-ci a fait la preuve de ses qualités d'homme d'Etat. Bertrand Renouvin développera ce point dans un prochain éditorial de "Royaliste".

En attendant vous pouvez vous reporter à son article paru dans le numéro de décembre du mensuel "Globe".

question 590 de H
pour

NAR

DU COMTE DE CLERMONT OU DU PRINCE JEAN
LEQUEL PENSEZ VOUS ETRE LE PLUS APT
A PRENDRE LA RELEVÉ DU COMTE DE PARIS?

PENSEZ-VOUS COMME LE COMTE DE PARIS,
QUE LE COMTE DE CLERMONT DEURAIT LAISSE
-R LA PLACE A SON FILS JEAN, COMME L'A
FAIT EN ESPAGNE LE COMTE DE BARCELONE
VIS-A-VIS DE JUAN-CARLOS?

La question ne se pose pas en ces termes. Pour un royaliste la succession à la couronne obéit à certaines règles qui sont intangibles: le fils aîné succède à son père; c'est donc le comte de Clermont qui succédera au comte de Paris, le moment venu.

Cela dit, il est possible que le comte de Clermont associe son fils à son action politique ou même lui confie une part de celle-ci. Mais cela ne pourrait découler que d'un accord entre les membres de la Famille de France et ce n'est pas aux royalistes d'en décider.

question 592 de BARNET
pour

NAR

DANS LA FRANCE CONTRE LES ROBOTS BERNARDINO EVOQUE UN ANGLAIS HOMME DALLINGTON QUI AURAIT DECRIE LA SOCIETE DES ROIS' LOUIS XV OU LOUIS XVI COMME ETANT UNE "VASTE DEMOCRATIE". POUVEZ-VOUS M'EN DIRE D'AVANTAGE SUR CET AUTEUR DONT LE TEMOIGNAGE SEMBLE BIEN ELOIGNE DE CELUI PLUS MISERABILISTE DE YOUNG QUI PRIME LARGEMENT DANS LES MANUELS?

Bravo cher Monsieur, vous nous avez posé une véritable colle: nous ne connaissons pas Dallington, mais nous allons faire des recherches car sa thèse nous intéresse. Que tous ceux qui pourraient nous donner des références n'hésitent pas à le faire...

UE PENSER DE LA LOI PRESENTEE PAR
BARROT SUR L'INCITATION AU SUICIDE
ET LA LIBERTE D'EDITION

COMMENT ANALYSER LE LICENCIEMENT DE
REDAC CHEF DU QUO DE PARIS

Un taux de suicide élevé et en augmentation est toujours le signe d'un malaise dans la société. Pour les hommes politiques, il est certainement plus facile de s'en prendre à un livre qui inciterait au suicide qu'aux causes profondes de ce drame: ils auront la morale pour eux, mais cela ne signifie pas qu'ils auront remédié à l'angoisse.

Quant au licenciement de Dominique Jamet, il résulte des pressions des lecteurs du "Quotidien de Paris": ceux qui soutiennent une politique "libérale" ne sont pas nécessairement libéraux

question 603 de norbert
pour

NAR

Cette année, nous avons assistés aux mille ans d'une famille et d'une monarchie. L'idée du retour de cette monarchie à la tête de notre pays s'est fait jour dans l'esprit de beaucoup. Bientôt, la France fêtera le bicentenaire de la révolution (fêtera-t-on aussi la profanation des tombeaux de St Denis) Ne devra-t-on pas craindre que ce courant monarchique ne s'éteigne aussi facilement qu'il est né. Pour ma part, je pense que l'on devrait se lancer dans une campagne en démontrant que la République est néfaste et qu'une monarchie ne pourrait qu'en

ne pourrait être que profitable notamment au prestige d'une France en proie à tout les déchirements et à toutes les ambitions personnelles. Je pense que la France doit être une continuité comme l'est cette famille qui la représente et qui a su rester présente pendant mille ans. Et puis quoi! une famille royale constitue un pays en mille ans, et cinq Républiques la détruisent. à qui doit aller notre confiance?

Non! la Monarchie, ça n'est pas que du passé.

Merci pour vos réflexions, que nous rejoignons sauf sur un point : une campagne contre la République serait plus fâcheuse qu'utile. En effet, la République a cessé d'être le mot-fétiche d'une doctrine de combat, pour devenir synonyme d'Etat de droit. En outre, la 5ème République est monarchique dans son esprit et partiellement dans sa pratique. Aussi plutôt que de dénoncer globalement les institutions actuelles, il faut souligner leurs aspects positifs et montrer comment une pratique monarchique nous permettrait de sortir des ambiguïtés et des impasses auxquelles nous condamnent une Constitution encore inachevée.

question 605 de UIAL
pour

NAR

N'AVEZ-VOUS PAS L'IMPRESSION DE PASSER POUR UNE SECTE AVEC M. RENOUVIN POUR GRAND OFFICIER?

La NAR est tout le contraire d'une secte : pas de vérité révélée de façon fantasmagorique, pas de culte (et donc pas d'officiant), pas de mystère ni d'initiation, mais la réflexion libre et la diversité des approches quant aux questions politiques (donc le refus du dogmatisme), des décisions prises de manière démocratique, et une action menée au grand jour.

question 606 de GEORGES
pour

NAR

ACCEPTEZ-VOUS LES ROYALISTES DU FRONT NATIONAL?
QUE LEUR DIRIEZ-VOUS COMME AUX PLUS SECTAIRES DE RESTAURATION NATIONALE?
ETUDIANT BEAUX-ARTS A NANCY

Nous n'avons pas à décerner des brevets de royalisme. Nous constatons simplement :

- 1) qu'il y a incompatibilité entre la NAR et un royalisme qui s'associerait à la politique du Front national.
- 2) que le royalisme d'extrême-droite est régulièrement condamné par le comte de Paris.
- 3) que ce royalisme est en contradiction avec les principes majeurs de la monarchie : refus de l'esprit de guerre civile, souci de justice, conception ouverte de la nationalité, donc refus du racisme et de la xénophobie.

Il y a donc dans le royalisme d'extrême-droite des contradictions insoutenables : le traditionalisme doctrinaire nie la tradition capétienne, le nationalisme méprise la réalité de la nation et en exclut nombre de ses citoyens, et la complaisance pour les dictatures fait oublier que la monarchie est d'abord un Etat de droit, garant de la liberté des personnes.

Comme le montrait Bernanos, le royalisme d'extrême-droite ne peut vivre que dans l'imposture.

question 607 de CXWS
pour

NAR

DANS LE DERNIER NUMERO D'ACTUEL MITTERRAND EXPLIQUE COMMENT DE GAULLE A NEUTRALISE LES PRINCIPAUX CHEFS DE LA RESISTANCE ET COMMENT IL A AVANCE SES PIONS POUR REPENDRE LE POUVOIR EN 1958. DE GAULLE N'ETAIT-IL PAS GAULLISTE AVANT D'ETRE AUTRE CHOSE EN PARTICULIER ROYALISTE LE COMTE DE PARIS NE S'EST-IL PAS FAIT AVOIR COMME D'AUTRE PAR CE PERSONNAGE QUI SOIGNAIT D'ABORD SON AMOUR PROPRE

François Mitterrand n'est certainement pas un témoin impartial en ce qui concerne l'action du général de Gaulle.

Ce dernier n'a certainement pas tenté de "rouler" le comte de Paris pour trois raisons principales :

- sa pensée politique fondée sur une idée monarchique de la légitimité du pouvoir, et sa pratique politique, inspirée de la tradition capétienne, le conduisaient à souhaiter que le comte de Paris lui succède.

- le général de Gaulle n'avait pas d'héritier politique, ni dans le parti gaulliste, ni ailleurs dans la classe politique.

- des textes et des témoins dignes de foi attestent le sérieux du projet du général de Gaulle en ce qui concerne le comte de Paris. Conçu pour l'élection de 1965, ce projet a été différé car de Gaulle voulait rester quelques années encore. C'est la conjoncture politique (élections de 67, Mai 1968) qui l'a rendu impossible.

question 609 de SERRES
pour

NAR

ETANT PROCHE DU RPR JE ME FELICITE DE
VOTRE ACCORD AVEC LES PROPOSITIONS DU
RAPPORT HANNOUN. FELICITATIONS POUR
VOTRE DYNAMISME ET VOTRE OUVERTURE
D'ESPRIT.

Merci de vos encouragements.
Nous regrettons que le rapport Hannoun
suscite tant d'opposition au sein même
du RPR qui s'honorerait en l'adoptant
sans réserve.

question 612 de VOISIN
pour

NAR

J'ESPERE QUE VOUS TROUVEZ DE BONS ASPE-
CTS A LA REPUBLIQUE. SI OUI QUELS SONT
ILS SELON VOUS?

Nous ne nions pas les bons aspects de
la République, par exemple, à son
origine, l'idée de constitution et
celle de liberté individuelle, ou
encore, depuis la 5ème République, le
souci de l'indépendance de l'Etat et de
sa vocation arbitrale, qui ne sont pas
encore pleinement réalisés.

Il est cependant juste de se souvenir
que, sur ces différents points, la
République est l'héritière de la tra-
dition monarchique, qui reposait sur
une Constitution, qui garantissait le
droit des personnes, et qui réalisait
l'indépendance de l'Etat et l'arbitrage

Pour une analyse complète de la
question, reportez-vous aux livres de
l'historienne du Droit (non royaliste)
Blandine Barret-Kriegel et notamment
aux "Chemins de l'Etat".

question 613 de NAR
pour 21 12

QUE PENSEZ VOUS DE LA PRISE DE PARTI
DES ROYALISTES DANS LE DEBAT POLITIQUE
DEMOCRATIQUE? JE PENSE NOTAMMENT A LA
CRITIQUE FAITE DU FN DANS L'EDITORIAL
DE ROYALISTE AU MOIS DE NOVEMBRE.

Il est normal que les royalistes
"prennent parti" ou plus exactement
s'engagent dans le débat démocratique
car ce sont des citoyens comme les
autres, qui ont des choix à exprimer.
Ces choix sont spécifiques car ils sont
faits en fonction d'un certain nombre
de critères tirés de leur conception de
la politique. Par exemple, les royalis-
tes de la NAR ne se prononcent jamais
en faveur d'un parti, mais selon la
nature des questions qui sont posées.
C'est ainsi que les royalistes ont dé-
fendu l'école libre mais soutenu la
nationalisation de certains groupes
économiques et financiers, et qu'ils
sont pour une politique d'indépendance
nationale mais contre toutes les
passions xénophobes.

En ce qui concerne le Front national
merci de vous reporter à notre réponse
à la question 606.

question 614 de SIMSON
pour

NAR

COMMENT REAGISSEZ-VOUS QUAND ON VOUS DI-
T QUE VOUS ETES PASSEISTES?

Nous répondons en soulignant l'actua-
lité de l'institution monarchique, qui
garantit la démocratie dans de nombreux
pays européens, qu'il s'agisse de la
Grande-Bretagne, de la Belgique, de la
Hollande, de l'Espagne... Dans ces
pays la monarchie n'a pas une fonction
décorative, comme on le croit trop
souvent : elle fonde l'unité du Common-
wealth, elle permet l'unité de la
Belgique, elle a permis à l'Espagne de
devenir une démocratie et de résister à
un putsch militaire.

En France, notre actuelle constitutio
est d'inspiration monarchique, et le
général de Gaulle avait inscrit sa
politique dans la tradition capétienne

Comment soutenir dès lors que nous
sommes des passéistes ?

question 616 de V.F
pour

NAR

EST-CE QUE LA SITUATION ACTUELLE DE LA
COHABITATION SERAIT GROSSO MODO IDENTI-
QUE A L'INSTAURATION DE LA MONARCHIE?
LE COMTE DE PARIS AURAIT-IL LES MEMES
POUVOIRS, EXORBITANTS, QUE POSSEDE LE
PRESIDENT ACTUEL?

La cohabitation est en effet une
esquisse de ce que pourrait être la
monarchie, mais une esquisse seulement
dans la mesure où le Président de la
République n'est pas un arbitre
reconnu par tous les acteurs du jeu
politique. Seul un monarque pourrait
assumer cette fonction arbitrale, car
le problème de sa réélection ou de son
soutien à tel ou tel candidat ne se
poserait pas.

En ce qui concerne les pouvoirs du
Chef de l'Etat dans une monarchie, ils
seraient très probablement maintenus
sur les questions essentielles (défense
diplomatie) mais la nature de ses
fonctions permettrait, en ce qui
concerne l'ensemble des interventions
de la puissance publique, un rééquil-
ibrage au profit du gouvernement et du
parlement.

question 621 de POLI
pour

NAR

QUE PENSEZ-VOUS DE L'AFFAIRE MONTAND-TF
1-800000FRANCS?

Il est d'usage qu'une vedette se
fasse rétribuer pour ses prestations
télévisées, et Yves Montand est logique
lorsqu'il demande de l'argent à une
chaîne qui en gagne beaucoup grâce à
lui.

Dans cette affaire, il y a cependant
une ambiguïté majeure : Montand était-
il invité comme vedette ou comme cito-
yen ? Dans le premier cas, sa rétribu-
tion était normale, dans le seconde
elle ne l'était pas. Or c'est bien le
citoyen Montand qui s'est exprimé...

Laos

La mort du roi

Le Laos est l'une des dictatures communistes les plus fermées. D'où le prix de chaque information venant de ce pays. Le sort de la famille royale, disparue dans la tourmente, était un mystère complet jusqu'à il y a quelques jours. Le témoignage que nous avons pris la peine de traduire pour vous est d'une importance capitale. Publié par le «Bangkok post» du 13 décembre dernier, il n'a encore eu à notre connaissance aucun écho dans la presse française.



Le Goulag laotien

Un jeune Laotien plongé par erreur dans un système tortionnaire, a dévoilé le mystère le plus intrigant de l'Indochine communiste: le destin du roi Savang Watthana, de la reine et du prince héritier. Dans une longue série d'interviews avec notre correspondant du «Post», l'ex-étudiant - qui s'est échappé en traversant le Mékong pour rejoindre la Thaïlande à la fin de l'année dernière - raconte le cauchemar de la mort et de la torture dans tout le réseau des prisons politiques qui constituent le goulag du Laos du Nord-Est. Grâce à lui, le reste du monde dispose désormais du récit angoissant de ce qui est réellement arrivé au dernier roi du Laos et à sa famille.

«**Mon roi est mort**», dit l'ex-étudiant qui a passé presque 11 ans dans différentes prisons politiques où la faim, les coups et la torture pouvaient conduire à la mort jusqu'à 80% des prisonniers.

Le prince héritier Say Vongsavang et le roi sont morts à onze jours d'intervalle en mai 1978. La reine Khamboui disparut trois ans et demi plus tard.

La mort des derniers membres de la famille royale laotienne a longtemps été une rumeur, mais aussi récemment qu'en octobre dernier un officiel communiste a affirmé à un journaliste occidental que la famille royale se portait bien et vivait dans une villa entourée d'un petit jardin à cultiver.

La «villa» était une cabane de prison; le jardin un champ de riz que le roi et le prince héritiers cultivaient huit heures par jour et six jours par semaine, sous la menace des armes.

Le récit du jeune rescapé est confirmé par un autre détenu de ces prisons politiques qui constituent le goulag du Laos du Nord-Est. Ils ont tous les deux fui à un mois d'intervalle à la fin de l'année dernière. Ils avaient été relâchés tous deux des innombrables camps de prisonniers et transférés dans des camps de travail.

Interviewés séparément, ils ont chacun confirmé les dates et les circonstances de la mort des membres de la famille royale, aussi bien que d'autres détails de la vie au goulag.

Mais c'est la mémoire remarquable et le souci du détail de l'ex-étudiant qui ont permis de reconstituer cette histoire. Il a dessiné des cartes, écrit un journal de bord, et a consenti à donner une série d'interviews, à condition que son nom soit temporairement tenu secret. Il craint en effet des représailles d'«éléments communistes» de son camp de réfugiés en Thaïlande.

Dans ce récit, il sera appelé Tongpoon, un nom typiquement laotien. Son cauchemar, long de onze années, a commencé lorsque les communistes ont consolidé leur pouvoir en 1975. Il a été témoin de la mort des membres chéris de la famille royale laotienne et de douzaines d'autres citoyens. Parmi eux se trouvaient de nombreux officiers militaires et policiers de droite du temps de la guerre.

Pourtant en nombre au moins équivalent, se trouvaient les neutralistes qui étaient des «amis» et souvent des parents des communistes. Les neutralistes avaient travaillé des années pour forger une coalition viable, durant la guerre, avec les communistes. Lorsque celle-ci fut terminée, ils furent les pre-

miers à être arrêtés, torturés et jetés dans le goulag laotien pour mourir.

«Goulag» est l'expression qui convient. Les Soviétiques envoyèrent les prisonniers de haut rang dans les camps de prisonniers et les conseillers russes conçoivent et dirigent les projets de grands travaux que les prisonniers sont condamnés à réaliser. Les deux rescapés ont raconté que de petits groupes de conseillers vietnamiens visitaient fréquemment les camps de prisonniers, bien qu'ils n'aient aucun contact avec les détenus.

L'histoire de Tongpoon est remarquable - et crédible - pour plusieurs raisons. Il n'a demandé aucune récompense. Il n'a pas repris à son compte les affirmations incroyables selon lesquelles il y aurait des prisonniers américains ni, à ce sujet, prétendu savoir quoi que ce soit de ce qui se passait derrière les murs des prisons dans lesquelles il s'est trouvé durant onze ans. C'est un jeune homme franc, qui parle sans amertume. Voici son histoire.

Tongpoon était à Vientiane pour recevoir son diplôme de baccalauréat au milieu de l'année 1975. Alors qu'un jour il marchait dans la rue, il fut dépassé par des étudiants qui manifestaient - avec slogans et banderoles - en faveur de la victoire communiste.

Lorsqu'ils aperçurent Tongpoon et deux de ses amis sur le bord de la chaussée, ils les exhortèrent à se joindre à la manifestation. Tongpoon refusa. Un manifestant lui fourra dans les mains des photos de Marx et de Lénine. Tongpoon les déchira en mille morceaux.

Pour cette raison, Tongpoon et ses deux amis furent immé-



diatement arrêtés, eurent les menottes aux mains et furent attachés avec des cordes. Les soldats (communistes) du Pathet Lao les conduisirent au quartier général de sécurité, le Poste de Police C-2 à Wattay, l'aéroport de la ville, et les jetèrent dans une cellule.

Pendant les ving mois suivants, il n'y eut pas de jour sans que Tongpoon ne fut ligoté. Souvent il l'était pieds et poings. Il était enchaîné par les pieds toutes les nuits, et presque tous les jours. Il avait les menottes aux mains et les poignets liés.

Après 24 heures passées au quartier général C-2 à Wattay, Tongpoon et ses deux amis quittèrent leur cellule et furent conduits en hélicoptère jusqu'à la ville administrée par les communistes de Viensay. Les pilotes de l'hélicoptère étaient un Soviétique et un Vietnamien.

Les poings liés, il mangea du riz - pour la première fois en deux jours - dans une feuille de bananier. C'était abominable car les «menottes vietnamiennes» n'autorisent aucun mouvement du poignet, mais il deviendrait vite, par nécessité, un virtuose de cet exercice alimentaire.

Il apprit que la prison de Viensay n'était qu'une étape pour les centaines de prisonniers politiques arrêtés au fur et à mesure que le Pathet Lao prenait le contrôle du pays. Les «véritables» prisons étaient - et sont toujours - dans la province éloignée de Houaphan, l'extrême nord-est du Laos, tout à côté de Dien Bien-Phu, rendue célèbre par la guerre d'Indochine.

A l'abri des regards indiscrets, Houaphan est l'endroit idéal pour établir un ensemble de prisons politiques. D'une part la population extrêmement réduite d'à peine 100.000 personnes

est misérable, et n'a pratiquement aucun contact avec le monde extérieur; d'autre part, les évasions sont rendues difficiles par les grandes distances.

Bien avant sa victoire finale du 2 décembre 1975, le Pathet Lao avait emprisonné les opposants «réactionnaires» à Houaphan. Vers le milieu de l'année 1974, grâce au travail des prisonniers, fut achevée la palanque appelée simplement «Camp n°1».

Tongpoon et l'ex-major sont les deux seules personnes connues pour s'être échappées avec succès du Camp n°1. Aucun ne savait que l'autre n'y avait réussi.

Dans des entretiens séparés, chacun a examiné des cartes de Houaphan, parfois appelée Sam Neua du nom de sa capitale. Chacun a localisé le Camp n°1 au même endroit, à 72 km de Sam Neua en direction du Vietnam; visible depuis la route nationale n°6 et situé à peine à plus d'un kilomètre du village le plus important des alentours, Sop Hao, qui avait été un camp militaire français. On peut localiser le camp n°1 sur un atlas de manière suivante: 104° 23' 48" de latitude et 20° 33' 25" de longitude.

Le camp était construit dans le plus pur style des «stalags», à ceci près que le fil de fer barbelé était remplacé par des bambous aiguisés et entrelacés. Le camp en était entièrement encerclé et le quartier des prisonniers, à l'intérieur, était lui-même clôturé.

Enfermé

Pendant vingt mois, jusqu'au début de l'année 1977, Tongpoon a été enfermé dans l'une des baraques du camp n°1. Certains jours, on lui détachait

les pieds et on l'emmenait travailler dans les champs ou sur une route. Pendant des semaines entières, il restait attaché et enfermé 24 heures sur 24. Etre envoyé au travail ou rester enchaîné, semblait ne dépendre que du bon vouloir des gardiens.

La plupart des prisonniers étaient nourris deux fois par jour (mais ceux qui étaient punis ne recevaient aucune nourriture), plus tard dans la matinée, puis en milieu d'après-midi. Le repas était constitué de 200 grammes de riz, soit à peine l'équivalent d'un bol. Il était accompagné d'une demi-cuillerée à café de sel. Il n'y avait jamais ni légume ni viande.

Les gardiens expliquaient à Tongpoon, avec jubilation, que le riz distribué aux prisonniers, venait d'entrepôts où il avait moisi pendant au moins quatre ans. Une telle nourriture dans laquelle grouillaient des fourmis et toutes sortes d'insectes, est appelée par les Laotiens, du «riz pour rats».

En prison, la nourriture était un perpétuel sujet de discussion. Les prisonniers qui travaillaient fourraient des peaux de banane de papayes dans leur bouche en essayant d'imaginer qu'il s'agissait de morceaux de boeuf. Tongpoon mangeait souvent du riz cru non décortiqué, arrachant le grain non mondé de la tige encore verte.

En plus d'une occasion, un prisonnier avait piégé et tué des rats-terriers qui se régalaient des corps de prisonniers morts et enterrés. Les animaux étaient dépecés puis cuits sur le feu, puis dégustés. Tongpoon reconnaît avoir bien apprécié - à l'époque - ces petits extras.

On allouait par contre 50% de riz en plus aux gardiens, ainsi

que des légumes et une grande variété de viandes, souvent du gibier, mais encore plus fréquemment du chat ou du chien. Cela dégoûtait Tongpoon. Seuls, d'après lui, les Vietnamiens et les communistes mangent du chien. Le riz distribué aux gardiens était fraîchement récolté, sur les champs cultivés par les prisonniers.

L'uniforme de la prison était constitué d'une simple paire de pyjamas rouge sombre. Un losange blanc sur le dos identifiait les prisonniers politiques. Chaque année, les uniformes étaient remplacés. Ils n'avaient pas de chaussures.

Les compagnons de prison de Tongpoon étaient pour la plupart des officiers de haut-rang, des politiciens et des bureaucrates d'avant la guerre, aussi bien de droite que du centre. Il n'y avait pas d'autres étudiants tels que lui. Cela montre bien le caractère arbitraire de son arrestation et de son incarcération. La plupart des prisonniers comprenaient les raisons de leur sort, mais étaient surpris par la présence parmi eux de Tongpoon.

Durant ses 20 mois d'incarcération, les autorités du camp n'émirent aucune accusation contre Tongpoon. On ne lui dit jamais pourquoi il était en prison ni combien de temps il y resterait. Il n'avait aucune idée de quand - et si - il retrouverait un jour la liberté.

Très loin au sud, la femme de Tongpoon commença une enquête qui durerait près de onze ans: la recherche de son mari. L'un des premiers endroits dans lequel se rendit Mengly fut le quartier général C-2 de l'aéroport de Wattay. «Non, nous n'avons aucune information sur Tongpoon» affirmèrent là-bas les responsables du pathet Lao.

En fait ils n'avaient jamais entendu parler de lui.

Mémoriser

Tongpoon, pour avoir déchiré deux photos, avait cessé d'exister. Ce n'est pas simplement un effet de style, comme Tongpoon put en juger par lui-même dès les premiers jours au camp n°1. Car l'un des premiers devoirs d'un prisonnier était de mémoriser les « 17 règles » qui rendaient légale la violence des gardiens et constituaient d'une manière générale les fondements de la vie dans la prison.

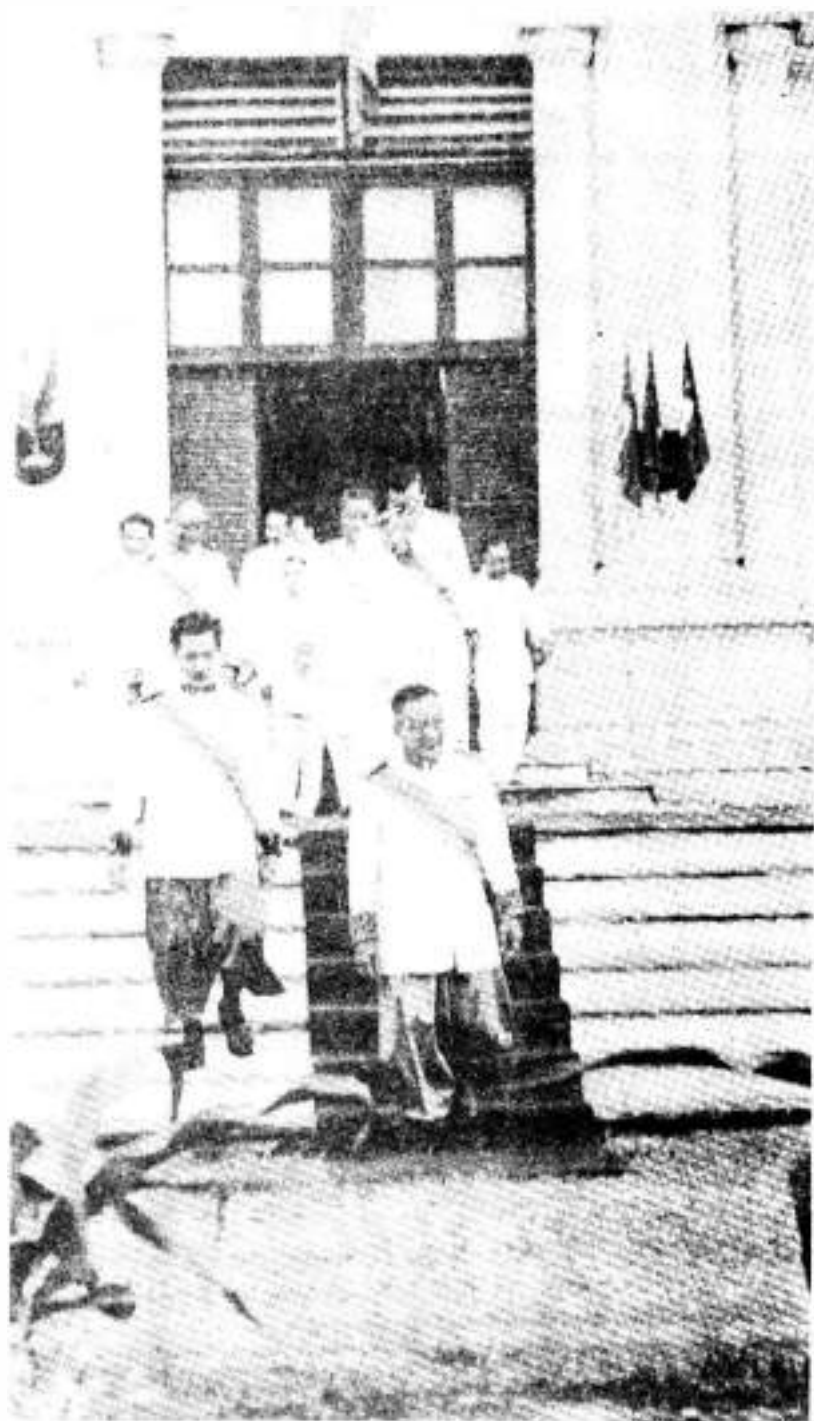
La règle n°1 apprit à Tangpoon que sa situation était sans espoir. Si Mengly avait eu connaissance des 17 règles, elle aussi, aurait perdu espoir.

« Toute personne arrêtée par le Peuple et la Nation, est relevée de ses droits de citoyens » dit la règle n°1. Toute trace officielle la concernant est alors considérée comme détruite.

Dans le même temps, le Pathet Lao continuait d'étendre son emprise sur tout le pays. Un des problèmes les plus importants était la Famille Royale, adorée par la plupart des citoyens et connue à l'étranger. Pendant les années de guerre, le Pathet Lao n'avait pas cessé de manifester sa loyauté envers le souverain - d'éducation française -, mais à peine avait-il remporté la victoire qu'il le forçait à abdiquer.

Ce qui n'empêcha pas le roi Savang Watthana de conserver, aux yeux de ses 3,7 millions de sujets, une forte influence. Sans discontinuité, la monarchie laotienne avait régné depuis au moins le XIV^{ème} siècle.

Pour les communistes, le roi qui était monté sur le trône en



King Savang Watthana with the crown prince (left) in better days.

1959 était un « réactionnaire », tout comme son fils, le prince héritier Say Vongsavan, intelligent et séduisant. Le respect qu'ils inspiraient aux Laotiens et aux autres nations était pour eux une menace. Les familles royales de Thaïlande et du Laos avaient des liens pluriséculaires. Une des femmes du roi Chulalongkorn était la fille du roi du Laos d'alors. En bref, que les

mauvais traitements infligés au roi déchu Savang Watthana soient rendus publics était absolument hors de question.

La solution

La première étape du plan communiste fut d'assigner à résidence la famille royale dans le palais de Luang Prabang, la

capitale royale traditionnelle au nord-ouest de Vientiane. Pas de visite, ce qui n'empêchait pas la rumeur de rapporter fréquemment que la famille royale était en vie et relativement bien traitée.

Ce traitement «bienveillant» pris fin le 11 mars 1977. Les membres de la famille royale furent arrêtés et acheminés par l'habituel hélicoptère soviétique jusqu'à Viengsay, où Tongpoon avait atterri quelques 19 mois auparavant.

Là, le roi et sa famille furent logés dans le meilleur hôtel et à nouveau assignés à résidence. Les cadres du partis expliquèrent aux habitants de Viengsay qu'il avait été nécessaire de leur faire quitter Luang Prabang où des «ennemis» de l'ex-monarque essayait de le tuer.

L'acte final de l'élimination de la famille royale se produisit trois mois plus tard. A nouveau arrêtée, la famille royale fut emmenée à bord de l'hélicoptère à Sam Nueua, et rejoignit les prisonniers du Camp n°1.

La reine Khamboui fut séparée des deux hommes et placée dans le quartier des femmes. Comme beaucoup de communistes, les membres du Pathet

Lao imposaient une stricte séparation des sexes. Dans le camp n°1, un prisonnier qui se contentait simplement de regarder une jeune femme était privé de nourriture pendant trois jours ou recevait une punition pire encore.

Les membres de la famille royale du Laos devinrent ainsi en septembre 1977 des prisonniers politiques comme les autres. Ils durent subir les 17 règles et par conséquent n'existèrent plus. Jusqu'à ce que Tongpoon et l'ancien major apprirent au monde ce qu'il était advenu du dernier roi du Laos.

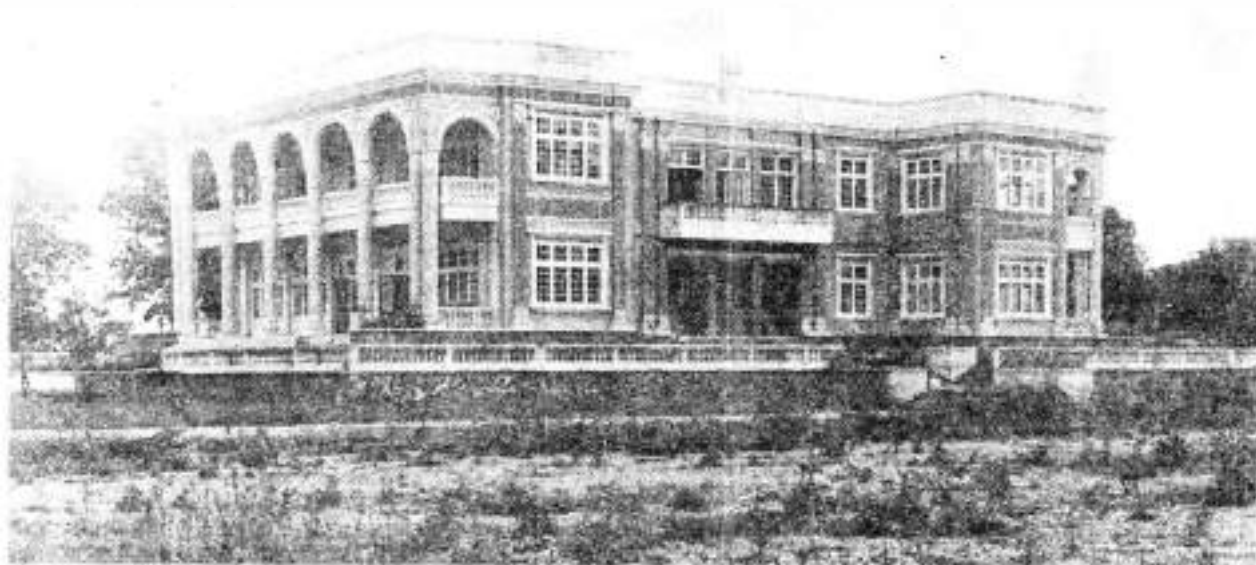
Alors que la famille royale commençait son labeur, le sort de Tongpoon prenait un jour nouveau. Ses 20 mois passés dans les fers prirent soudainement fin en avril 1977, lorsque deux gardiens le réveillèrent. Ils le ligotèrent et l'emmèrent à plusieurs centaines de mètres du camp, dans des bois déserts. Un officier du pathet Lao en grand uniforme de l'armée attendait. Il tenait un dossier - les conclusions, disait-il, de l'enquête concernant le jeune homme. Il ordonna que l'on défit les liens de Tongpoon, et lui dit de prendre

une pelle. «**Creusons un trou**», dit-il. «**Fais-le aussi large et profond que tu voudras**».

Tongpoon creusa un trou d'un mètre sur deux, et profond d'un mètre. «**Dedans !**» lui intima l'officier communiste. **Tongpoon s'assit dans le trou. Son cou était à la hauteur du sol. «Remplissez le trou**», et les deux gardiens jetèrent rapidement la terre tout autour de Tongpoon, l'enterrant ainsi jusqu'au cou.

Alors commença «l'interrogatoire». L'officier voulait certaines informations et Tongpoon les lui donna. Date de naissance. Lieu de naissance, situation familiale. Etudes. «**Es-tu membre de la CIA**» demanda l'officier. «**Non**», répondit Tongpoon. «**Pourquoi es-tu anticommuniste ?**» «**J'aime la paix, pas le communisme**», répliqua le jeune homme. «**Qui es ton chef ?**» «**Je n'ai pas de chef, je suis tout seul**».

Les études de Tongpoon à l'école anglaise de l'Association Laos-Amérique (qui avait des centres dans plusieurs villes laotiennes y compris Vientiane), intéressaient particulièrement l'officier. Tongpoon raconta tout,



Formerly set in the beautiful surrounding of lush greenery, the royal palace is now a vast and desolate area. The palace minister's office and the king and queen's chambers have been razed to the ground.

sans rien cacher. Il parla même des promenades de l'après-midi, avec ses professeurs Mr Walker et Mr Repplier, durant lesquels il essayait de perfectionner son accent anglais.

On lui posa ces mêmes questions, et il y répondit un grand nombre de fois. La première fois, l'officier et les deux gardiens se saisirent de bâtons et ponctuaient chacune de ses réponses par un coup sur la tête.

« **Je ne suis pas de la CIA** ». Vlan.

« **Je n'ai pas de chef** ». Bang.
« **J'aime la paix** ». Boum.

Au bout d'une demi-heure, il n'avait plus aucune notion du temps. Après un moment - une heure peut-être, ou six ou douze - Tongpoon ne put plus rien voir. Le sang coulait dans ses yeux. Piégé dans le trou, il ne pouvait pas se les essuyer. Heureusement, il sombra dans l'inconscience.

Il se réveilla sur son lit de feuilles de bambous dans la baraque du camp n°1. Son interrogatoire était terminé. Il n'en subirait plus jamais d'autre.

Quatre jours plus tard, lui et 20 autres prisonniers furent jugés dans la grande salle du village de Sop Hao. Il y avait trois juges: l'un était procureur, l'autre représentait le gouvernement et le troisième prononçait la sentence.

Lorsque le nom de Tongpoon fut appelé, la Cour fut informée qu'il avait été un agent de la CIA et qu'il refusait de le confesser. Cela prit 30 secondes.

Quand toutes les causes furent entendues, le troisième juge prononça les sentences. Chaque prisonnier dut donner son avis sur la sentence qui le frappait: satisfait ou non-satisfait. Deux prisonniers signalèrent qu'ils n'étaient pas

satisfaits et leurs peines furent prolongées de trois ans. En effet, n'avaient pas su reconnaître la clémence de leurs juges. Tongpoon reçu 19 ans. Ils se déclarèrent satisfaits. Après 589 jours en prison, il était enfin, officiellement prisonnier.

Quant aux membres de la famille royale, il ne faisait pas de doutes pour tout le monde qu'ils étaient condamnés à perpétuité et il n'y eut pas de procès. On fit don au roi et au prince héritier de leur propre petite baraque de prisonniers, on mit à leur disposition trois hommes pour leur cuire leur portion de « riz à rats » et leur distribuer leur demi-cuiller à café de sel. Ils n'avaient pas grand contact avec les autres prisonniers, mais étaient cependant traités de la même manière. Ils dormaient sur des feuilles de bambou et accompagnaient le même labeur.

La règle n°9, après tout, était claire. Les prisonniers valides qui ne travaillaient pas, ne mangeaient pas.

Quand il arriva dans cette prison, le roi Savang Watthana était âgé de 69 ans. Il avait suivi les cours de Sciences Po. à Paris, avait beaucoup lu, beaucoup voyagé. Mais il n'était pas du tout habitué à un travail physique important, ni à un régime alimentaire composé d'un bol de « riz à rats » servi deux fois par jours, sur des feuilles de bananier.

Sa santé se détériora rapidement. Son fils, très proche du roi, insista pour que l'ancien monarque mangeât ne serait-ce qu'une part de sa propre ration. Le roi protesta, mais son fils fit manger le vieil homme de force.

Le 2 mai 1978, le prince héritier mourut. Fort et en bonne santé lors de son arrestation au palais royal 14 mois plus tôt, il fut incapable survivre avec une

ration de riz et de sel qu'il avait voulu partager avec son père.

Le roi eut le cœur brisé. Il s'estima responsable de la mort de son propre fils. C'est ce qu'il confia au trois cuisiniers; ils eurent ensemble une polémique, mais le roi avait effectivement décidé de mourir. Le 13 mai, 11 jours plus tard, le roi s'allongea sur son lit.

Pas de cercueil

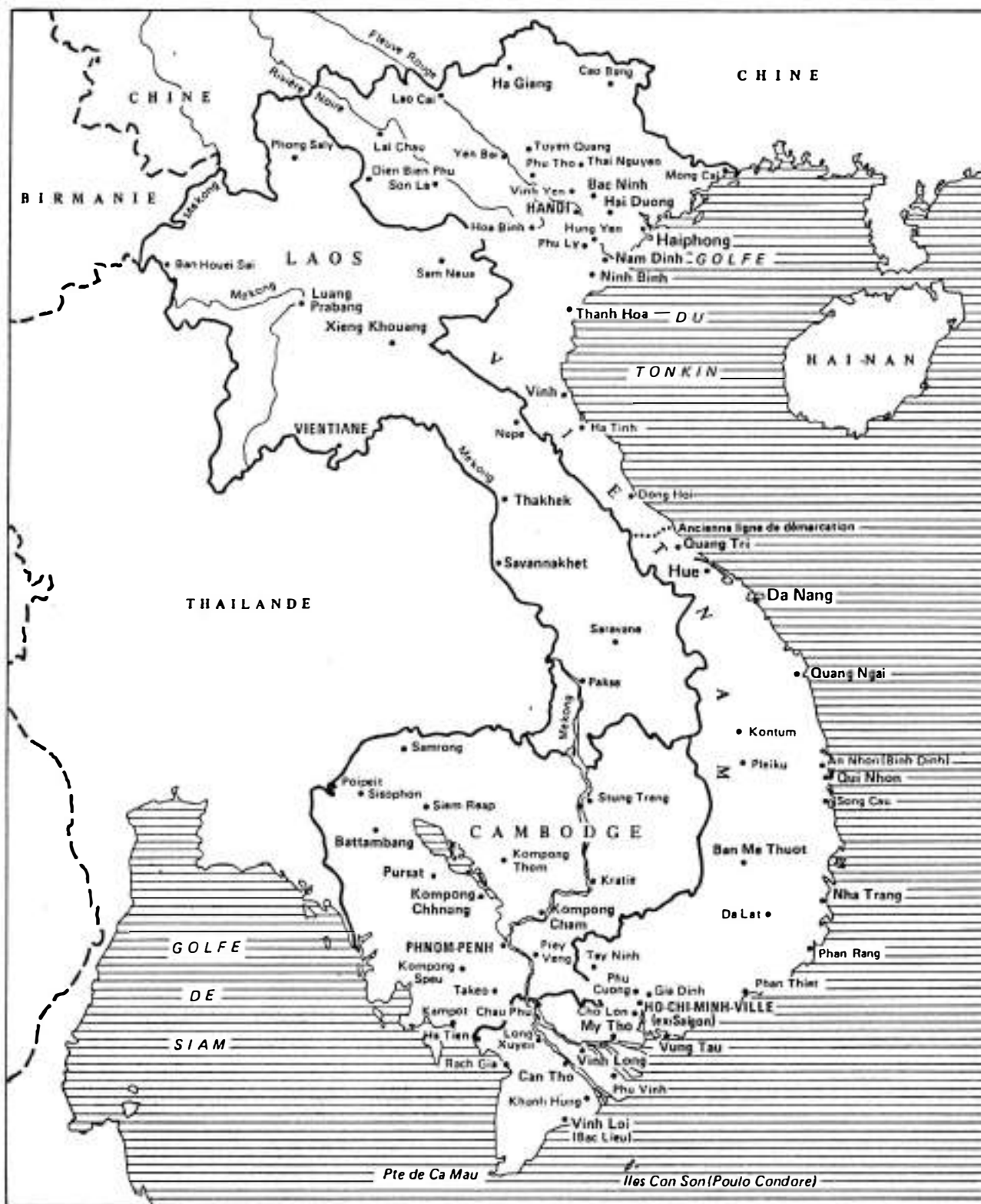
« **Je vais dormir** », dit-il à ses trois surveillants, qui suspectaient la vérité; « **Je donne toute mon âme, mon sang et mon corps au sol fertile et à la beauté du Laos, et pour le bien-être de tout le peuple laotien** ».

Il dormit à peine, et mourut. Quelques heures après la mort du prince héritier, puis celle du roi, les trois cuisiniers creusèrent des trous sous la menace des membres du Pathet Lao, et y jetèrent leurs dépouilles mortelles. Ni cercueils, ni cérémonies. Seuls les cuisiniers pleurèrent; les gardiens étaient pressés de rentrer au camp pour le repas du soir.

Le corps du roi est au nord du majestueux arbre. Celui du prince héritier est au sud avec celui du dernier chef d'Etat major de l'armée royale laotienne, le général Toonpone Makthephahak, qui mourut de faim le 1er juillet 1978 après que ses gardiens lui aient supprimé ses rations de riz.

Aucune de ces tombes n'est signalée.

La reine Khamboui savait que son mari et son fils étaient morts, bien qu'elle ne fut pas autorisée à assister à leur rapide enterrement. Tongpoon ne la revit que deux ans plus tard et ne re-



connut pas tout d'abord l'épouse du roi, qui n'était plus qu'une ombre de peau et d'os. Ses cheveux étaient gris. Ses yeux étaient morts.

Tongpoon dit ce soir-là à l'un de ses compagnons de détention: «la reine du Laos est devenue la reine des prisonniers».

Les communistes ne la forcèrent pas à travailler, et

elle réussit à prolonger sa vie avec l'aide de cigarettes et de feuilles de bétel, au pouvoir narcotique. Sa dernière épreuve arriva lorsque ses gardiens supprimèrent ses cigarettes. Elle mourut le 12 décembre 1981. Sa tombe, à un kilomètre de celle du roi, n'est pas non plus signalée.

Tongpoon n'avait aucun moyen de mesurer le temps. Semaines, mois, années passèrent. Six jours de travail, puis un jour aux fers pour que les gardiens puissent avoir leur dimanche. Tongpoon demanda un jour à l'un de ses gardiens si les prisonniers pouvaient avoir quelque loisir, ce à quoi il lui

fut répondu que son seul amusement était de travailler 8 heures par jour.

Les prisonniers passaient certaines de leurs heures de répit à tresser des objets en rotin ou en bambou, et un système rustique de troc avec les villages alentour se mit en place. L'unité monétaire était un chapeau qui valait environ 200 grammes de riz. Il fallait une semaine au prisonnier moyen pour confectionner un tel chapeau.

Docteurs et hôpitaux étaient à la disposition des gardiens, alors que les prisonniers n'avaient droit à aucun service de ce genre, si ce n'est les herbes locales et la visite occasionnelle d'un médecin militaire du Pathet Lao. La malaria, la grippe, et le rhume étaient tous mortels.

Pour principal souvenir du goulag laotien, Tongpoon garde celui de la dent qu'il a lui-même arrachée alors qu'il n'avait pas d'autre moyen de soulager son mal de dents.

Il faut ajouter à cela les prisonniers abattus de sang-froid, comme Touby Lyphung.

Touby était l'un des prisonniers politiques les plus connus. C'était un politicien affable et intelligent des années 60, début 70 à Vientiane; il avait même un temps été ministre de la Justice.

Il était neutraliste, et comptait plusieurs chefs communistes du Pathet Lao parmi ses amis, ainsi que des diplomates et des journalistes en poste à Vientiane. Ses «amis» avaient ordonné l'arrestation de Touby; c'est une des premières choses qu'ils firent, et il fut condamné à perpétuité dans le camp n°1.

Touby s'adapta mal aux prisons. En plus de la nourriture insuffisante et de la violence habituelle, en tant que «prisonnier spécial», il n'était guère autorisé à sortir de sa baraque. Son aspect devint émacié, pâle, et vieillit prématurément.

Le dernier samedi du mois de juillet 1979, comme d'habitude, les gardiens du Pathet Lao ouvrirent les portes de la baraque où Touby et les autres «prisonniers spéciaux» étaient enfermés. C'était l'heure de leur bain hebdomadaire dans le ruisseau voisin Houy Nok Kok. Ce jour-là le chef du détachement de gardiens était le très redouté Onkeow, jeune fils d'un cadre communiste de la région. Onkeow, disait-on, aimait battre les prisonniers, et il le faisait souvent. Onkeow, comme d'habitude, poussa du bout du pistolet Touby et les autres depuis leur baraque jusqu'au ruisseau, les regardant s'enfoncer dans l'eau pour décoller la crasse accumulée d'une semaine. Peu après il leur ordonna de regagner la rive.

Touby était trop faible pour l'atteindre lui-même. En quelques instants, tous sauf lui avaient regagné la berge du ruisseau. Onkeow lui hurla de se dépêcher. Touby tituba vers la rive et retomba. Deux gardiens se mirent à rire. Touby essaya encore, Onkeow hurlait toujours. Finalement, tremblant violemment, Touby s'arrêta au bord de l'eau, immobile, les mains appuyées sur le ventre. Onkeow pointa son AK-47. «veux-tu mourir ici?» - «Je préfère mourir ici à l'extérieur plutôt que dans

cette prison», répliqua Touby. Sans un mot, Onkeow pointa son pistolet et descendit le vieux politicien.

Les exécutions, souvent ordonnées secrètement, étaient aussi très violentes. Sans exception il s'agissait toujours de «mort au couteau» - exécution à la baïonnette. Une exécution pouvait être décidée par presque tous ceux qui disposaient de l'autorité dans le camp: la Cour, le commandant du camp, et même les gardiens. La règle n°6: **«Aucun prisonnier ne pourra s'éloigner de plus de 15 mètres d'un gardien, sans quoi il sera descendu sans avertissement».**

Les prisonniers oubliaient rarement ceci car chaque lundi et chaque samedi, ils devaient étudier et mémoriser les 17 règles.

Les 17 règles interdisaient également tout livre ou écrit, quand bien même les porte-parole officiels du régime prétendent que le goulag laotien est un système de rééducation politique.

Combien de prisonniers sont encore dans le goulag et combien sont morts, ces questions sont sans réponses. Tongpoon put compter jusqu'à 500 prisonniers dans les 7 camps dont il a appris l'existence. Un huitième camp est exclusivement réservé aux récidivistes et aux communistes corrompus.

Sur un groupe de 40 prisonniers de haut rang, que Tongpoon put observer, 26 moururent ou furent tués dans le camp n°1, 8 autres périrent dans le camp n°7. Il en restait 6 quand il s'échappa.

De 1975 à juillet 1986, il y eut de nouvelles arrestations et de nouveaux prisonniers arrivèrent régulièrement sans discontinuer. L'usage des fers, de la torture,

de l'affamement, et les exécutions continuèrent.

Liberté

La première opportunité d'évasion qui s'offrit à Tongpoon se mit en place à la mi-juillet 1986. Le régime avait besoin de travailleurs pour un projet de barrage près de la ville de Sam Neua, Tongpoon faisait partie des 50 prisonniers emmenés sur les lieux en camion. La discipline était bien moins stricte. Les prisonniers s'étaient eux-mêmes engagés sur parole.

Deux jours après son arrivée à Sam Neua, Tongpoon entra l'air de rien dans la minuscule poste de la ville et envoya à sa femme un télégramme lui disant où il était. Dans le sud, Mengly se partagea entre les rires et les larmes. Son mari était vivant. Il ne restait plus qu'à le sauver.

Quelques jours plus tard, l'un des vieux amis de Tongpoon trouva la solution. Il était routier

et avait déjà pratiqué en plusieurs occasions la cahoteuse route nationale n°6, y transportant de la nourriture et des biens ménagers et en rapportant des carcasses d'animaux et du cuir.

Cet ami fit faire une carte d'identité pour un assistant qui n'existait pas, et prit la route de Sam Neua. Une fois en ville, il déchargea sa marchandise, trouva le chantier du barrage et localisa Tongpoon. Quelques heures plus tard, Tongpoon sauta dans la cabine du camion, empocha la fausse carte d'identité et regarda la liberté au travers du pare-brise;

Les retrouvailles avec Mengly dans sa ville d'origine furent brèves. Quelques jours plus tard, il avait traversé le Mékong et se trouvait en Thaïlande. Dans la nuit sombre, Mengly le suivit.

Ce cauchemar de 10 ans, 11 mois et 18 jours était enfin terminé. Ce qui ne signifiait pas la fin des difficultés. Car maintenant réfugié, il lui sera difficile de

trouver un nouveau pays. En dépit de ce que pensaient les communistes, il n'a aucune facilité particulière pour gagner les Etats-Unis, puisqu'il n'avait aucun rapport avec les Américains.

Il parle français et anglais et il est manifestement intelligent. Un jeune homme sérieux, qui a été marqué et a mûri à travers son expérience. Ses yeux sont ceux d'un vieillard. Il en la maigreur.

Il continue à ne manger que deux fois par jour. **«Peut-être lorsque je pourrai vivre à nouveau avec ma femme, mangerai-je plus souvent».** Pour l'heure il ne demanda qu'un terre d'accueil.

**Traduit du «Bangkok Post»
par Thomas Jacqueau**

Note. Lorsque la «guerre» est mentionnée dans le texte, il s'agit de celle qui opposa de 1964 à 1975 les forces communistes du Pathet Lao soutenues par les Nord-Vietnamiens et le gouvernement royal du prince Souvanna Phouma (neutraliste) soutenu par les Américains. Rentré dans Vientiane le 3 avril 1974, le prince Souphanouvong, cousin du dernier roi, et chef du Pathet Lao, est le président de la République populaire du Laos depuis le 2 décembre 1975.



BULLETIN D'ABONNEMENT au «LYS ROUGE»

à retourner à «ROYALISTE», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

☐

s'abonne pour 8 numéros (90 F)

☐

s'abonne de soutien pour 8 numéros (120 F)

(Versement à l'ordre de «Royaliste», CCP 18 104 06 N Paris)

« Libération » 6 décembre 1987

THAÏLANDE

Rama IX, roi des Thaïs, à l'aube de son cinquième cycle terrestre

Les Thaïlandais vénèrent aujourd'hui les soixante ans de leur souverain; un homme qui, depuis 42 ans, joue habilement de la tradition brahmanique pour gouverner le pays dans le secret le plus total. Et menace quiconque se risque à démonter les rouages du régime.

Bangkok (envoyé spécial)

Vers Samut Luang, sous les spires d'or du Grand Palais, convergent en procession les cadets de l'armée et les éléphants. C'est sur cette place que le peuple thaï vénère, en ce 5 décembre de l'an 2530 de l'ère du bouddhisme « Por Luang », Sa Majesté le roi Bhumipol Adulyadej, Père de la Nation et neuvième souverain de la dynastie Chakri. Ses portraits géants, innombrables, tapissent les murs de la capitale.

Ces cérémonies fastueuses célèbrent l'entrée de Sa Majesté Rama IX dans le cinquième cycle de douze années de son existence terrestre — l'événement le plus important de la vie d'un bouddhiste avec la naissance et la mort. Mais ce 60^e anniversaire du roi est aussi une exaltation de la dernière de ces monarchies brahmaniques dont les rois dieux régnaient jadis sur toute l'Asie du Sud-Est. Le culte de la personnalité du roi thaï rappelle celui dont s'entourait hier un Mao Zedong, aujourd'hui un Kim Il Seng.

Le roi est même un artiste. Il a tous les dons : il peint, sculpte, photographie, conçoit des bateaux et compose. Il est couronné sous les doctorats honoris causa et « dirige lui-même des ordonnances ». On a dû rajouter une aile à la Bibliothèque Nationale pour abriter les 40 millions de signatures demandant qu'il soit proclamé « le Grand ».

Une telle adulation est forcément suspecte. Elle a trop l'air d'un paravent destiné à protéger la monarchie des regards trop curieux. « Le roi est tabou », admettent tous les journalistes en poste, qu'ils soient « farang » (étrangers) ou thaïs. Ils obéissent par prudence aux « conseils » prodigués par la Maison Royale qui contrôle toute l'« information » sur le sujet. Tout sondage sur la popularité réelle de la monarchie, toute question sur son utilité sont interdits. Seule la rumeur publique permet de savoir que, depuis plusieurs jours, des tracts critiques à l'égard du prince héritier et appelant à porter le deuil samedi ont été distribués à Bangkok. La presse



Rama IX, roi-dieu et roi-tabou. Derrière l'homme de tradition, l'homme qui a vécu 23 ans aux Etats-Unis.

internationale elle-même s'autocensure ou, pire, se prête à de ridicules panegyriques de la famille royale.

On cherche en vain la moindre information sur la fortune royale. Le roi de Thaïlande est pourtant un des hommes les plus riches de la planète. Il possède, dit-on, le tiers ou la moitié de Bangkok, et d'immenses domaines dans le reste du pays, gérés par le Bureau des propriétés de la couronne. Il contrôlerait le second groupe industriel et financier du royaume, et a des intérêts dans tous les grands hôtels de la capitale. Chacun des

six membres de la famille royale (le roi et la reine Sirkrit ont quatre enfants) préside une ou plusieurs « fondations » (à but lucratif) et organisations charitables. Il arrive au prince héritier, affirmant certains industriels, de favoriser l'obtention de contrats moyennant une commission substantielle.

Parler de tout cela, explique un journaliste, serait s'exposer à une inculpation pour crime de « lèse-majesté », au terme de l'article 112 du code criminel, qui prévoit des peines de trois à quinze ans de prison. La dernière victime en date, inculpée la semaine dernière, est un ancien vice-ministre de l'Intérieur, Veera Musikapong, accusé d'avoir dit, dans un discours électoral prononcé l'an dernier, qu'il valait mieux naître prince héritier que fils de paysans.

Le respect et la vénération de la majorité des Thaïs pour leur roi n'en est pas moins réelle. Une « révolution » en a bien fait en 1932 un monarque constitutionnel. Mais il n'a pas perdu, aux yeux d'une population à 80% paysanne, l'aura mystique de ses ancêtres d'essence divine. La télévision utilise pour parler de lui un langage de Cour particulier. On ne s'adresse pas à lui, mais à « la poussière de ses pieds ». Nul ne peut avoir la tête plus élevée que lui en sa présence, ce qui oblige les plus hauts responsables du royaume à d'intéressantes contorsions quand il lui prend l'envie de s'asseoir par terre.

Son génie personnel est d'avoir su

combiner cette tradition séculaire qui flatter l'orgueil national intense des Thaïs avec la modernité dont il est un pur produit. Car ce monarque oriental est né en 1927 à Cambridge (Etats-Unis), d'un père médecin (quoique prince). Il a fait toutes ses études, d'abord scientifiques, en Suisse. Il y a acquis un goût marqué pour le jazz (il joue du saxo et de la clarinette) qui l'a amené à organiser des jam-sessions avec Lionel Hampton. Il n'est rentré en Thaïlande qu'à l'âge de 23 ans, pour s'y faire couronner en mai 1950, devenu roi par accident en 1946. Rama VIII, son frère aîné, avait été retrouvé dans son palais tué d'une balle dans la tête (assassinat ou suicide, nul ne sait). La monarchie thaïe était alors à son plus bas niveau. Le jeune Rama IX vit bientôt ses cousins indochinois, l'empereur du Vietnam, le roi du Cambodge et celui du Laos, être balayés l'un après l'autre par des révolutions communistes qui ne tardèrent pas à gagner la Thaïlande. Lui-même était l'otage de généraux qui se succédaient au pouvoir au fil des coups d'Etat (il en a connu dix).

« Le règne de Rama IX a restauré — sinon sauvé — la monarchie en Thaïlande », estime un diplomate. Après un règne qui va dépasser l'an prochain le record national (42 ans), Bhumipol Adulyadej règne à présent sur un pays pacifique, en plein développement économique, où l'insurrection communiste a été défaite et où les généraux ne mono-

polissent plus totalement le pouvoir. Nul, même parmi les opposants, ne conteste que cela est à porter en grande partie au crédit personnel du roi, devenu l'incarnation de la stabilité.

Il régit, ne gouverne pas, mais dirige en coulisses. Nul ne peut se dispenser de son appui. Lors de la dernière tentative de putsch militaire, en septembre 1983, les blindés qui se ruaient des deux côtés des rues de la capitale étaient des deux côtés ornés de son portrait. Un coup de téléphone du roi appuyant le général Prem (Premier ministre) et la rébellion s'effondrait. « La monarchie a prouvé qu'elle est indispensable », explique Prem en septembre devant les Nations unies. « C'est la force morale qui unit la nation thaïe ». Depuis vingt ans, le roi fait partout et constamment sentir sa présence. Il projette, avec succès, l'image du « Roi Laborieux », suprême commis de l'Etat, constamment sur la brèche, sérieux et austère, tout entier tendu vers l'accomplissement du « Roi Dharma » — l'Œuvre Royale selon le canon bouddhique.

Il se considère, a-t-il lui-même expliqué dans une interview à la BBC, comme « vivant une sorte de guerre ». Ce qui le fait agir, dit-il, est « la menace ». La plus connue est celle du communisme. Mais l'adulter de notre propre peuple est encore plus dangereuse. « Si nous nous divisons et nous détruisons, nous deviendrons esclaves d'un nouveau impérialisme — que ce soit le communisme ou la dictature... ». La restauration de la monarchie est allée, paradoxalement, de pair avec le développement d'une démocratie parlementaire balbutiante dans un pays en voie de développement. Il y a derrière les fastes étranges et desuets du 5 décembre un projet idéologique conscient.

Mais le succès personnel de Rama IX, « le Grand », risque d'être porteur d'autodestruction. Un roi tellement parfait et respecté peut-il avoir un successeur ? Les rumeurs entourant les affaires de la Cour sont à Bangkok aussi nombreuses qu'inévitables. Depuis des années, elles s'en prennent au prince héritier Vajiralongkorn. Sorti d'une école militaire australienne, bon pilote de chasse et footballeur, il est certainement plus athlétique qu'intellectuel. Ses nombreux détracteurs le disent autoritaire et violent. Certains, surtout dans les milieux intellectuels de Bangkok, lui reprochent aussi d'entretenir, outre son épouse légitime, une « seconde épouse » (pratique courante en Thaïlande) dont il a quatre fils et une fille tout à fait officiellement reconnus.

Il n'en occupe pas moins de plus en plus le devant de la scène et a effectué, cette année des voyages importants en Chine et au Japon. Le roi, chuchoté-on, aurait l'intention d'abdiquer et a déjà préparé sa retraite dans un monastère de Chonaburi. « Il n'abdiquera jamais vraiment », réplique Tongnoi Tongyai, secrétaire du Conseil privé. « Même s'il se retirait dans un monastère, il resterait derrière le trône pour assister le roi ».

Patrick SABATIER

Dans le Bulletin de l'ANAI (anciens combattants d'Indochine) de décembre 1987, on peut lire une intéressante analyse de la situation du Cambodge par le Lieutenant Général Sosthène Fernandez qui se termine par ces mots : «...l'émergence sur la scène publique à Fère-en-Tardenois du prince Ranaridh, fils de Sihanouk, paraît un élément positif pour l'avenir. Quelle que soit sa personnalité, il vient relayer et peut-être ranimer le principe de la légitimité royale incarnant le destin collectif Khmer, bien nécessaire à la survie et à l'équilibre d'un pays fragile comme l'est le Cambodge; légitimité que les foudres politiques de son père avaient sérieusement terni. »

Afghanistan: les combats s'intensifient autour de Khost

L'arrivée de renforts des troupes soviéto-afghanes qui tentent de rouvrir les routes menant à la ville de Khost (province de Paktia), encerclée par les rebelles moudjahiddin, provoque l'exode de milliers de personnes vers la frontière proche du Pakistan.

Depuis le 8 décembre, les bombardiers soviétiques SU 25 multiplient les missions pour soutenir les commandos des forces spéciales parachutés en avant et en arrière des positions tenues par la guérilla. A Kaboul, de nombreux détenus de la prison Poul-I-Ctarkhi ont été enrôlés dans des unités de l'armée afghane en partance pour la région de Khost. Les pertes seraient élevées du côté gouvernemental. Les familles des soldats tués n'auraient pas la possibilité de voir les corps dans les hôpitaux. Certains témoignages font état de « centaines de corps ».

L'enjeu de la bataille qui s'est engagée autour de la ville assiégée de Khost devient de plus en plus important pour le régime pro-soviétique de Kaboul qui ne peut laisser tomber la majeure partie de la province du Paktia aux mains des rebelles sans perdre sa crédibilité militaire. En évoquant publiquement fin novembre la situation désespérée de la garnison soviéto-afghane de Khost, le chef de l'Etat afghan, Mohammed Najibullah, a forcé la main des Soviétiques: ceux-ci sont désormais contraints à intervenir sous peine de voir diminuer la marge de manœuvre de Kaboul lors d'éventuelles négociations, à la veille du huitième anniversaire, le 28 décembre, de l'entrée des troupes soviétique en Afghanistan.

D'autre part, le chef de la principale organisation rebelle afghane, Mohammed Younis Khalis, a déclaré dimanche

qu'il était prêt à rencontrer le négociateur de l'ONU, Diego Cordovez, qui doit se rendre prochainement à Kaboul et à Islamabad (Pakistan) pour tenter de résoudre les divergences sur un calendrier de retrait des troupes soviétiques et permettre la mise en place d'un gouvernement de transition. Diego Cordovez avait rencontré samedi dernier à Rome Zahir Shah, le monarque afghan déchu de son trône en 1973, dont Mikhail Gorbatchev avait affirmé, dans une interview à l'*Unita*, qu'il souhaitait sa participation à un gouvernement de coalition après le retrait de l'Armée rouge.

(AFP, Reuter)

« Libération » 15 décembre 1987

Nous l'avons souvent répété, il n'y a pas de monarchisme international. Cependant comment ne pas s'apercevoir que chaque jour la presse française nous donne matière à une information monarchiste à travers le monde ? C'est une grande enquête dans « Libération » sur la mode des Habsbourg et de l'aristocratie dans la Hongrie communiste. C'est une page du Monde sur le rôle du Sultan du Brunei. Une interview de deux pages de l'ancien roi d'Afghanistan dans « Le Point », etc., etc. Certes tous les rois ne nous sont pas sympathiques, toutes les monarchies ne sont pas selon notre cœur. Et pourtant comment négliger la vertu pédagogique de ce phénomène nouveau et remarquable dans la presse française ?

CAMBODGE

M. Chirac soutient « la courageuse action personnelle » du prince Sihanouk

A l'issue d'un dîner offert en l'honneur du prince Sihanouk, le mardi 22 décembre à Matignon, M. Jacques Chirac a annoncé que le gouvernement français mettait les locaux de l'ancienne résidence de l'ambassadeur du Cambodge en France « à la disposition du prince ». Le premier ministre, auquel s'étaient joints MM. Jean-Bernard Raimond et Didier Bariani, respectivement ministre et secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a également « réaffirmé le soutien de la France à la courageuse action personnelle du prince Sihanouk pour rendre à son pays la paix, l'indépendance et la démocratie ».

A Moscou, la veille, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, et son homologue vietnamien, M. Nguyen Co Thach, se sont entretenus du Cambodge. Ils se sont notamment félicités, selon l'agence Tass, de l'amorce du « dialogue politique entre les parties cambodgiennes ». Dimanche, lors d'une réunion de ses partisans à Roissy-en-France, le prince Sihanouk avait, dans un discours, dénoncé « le refus de Hanoi d'envoyer auprès de moi des personnalités vietnamiennes avec qui je pourrais discuter du problème Cambodge-Vietnam ».

« Le Monde » 26/10/87

« Le Monde » 24/12/87

● L'ex-reine d'Italie autorisée à revenir. — Marie-José de Savoie, dont le mari, Umberto, avait régné vingt-cinq jours en mai 1946, a été autorisée par le gouvernement, le mercredi 23 décembre, à retourner en Italie. Fille du roi des Belges Albert et seul membre de la famille royale à avoir exprimé son opposition au fascisme, Marie-José, quatre-vingt-un ans, était en exil depuis la proclamation, en 1946, de la République italienne. Elle avait épousé Umberto en 1930, à l'âge de vingt-quatre ans. En 1943, elle avait été exilée dans un château piémontais par le vieux roi Victor-Emmanuel III en raison de ses amitiés antifascistes. Après la chute de Mussolini et la signature de l'armistice, en danger dans le Nord tenu par les nazis, elle était parvenue, avec l'aide de la résistance, à gagner la Suisse. — (AFP.)

4 DÉC 1987

Un Juan Carlos iranien ?

Un entretien avec REZA PAHLAVI,
par PATRICK WAJSMAN

A l'heure où le monde libre subit la pression des ayatollahs, il m'a paru intéressant de demander à l'héritier du trône d'Iran, Reza Pahlavi, comment il perçoit l'avenir du régime khomeinyste et son propre destin.

Voici quelques très brefs extraits de notre conversation.

Patrick WAJSMAN. — Majesté, que pensez-vous de la transaction grâce à laquelle la France a réussi à récupérer certains de ses concitoyens détenus en otages ?

Reza PAHLAVI. — Je n'ai pas à porter le moindre jugement sur la politique que conduit votre gouvernement dans des circonstances souvent difficiles. Par ailleurs, je ne sous-estime pas le caractère douloureux du problème des otages. Cela dit, il me semble 1°) qu'aucune stratégie occidentale ne peut, à long terme, être fondée sur l'acceptation du chantage; et 2°) que ce ne sont pas des ripostes individuelles qui parviendront à mettre un terme à la terreur qu'exercent les khomeïnystes. Suis-je clair ?

P.W. — Vous ne croyez donc pas que la « normalisation » avec Téhéran soit possible...

R.P. — La seule « normalisation » que je constate, hélas, est celle qui, jour après jour, conduit les Occidentaux à accepter qu'on les rançonne, d'une manière ou d'une autre.

P.W. — Certains experts disent pourtant qu'il faut conserver des liens avec les moins anti-occidentaux et les plus « modérés » des ayatollahs...

R.P. — C'est une illusion. Car l'anti-occidentalisme est, pour les chefs khomeïnys-

tes, une sorte de gilet pare-balles : ceux qui le retirent perdent aussitôt la vie !

Par penchant naturel, les dirigeants du monde libre scrutent toujours le camp adverse dans l'espoir d'y trouver des complices — « colombes » ou autres « modérés ». Et, régulièrement, ils sont déçus. Je vous le répète : il n'y a de solution, pour l'Iran, qu'en dehors du régime actuel.

P.W. — Etes-vous, Majesté, l'une de ces « solutions » ?

R.P. — Je l'espère. L'Iran a toujours reposé sur deux piliers : la religion et la monarchie. Mais il faut être clair : la monarchie que je souhaite instaurer n'aura rien à voir avec celle qu'on a connue jadis. Ce n'est pas à une « Restauration » que je songe mais à la mise en place d'une authentique monarchie constitutionnelle. Ce qu'il faut à l'Iran, c'est un roi-symbole, un roi-arbitre. Un roi qui nomme un Premier Ministre et un gouvernement politiquement responsables devant le Parlement. Un roi qui ait pour mission essentielle de veiller au fonctionnement régulier des pouvoirs publics et d'assurer le respect des choix démocratiques du peuple.

P.W. — Comme Juan Carlos en Espagne ?

R.P. — Je suis, en effet, favorable à un système similaire.

P.W. — Ce souci de démocratie irait-il jusqu'à donner au peuple iranien le choix entre la monarchie et un autre régime ?

R.P. — Absolument. Lorsque le moment sera venu, le peuple iranien s'exprimera en toute transparence sur son avenir. S'il choisit une forme républicaine de gouvernement, je le regretterai puisque je crois aux vertus de la monarchie pour l'Iran; mais je me battrai, au premier rang, pour que son vœu soit exaucé.

P.W. — J'ai le sentiment que nous brûlons un peu les étapes : avant de faire voter vos compatriotes, Majesté, il faudra bien commencer par vaincre le khomeïnisme ! Quels sont vos atouts ? L'armée iranienne vous soutiendra-t-elle ?

R.P. — Sans nul doute. Mais l'armée ne prendra pas l'initiative d'un putsch. Notre société, voyez-vous, est beaucoup plus complexe que ne l'était, par exemple, la société libyenne en 1969, quand Kadhafi a renversé le roi Idriss. C'est pourquoi la seule action des militaires ne suffirait pas. Ce qui est nécessaire, pour que le pays bascule, c'est d'abord que le peuple se soulève contre Khomeiny. Les militaires accompagneront alors le mouvement.

P.W. — Estimez-vous sincèrement qu'un tel soulèvement populaire est probable ?

R.P. — Il est possible. Et il entraînera toutes les couches de la société iranienne — à l'exception, cela va de soi, des quelques milliers de profiteurs du régime. En tout cas, nous nous y employons : nos réseaux s'étendent et se renforcent à un rythme accéléré.

Si vous jugez ce pronostic excessivement « optimiste », permettez-moi d'apaiser votre scepticisme en vous posant, à mon tour, une question : combien de temps un peuple peut-il endurer le martyre sans broncher ? Combien de temps un peuple qui a quelques milliers d'années d'Histoire derrière lui peut-il accepter en silence que l'on envoie des gosses de douze ans à la mort ?

P.W. — Le conflit avec l'Irak fait-il, selon vous, le jeu des hommes au pouvoir à Téhéran ?

R.P. — Bien sûr ! Les Iraniens sont des patriotes. Ils se battent et appliquent le vieux principe « mon pays d'abord ». Mais si cette guerre atroce prenait fin, Khomeiny ne pourrait plus se dissimuler derrière ce patriotisme pour faire croire au monde que l'armée et les autres forces vives de la Nation

le soutiennent. Il ne pourrait plus utiliser le prétexte de la guerre pour se maintenir au pouvoir. L'armée, redevenue « disponible », mais aussi la bourgeoisie nationale, le clergé (majoritairement anti-khomeïnyste, contrairement à ce que l'on dit), les tribus, se soulèveraient et réclameraient la fin du calvaire obscurantiste qu'on leur impose depuis tant d'années.

P.W. — Existe-t-il un autre événement qui pourrait, à votre avis, hâter la fin du système khomeïnyste ?

R.P. — La mort de Khomeiny ! L'homme est très malade, comme vous le savez. Cette disparition, il est vrai, ne conforterait pas directement notre Résistance ; mais elle « fragiliserait » le régime en provoquant l'affrontement violent des divers clans qui se trouvent, aujourd'hui, aux leviers de commande. Ces clans ne tiennent leur légitimité que de Khomeiny : une fois le « Prophète » disparu, ils se combattraient implacablement pour se partager les dépouilles.

P.W. — Qu'attendez-vous, au juste, des dirigeants du monde libre, Majesté ?

R.P. — D'abord, comme je l'ai dit tout à l'heure, qu'ils ne feignent plus de croire, par commodité, que le peuple iranien s'identifie à Khomeiny et à ses affidés : pourquoi les Iraniens seraient-ils les seuls, sur la Terre, à adorer l'arbitraire, la délation, les massacres ? L'Occident a le devoir de ne pas désespérer tous ceux qui, en Iran, ont la conviction que la nuit peut finir.

Ensuite, qu'ils isolent le régime khomeïnyste en le « délégitimant », en le dénonçant dans toutes les enceintes internationales, voire en le sanctionnant.

En un mot, j'attends des nations libres qu'elles fassent sentir au peuple iranien qu'il sera vigoureusement soutenu le jour où il décidera de briser ses chaînes. Est-ce trop demander ?

P.W.

THE QUEEN'S POWER

The struggle to be ancient and modern

"Above all things our royalty is to be revered, and if you begin to poke about it you cannot reverence it . . . Its mystery is its life. We must not let in daylight upon magic." So wrote Walter Bagehot, godfather of the English constitution, 120 years ago. In this less reverent and mysterious age, how much influence does a British sovereign still possess?

TO OUTSIDERS, Britain's monarchy must seem a caricature of traditional British conceits: the participants are trusted to play the game, though its rules are undefined; and if they do not abide by the rules, nobody knows what the sanctions might be. The sovereign just has to behave, for as Bagehot said: "The benefits of a good monarch are almost invaluable, but the evils of a bad monarch are almost irreparable."

Queen Elizabeth II is good at the job. She has a strong sense of duty. She projects the image of a conscientious, caring and virtuous sovereign. She has never interfered publicly in British political life, and has managed to maintain political neutrality. Not so some of her predecessors. Ivor Jennings, a constitutional expert, said of Queen Victoria: "She was a clog on the activity of every Liberal government after 1841 and a stimulus to every Conservative government after 1868." George III, according to Bagehot, was "a meddling maniac . . . an awful instance of the dangers of constitutional royalty . . . He was an obstinate and an evil influence."

With the development of the modern party system, and its disciplined majorities, the sovereign has less chance to exercise such influence. Only during a political crisis can a sovereign do so, and that has not arisen in Britain since 1931—though the Queen's actions over the constitutional crisis in Fiji give some pointers to how she might behave.

Every monarch since Queen Victoria has strived for political impartiality. Add the pageantry that goes with the job, and it is easy to see why in tradition-minded societies a monarch sits higher in public esteem than a commoner as head of state. Sir Ian Gilmour, in "The Body Politic", argues: "Legitimacy, the acceptance by the governed of the political system, is

far better aided by an ancient monarchy set above the political battle than by a transient president, who has gained his position through that battle . . . Modern societies still need myth and ritual. A monarch and his family supply it; there is no magic about a mud-stained politician."

Written and unwritten rules

Nowhere are the powers of the British sovereign formally laid down. When Bagehot wrote "The English Constitution" the ob-

ject of his analysis did not exist, except as a collection of precedents. Since then, his book and Ivor Jennings's "Cabinet Government" have been bibles not just for students of the constitution, but for monarchs and their heirs too. George V studied Bagehot and followed his advice; Prince Charles has read Jennings as well. But no book can define the British monarch's role perfectly. Neither can it set out exactly what the British sovereign should do in hypothetical circumstances.

In some other countries heads of state can be much clearer about their jobs. King Baudouin of Belgium has a strict procedure for forming governments after the country's frequent breakdowns of coalitions. Italy's president has even more power—he has to decide whether to persuade a retiring prime minister to continue in office, or to choose from several other candidates in the same party. King Carl XVI Gustaf of Sweden exerts no political power and takes no part in politics. He performs only ceremonial duties, including the opening of Parliament each October. The role of selecting a new

Swedish prime minister has been taken over by the speaker of Parliament—a change that Mr Tony Benn, a former Labour minister, would like to see made in Britain.

The ultimate constraint on the British royal family is the sufferance of the British people. The direct cost of the royal family to taxpayers is more than £5m a year. A sovereign who overstepped the mark would put the job in jeopardy. As Prince Charles once said: "Something as curious as the monarchy won't survive unless you take account of people's attitudes. I think it can be a kind of elective institution. After all, if people don't want it, they won't have it."

On Her Majesty's Service

Most political business in Britain is conducted in the name of the Crown. Parliament does not govern; the Queen in Parliament governs. When Parliament reassembles at the beginning of a session, the Queen herself—incongruous plastic spectacles under glittering crown—reads out the list of laws the government hopes to pass. The wording of a bill, barely changed since Henry VII in the fifteenth century, starts: "Be it enacted by the Queen's most excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in the present Parlia-



THE QUEEN'S POWER

ment assembled, and by the authority of the same as follows . . ."

Every bill that passes through Parliament needs to have royal assent before it passes into law; no monarch since Queen Anne in 1707 has refused it. The Queen appoints bishops, judges and the top brass of the army, but always on the advice of the prime minister. In theory, all peerages and honours proceed from the Palace; in practice, few are her own choice.

Although business is formally conducted in the Queen's name, she is constitutionally bound in almost every instance to act on the advice of her ministers. When there is a stable government in office, the Queen's only rights, in Bagehot's words, are "the right to be consulted, the right to encourage, the right to warn". These rights confer influence, rather than power, yet they are not insignificant.

Through them, the hidden influence of the Queen emerges. Each Tuesday, she gives an audience to the prime minister. Their private secretaries set an agenda—but the two need not stick to it. Indeed, Mr James (now Lord) Callaghan—whom the Queen particularly liked—used to spend most of the time chatting about the state of the world. Just before the appointed end, the Queen would fish in her handbag for her list of topics, while Mr Callaghan would produce his from his pocket, and they would spend a few minutes on each.

Nobody else is present, so no minutes are taken. Mr Edward Heath used to claim that it was like visiting a psychiatrist: he could unburden himself in the knowledge that whatever he said would not be repeated. Relations with Mrs Thatcher, who has a somewhat regal bearing herself, are quite frosty; though not, perhaps, in such a deep freeze as Queen Victoria's relations with Gladstone.

Any prime minister who thinks that the weekly audience is a mere formality is in for a shock. The Queen's experience tells. She has seen every Cabinet paper and important Foreign Office dispatch issued over the past 35 years and has held weekly meetings with eight consecutive prime ministers. She has met most foreign heads of state and has complained to the Foreign Office that its briefings are too simple.

She can press her views on the prime minister, but has to accept the ultimate decision. Yet, as Jennings points out, she is better-informed than any Cabinet minister and can say what she likes: "She can be as helpful or as obstreperous as she pleases: and she is the only member of the Cabinet who cannot be informed that her resignation would assist the speedy dispatch of business."

It is when the political process is not working efficiently that the Queen has most power. During her reign, this has not happened in Britain. But she is Queen of 16 other members of the Commonwealth. In

these states, her duties are carried out by her governor-general, whom she appoints on the advice of the country concerned. The actions of governors-general during constitutional crises in some of these countries give some clue as to how she might behave in similar circumstances as Queen of Britain.

If things go wrong

Fiji is the latest country to test her and her representative. With the institution of democracy under threat, after the two coups in Fiji, her job was to act as a constitutional backstop. The constitutional crisis showed that she sees it as her clear duty to try to ensure that her countries are constitutionally governed, even if that involves her in politi-



Gladstone is not amused

cal controversy. Never before has she been so active or outspoken in public about a political situation.

When Colonel Sitiveni Rabuka launched his first military coup in May, the Queen sent a message of encouragement to Ratu Sir Penaia Ganilau, her representative as governor-general. He, on her behalf, actively sought to reinstate some constitutional order to the country, thereby adding a new chapter to constitutional textbooks. The role of a governor-general in his country is usually as publicly passive as that of the Queen in Britain.

From the start, it was hard for the Queen to avoid political controversy in Fiji. When the deposed prime minister, Dr Timoci Bavadra, flew to London to see her, she had to make a political judgment. Was he still prime minister or not? Had he been, she could not conceivably have refused to see him. That she did refuse suggests that she had no choice but to accept the result of the coup.

It looked as if the governor-general's efforts to design a new constitution that would satisfy both indigenous Fijians and Indians

might work. Then came Colonel Rabuka's second coup. Within weeks, it was plain that the governor-general was not going to make progress. Colonel Rabuka hinted that he wanted Fiji to become a republic. When the governor-general tendered his resignation to the Queen, she had to make the ultimate decision about whether she should resign as Queen of Fiji. She had to take that decision without advice. By not appointing a new governor-general, the Queen implied that she had done all she could to maintain a constitutional framework in Fiji, that she had failed to do so, and therefore that she was going to withdraw from the country. She even said she was "sad to think that the ending of Fijian allegiance to the Crown should have been brought about without the people of Fiji being given an opportunity to express their opinion on the proposal". This might sound uncontroversial to democrats, but it is the furthest the Queen has ever dared to go.

What happened in Fiji may have set precedents for Britain. Experts have always differed over what—if any—emergency powers the Queen holds. Bagehot wrote, "She must sign her own death-warrant if the two Houses unanimously send it up to her." Other constitutional experts say this is nonsense. But would she have to sign a bill which prolonged the life of Parliament indefinitely? Or required that all red-haired babies be strangled at birth? It seems not. In the absence of any written constitution or bill of rights in Britain, and faced with a national crisis or threat to democracy, the sovereign appears to be the protector of basic human rights and constitutional processes.

For the Queen to become involved in politics, Britain does not have to suffer an attempted military coup of the sort that King Juan Carlos faced down in Spain in 1981. All she needs is an election which gives no political party an overall majority in Parliament. Since 1918, this has happened only three times in 20 general elections. Each time the monarch could have become embroiled in political controversy; luck, as much as foresight, avoided it.

Sovereigns can stay above the political fray as long as they act on the advice of ministers. But the act of appointing a prime minister is quite different, since there is nobody to offer advice. It would be absurd for the monarch to ask of a defeated prime minister who his or her successor should be.

When one party wins a majority of seats in the House of Commons, the monarch has no difficulty in nominating the leader of that party to be prime minister. If, however, a government has lost its majority after an election but is still the largest party, should that count as a defeat? Should she call for the leader of the opposition?

The Queen has to work on two principles: she must appear impartial, and she must find a government capable of surviving

THE QUEEN'S POWER

in the House of Commons. The second principle answers the first question. If, like Stanley Baldwin in 1923, a prime minister decided not to resign, even after his party had lost its majority in an election, he could indeed carry on. But he would risk losing his first vote in the House of Commons. Mr Edward Heath considered doing this in 1974, when he won marginally fewer seats, but more votes, than Labour. After a couple of days' negotiations with the Liberal party, he decided against.

If, like Baldwin, the prime minister is then defeated on the first vote, on the Queen's Speech, the Queen has to decide whom to send for in his place. Usually it will be the leader of the next largest party. He, however, may not be able to command a majority in the House either. The Queen will want to be as well informed as possible about the likelihood of this or that person commanding a majority, but she probably will not want to be seen to take advice from the politicians themselves. Instead, her private secretary, currently Sir William Heseltine, would make informal soundings. His job is both important and useful. He is supposed to have excellent contacts in the political and academic world, and to act as a filter for the Queen. He can talk to anybody he likes without risking controversy and pass his findings on to the Queen.

Sticky problems can also arise over the power of dissolution. The Queen could refuse a request to dissolve Parliament if she thought Parliament and government could continue to function and that an election would be harmful to the nation's interests. No monarch has done so in Britain for 200 years, though dissolutions have been refused by governors-general in Commonwealth countries. George V made a formal protest when Ramsay MacDonald asked for an election in 1924—the third in Britain in less than two years. And earlier, in 1916, the same King made it clear that he would refuse a dissolution, if asked, because of the war. No prime minister would dare ask for a dissolution just after he had been defeated in an election; the understanding is that two would not be granted to the same party, close together. But if a new minority government were defeated on its first foray into the House, the Queen would have to decide whether to give an alternative coalition a chance rather than launch into a second general election.

How moral is moral?

As well as being politically aware British monarchs have to set a moral tone. As Defender of the Faith, the Queen is head of the Church of England and as such must set an example—an example that moves with the times. Edward VIII had to abdicate in 1936 to marry a divorced woman and Princess Margaret was dissuaded in 1953 from marrying a divorced man. Group-Captain Peter



George III, the "meddling maniac"

Townsend. Two decades later, the Princess could actually go through a divorce herself.

The moral conventions of the royal family lag those of society by about one generation. When Princess Margaret agonised about divorcing Lord Snowdon in the mid-1970s the act was commonplace for commoners: 145,000 petitions for divorce were filed in England and Wales in 1976. The Prince of Wales, unlike almost anybody else in the early 1980s, was expected to marry a woman without a past. Meanwhile the Duke of York, as a younger brother, was earning the nickname "Randy Andy".

The royal family is caught between two social forces. On the one hand, there is pressure to move with the times; to be glamorous, wear fashionable clothes and to act in a way with which ordinary people can identify. At the same time, another section of society wants the royal family to cleave itself to more traditional values. It is a difficult bal-

ance to maintain: many fear that if the distance between the general public and the royal family narrows too much, royalty will start to lose its magic.

So could the Prince of Wales, if he wanted to, get a divorce without renouncing his rights to the throne? The answer is probably yes; divorce is sanctioned, though not welcomed, by the Church of England. But there would undoubtedly be a public row—and it might do irreparable damage to the fairytale image of the royal family. The tabloid newspapers already treat royalty more like characters out of "Dynasty" than as actual or potential heads of state.

What about succession? The Queen is only 61, though she has spent 35 years on the throne. Unlike former Princes of Wales, Prince Charles is at least receiving some training for the job. He has much experience of the ceremonial side of a King's work and has been allowed to see official papers for the past ten years. He tries—but as often as not fails—to stay out of politics, where his aesthetic views and the way he focuses attention on social and racial injustice rile hard-line right wingers.

The Queen could, of course, abdicate in his favour but probably won't. Britain—unlike some European countries—has a Rolls-Royce monarchy. Members of the royal family do not ride bicycles or jog down the Mall. They want to retain that element of mystery which the British have in recent centuries attached to the institution. A voluntary abdication, suggesting that it is just another job with a retirement age, would upset precedent and probably also the Queen's sense of duty. With advances in medical science, Britain may have to become accustomed to monarchs who ascend to the throne at an age when mere commoners start to collect their pensions.



Carefree Andy and ...



... Caring Charles

QUESTIONS DE STYLE

Le duc de Vendôme

L'année du millénaire capétien s'achève. Pour le jeune prince d'Orléans, successeur du comte de Paris, tout commence.

Steak-frites, gigondas et philosophie... Il a un bon coup de fourchette, Monseigneur, et il goûte le vin en amateur. Il est disert, aussi, éloquent, même lorsque, entre deux frites, il parle de l'Académie de Platon — du « Gorgias » ou du « Criton » — du « scepticisme » chez Kant, du « spiritualisme » de Leibniz, ou quand il critique le « volontarisme » de Schopenhauer. N'oublions pas que le prince Jean d'Orléans, fraîchement promu duc de Vendôme, vient de faire à la Sorbonne trois années de philosophie, et que son esprit continue de voguer dans les hautes sphères du sublime, les systèmes de la métaphysique, les controverses de la théologie, et dans une sorte de quête interrogative : « Sans questions, on ne peut pas avancer. La philosophie, c'est, pour moi, le point de départ d'un dialogue, d'un étonnement perpétuellement renouvelé. » Est-ce l'étude des sages ou l'apprentissage d'une vie pas toujours rose qui a rendu ce jeune homme si raisonnable ? L'abandon, la pauvreté, la détresse morale ne sont pas simplement des mots pour lui. Il en a eu sa part, largement. Pourtant, il est sans amertume. Il ne juge pas. Il a seulement appris certaines leçons... « Et les leçons, affirme-t-il, je les retiens. Je n'ai pris qu'une cuite dans ma vie ; j'ai compris. J'ai eu, avec mon père, l'exemple de ce qu'il ne fallait pas faire. J'en ai tiré un grand sens du devoir. » Et quand il parle du « devoir », c'est le prétendant au trône qui s'exprime. Non, on ne badine pas avec le devoir, pas plus qu'on ne badine avec l'amour. Il faut choisir. Si son père, Henri, a opté pour l'amour, Jean, lui, a décidé d'être un « exemple ». Il n'ignore pas qui il est, ni ce qu'il se doit et doit aux

autres. Nulle trace cependant, chez lui, de morgue vertueuse lorsqu'on évoque « la parole donnée, les règles » que lui a rappelées son grand-père à Amboise, la « fidélité conjugale, qui doit être absolue », la femme qu'il choisira « pour toujours » et qu'il n'abandonnera « sous aucun prétexte ». Il est simplement idéaliste, un peu enfantin et sympathique. Devant l'amour, il garde la tête froide. « Mourir d'aimer ? Perdre la raison ? Alors ça, non, jamais ! » Les folles



Un prince philosophe et sportif, qui préfère aux soirées mondaines la vie en plein air.

aventures d'une nuit ? Très peu pour lui : « Je me réserve pour celle qui deviendra ma femme. » Et pourtant, ce ne sont pas les occasions qui lui manquent. Il pourrait aller au bal vingt fois par semaine. Il est invité partout. Les mères de famille se l'arrachent, dans leur furieux appétit de gendre, avec l'espoir qu'il morde aux appas de leur fille. Pensez donc ! N'est-il pas le mari rêvé, ce jeune homme sérieux, philosophe, étudiant

en droit, catholique pratiquant, qui ne fume pas, n'a jamais touché à la drogue ? Beau, de surcroît, et... prince. Eh bien, non, Jean d'Orléans résiste. Briller sous les lustres des châteaux ou des salons du faubourg Saint-Germain ne l'intéresse pas. Il préfère le bowling, la planche à voile, le volley, le ski, le golf, les dîners avec les copains. Et puis, au cours des années qui viennent de s'écouler, il n'a guère eu le loisir ni la santé d'aller faire des ronds de jambe, car il a bien fallu qu'il travaille — commis à la Bourse, garçon de ferme... — pour aider sa mère à payer ses études. D'ailleurs, il a bien le temps. Avant de trouver une femme, il faut trouver un boulot. Il avait pensé un moment être avocat ; il envisage aujourd'hui la gestion du personnel, ou un poste dans une organisation humanitaire internationale, comme son aïeul, le duc de Guise, qui travaillait à la Croix-Rouge. De toute façon, Jean d'Orléans ne se berce pas d'illusions sur sa carrière monarchique, car, avant qu'il soit couronné, il peut couler beaucoup d'eau sous les ponts. La légitimité de son titre ? Il ne la récuse pas. Et pourtant, il doit sans aucun doute savoir que les Orléans ne sont que les cadets de la branche capétienne et que les Bourbons d'Espagne, voire le duc d'Anjou, ou les Bourbon

Busset (les aînés) ont autant que lui, sinon plus, le droit de s'asseoir sur le trône. Mais, sur ces questions litigieuses, il n'a pas d'avis. En tout cas, il ne répond pas. Et, quand on lui demande ce qu'il pense de la restauration de la monarchie en France, il dit que c'est déjà fait... depuis l'avènement de la V^e République ! ■

Propos recueillis par MARIE d'ARAGON

(PHOTO : GAMMA)



Le successeur au trône de France du Comte de Paris est encore un étudiant qui voyage en métro

LE PRINCE JEAN (DAUPHIN DE FRANCE)

«J'épouserai une jeune femme qui aura su rester pure jusqu'au mariage»

PAR DANY CHARDIN

Un étudiant comme les autres ? Non. Les 500 F d'argent de poche mensuel qui lui sont alloués ne lui permettant pas de mener la vie de ses célèbres ancêtres. Jean d'Orléans n'a rien à voir avec votre frère, fils, petit-fils ou petit ami... C'est un ange ! Il est pur, hors du temps. Un prince charmant en mal de Belle au bois Dormant ! Finalement quoi de plus normal, car le 27 septembre, son grand-père, le Comte de Paris, a sacré Jean d'Orléans, duc de Vendôme, le désignant comme son successeur au trône de France.

Dany Chardin : *Comment dois-je vous appeler ?*

Jean d'Orléans : Suivant le protocole, je suis Monseigneur ! Mais appelez-moi plus simplement Prince Jean.

D.C. : *À quel âge avez-vous réalisé que vous étiez prince ?*

P.J. : Après mon bac, à 18 ans. En Orléans, j'ai expliqué à mes

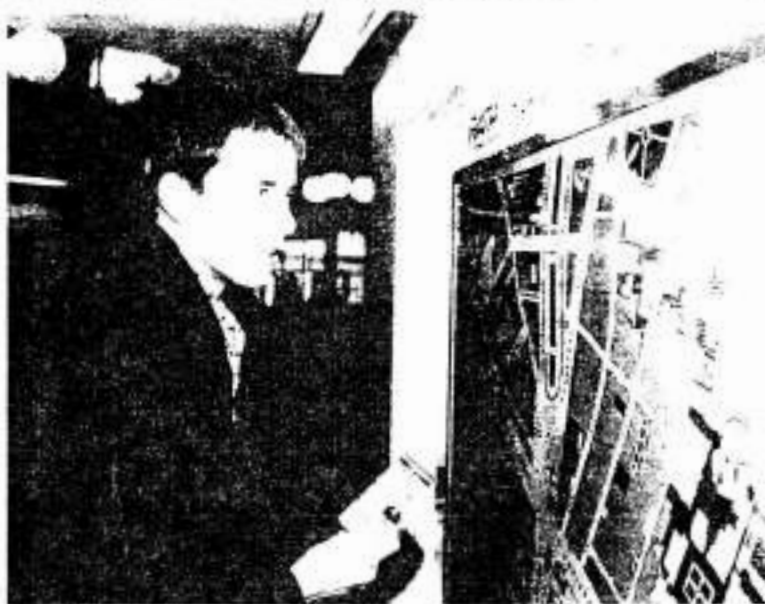
amis qu'il ne fallait pas rire et que la légende selon laquelle quand je serai roi, je serais Premier ministre n'était pas forcément vraie.

D.C. : *Quelles études suivez-vous ?*

P.J. : J'ai passé mon bac à 18 ans, puis j'ai fait une licence de philosophie, et je commence mon droit. Je ferai Sciences-Po pour travailler à l'Unesco ou à la Croix-Rouge.

D.C. : *On dit que vous avez une vie d'étudiant normale ?*

P.J. : C'est vrai. Je me rends à la fac en métro, j'ai une carte orange, je déjeune au restaurant universitaire. Je travaille pendant mes vacances (dans une ferme, à la Bourse chez un agent de change et au service du personnel chez Kodak). Je suis très économe, je dépense 600 F par mois. Quand je veux un manteau, j'économise, et je l'achète l'année d'après. Je refuse l'aide de ma famille. J'ai une chaîne hi-fi à laquelle il manque une platine cassette, je n'ai pas encore assez d'argent pour me l'offrir.



adore les jardins du Luxembourg, et se passionne pour la musique du film de Beverly Hills.

D.C. : Quand vous sortez, quelles sont vos distractions ?

P.J. : Je n'aime pas les concerts. Je préfère écouter chez moi de la musique classique, du jazz et du rock'n roll comme Michael Jackson. J'aime aller au théâtre ou au cinéma, les films de James Bond avec les gadgets, ou encore le genre « Flic de Beverly Hills » m'amuse. Parfois aussi nous allons chez des amis. En extrême limite, j'essaie de sortir en discothèque.

D.C. : Quels sont vos rapports avec les femmes ?

P.J. : Amicaux. Que voulez-vous d'autre ? Parfois j'ai envie d'autre chose, mais j'ai toujours la perspective de n'avoir qu'une femme dans ma vie, et de l'épouser.

D.C. : Aujourd'hui, une jeune fille de 12 ans a son premier flirt et, à 15 ans, ses premiers rapports sexuels...

P.J. : Pas toutes heureusement ! une minorité subsiste. La femme que j'épouserai devra être pure.

D.C. : Les femmes ne se moquent pas de vous ?

P.J. : Si parfois... Mais cela ne leur sert à rien.

D.C. : Que pensez-vous alors de princesses qui « restent à marier » comme Stéphanie de Monaco, par exemple ?

P.J. : Je n'envisagerai pas d'épouser une jeune fille comme la princesse Stéphanie ! On n'a pas les mêmes points de vue, on ne tient pas aux mêmes valeurs ! Terme à la mode : il faut un terrain d'entente pour réussir un mariage.

D.C. : Quelles sont vos conditions à un mariage réussi ?

P.J. : Répondre déjà à celles imposées par la Maison de

France : obtenir l'autorisation du chef, c'est-à-dire mon grand-père, le Comte de Paris, et que ma future épouse soit catholique. Elle doit être aussi capable de m'épauler.

D.C. : Et si vous rencontriez quelqu'un comme Madonna ?

P.J. : Cela ne m'attirerait pas. Je n'ai pas envie de porter blousons et pantalons de cuir noir. Quant à la mode féminine, je regrette qu'elle soit en noir. Cet hiver, je plains les femmes, car en mini-jupe et en robe moulante, elles vont avoir froid ! Je préfère ce qui est sobre et strict.

D.C. : Vous occupez-vous de votre mère, Marie-Thérèse de Wurtemberg ?

P.J. : Je suis un fils attentif. Je lui offre souvent des cadeaux et des fleurs. A la maison, je me rends utile. Je bricole. Je change les prises ou je répare les téléphones.

D.C. : Et vos relations avec le Comte Henri, votre père ?

P.J. : De religion catholique, je sais que le pardon existe. Mais je ne vois plus mon père depuis qu'il nous a abandonnés. Je n'ai pas accepté son remariage.

« Mon plus beau cadeau serait de gagner au loto. Je vis avec 500 F par mois et patiente pour m'acheter un manteau. »

D.C. : Quel cadeau désireriez-vous le plus ?

P.J. : Je ne sais pas si c'est un cadeau, mais gagner au loto, ce serait merveilleux... J'aimerais aller au casino...

D.C. : Et boire un petit verre ?

P.J. : Non. A une époque, avec mes cousins, on a fait un concours pour savoir qui boirait le plus. J'ai été tellement malade que je me suis dit que ça ne servait à rien et que ce n'est pas bien.

Le comte Henri de Clermont en Corrèze : Un dauphin en quête de légitimité

Brive a beau être blasée vis-à-vis des monarques de tous poils depuis que Louis XI la gratifia du qualificatif de « gaillarde », lors de son passage en Limousin, certains Brivistes gardent au tréfonds d'eux-mêmes un reste de fascination vis-à-vis de la famille royale.

C'est ainsi que plusieurs personnalités brivistes ont accepté, vendredi dernier, de partager le déjeuner de « Monseigneur Henri, comte d'Orléans, prince héritier du trône », à la Crémaillère, dans une relative discrétion, cependant. Entre la poire et le fromage, le fils aîné du comte de Paris a bien voulu recevoir la presse.

Officiellement, le « prince » sillonne la France dans le cadre du millénaire capétien (c'est ainsi qu'il devait inaugurer une exposition sur ce thème au musée du Cloître de Tulle). En fait, Henri de Clermont apparaît clairement comme étant à la recherche d'une légitimité nouvelle à un moment où l'idée monarchique connaît un relatif regain d'intérêt, au moins parmi une certaine élite politique.

Henri de Clermont parle en fait à trois voix : à prince héritier,

rien d'impossible. La première est celle des monarchistes, la deuxième celle de la « famille de France », la troisième, enfin, celle du futur prétendant à la couronne de France.

Les monarchistes tout d'abord : s'appuyant sur des sondages récents, le comte de Clermont signale que 17 % des Français ne seraient pas vraiment hostiles à une restauration monarchique. Imaginons maintenant que ces 17 % de Français soient représentés par la même proportion de députés et que ceux-ci convainquent leurs collègues de modifier la Constitution... Pourquoi pas, on peut rêver, non ?

Deuxième voix : la famille de France et l'idée qu'elle se fait de l'histoire du pays. Henri de Clermont en profite pour parler à l'unisson avec son père, le comte

de Paris : 1789 ? Une évolution — commencée d'ailleurs par Louis XVI lui-même en 1787, avec l'édit de tolérance religieuse — plutôt qu'une Révolution qui n'arrive qu'en 1793 avec l'exécution du Roi. Ses penchants politiques : la France, qu'elle soit de droite ou de gauche.

Reste la voix d'Henri de Clermont lui-même. Celui qui, jusqu'à présent, est resté en marge — volontairement ou non — de la médiatisation de la famille royale affirme aujourd'hui ses prétentions, lui qui, dans une bonne tradition monarchiste digne de « Point de Vue Images du Monde », prononça son premier discours politique à l'âge de... 4 ans ! D'abord, il n'est pas question qu'on interprète la cérémonie d'Amboise, au cours de laquelle le comte de Paris a officiellement « titré » ses petits-enfants, comme une quasi-destitution du comte de Clermont. Il est et reste le futur prétendant à une hypothétique couronne de France. Son divorce pourrait-il porter ombrage à ses

augustes ambitions ? Pas du tout : « Henri le Pieux a bien répudié trois femmes, lui ! ». A ce compte, le comte de Clermont a encore de la marge...



La Montagne 15/12/87

UN « DAUPHIN » EN QUÊTE DE LÉGITIMITÉ

Le comte Henri de Clermont en Corrèze

Brive a beau être blasée vis-à-vis des monarques, depuis que Louis XI la gratifia du qualificatif de « gaillarde », lors de son passage en Limousin, certains Brivistes gardent au tréfonds d'eux-mêmes un reste de fascination vis-à-vis de la famille royale.

C'est ainsi que plusieurs personnalités brivistes ont accepté, vendredi dernier, de partager le déjeuner de « Monseigneur Henri, comte d'Orléans, prince héritier du trône », à la Crémaillère. Entre poire et le fromage, le fils aîné du comte de Paris a bien voulu recevoir la presse.

Le « prince » sillonne la France dans le cadre du millénaire capétien (c'est ainsi qu'il devait inaugurer une exposition sur ce thème au Musée du Cloître de Tulle).

Henri de Clermont apparaît aussi comme étant à la recherche d'une « légitimité nouvelle » à un moment où l'idée monarchique connaît un relatif regain d'intérêt.

Henri de Clermont parle en

fait à trois voix : à prince héritier rien d'impossible. La première est celle des monarchistes, la deuxième celle de la « famille de France », la troisième enfin, celle du futur prétendant à la couronne de France.

Les monarchistes tout d'abord : s'appuyant sur des sondages récents, le comte de Clermont signale que 17 % des Français ne seraient pas vraiment hostiles à une restauration monarchique.

Imaginons maintenant que ces 17 % de Français soient représentés par la même proportion de députés et que ceux-ci convainquent leurs collègues de modifier la Constitution...

Deuxième voix : la famille de France et l'idée qu'elle se fait de l'histoire du pays. Henri de Clermont en profite pour parler à l'unisson avec son père le comte de Paris : 1789 ? Une évolution — commencée d'ailleurs par Louis XVI lui-même en 87, avec l'édit de tolérance religieuse — plutôt qu'une Révolution qui n'arrive qu'en 1793

avec l'exécution du roi. Ses penchants politiques : la France, qu'elle soit de droite ou de gauche.

Reste la voix d'Henri de Clermont lui-même. Celui qui, jusqu'à présent, est resté en marge — volontairement ou non — de la médiatisation de la famille royale, affirme aujourd'hui ses prétentions.

D'abord, il n'est pas question qu'on interprète la cérémonie d'Amboise au cours de laquelle le comte de Paris a officiellement « titré » ses petits-enfants, comme une quasi-destitution du comte de Clermont.

Il est et reste le futur prétendant à une hypothétique couronne de France. Son divorce pourrait-il porter ombrage à ses augustes ambitions ? Pas du tout : « Henri le pieux a bien répudié trois femmes ! ».

Bref, ceux qui ont cru que le comte de Clermont renonçait au trône, se sont livrés à une mauvaise interprétation des différents privés entre (son) père et (lui).



Ce qui ne l'empêche pas d'avoir la dent plutôt dure pour le comte de Paris.

Une exposition au Musée du Cloître inaugurée par Henri de France

Dans le cadre de la commémoration du millénaire capétien, le Musée du Cloître présente une exposition comprenant des réalisations des Archives de France, des documents rares des Archives départementales.

L'inauguration de cette exposition a eu lieu vendredi en fin d'après-midi, en présence de S.A.R. Henri de France, comte de Clermont, qui, accompagné de M. Luc de Goustines, avait été accueilli par M. Jean Combasteil, maire de Tulle, ayant à ses côtés M^{me} Barthoumeyrou, maire adjoint, chargée des affaires culturelles; MM. Montagnac et Chauchard, maires adjoints; M^{lle} Roux, conservateur du musée.

On remarquait également la présence de M. O'Mahony, secrétaire général de la Corrèze; de M. Guy Quincy, directeur des Archives départementales (qui

faisait visiter l'exposition, commentant les documents présentés); de M. Albouy, substitut du procureur de la République; du colonel Benot, commandant le Centre d'instruction des gendarmes auxiliaires; du capitaine de Boissesson, commandant la Compagnie de gendarmerie de Tulle; du commissaire Mazeaud, directeur départemental des polices urbaines.

Enfin, on notait la présence du professeur Claude Aulong, président du Rotary Club de Tulle, et d'une forte délégation du Rotary, dont Henri de France présidait, le soir, le dîner de prestige.

Dans son propos, M. Combasteil, avec cette exposition et l'engouement qu'elle suscite déjà, y voyait l'attrait que semblent éprouver les Français pour l'Histoire, pour leur passé.

Et pour le maire, il faut se réjouir que cette manifestation trouve un écho favorable auprès du public : « Ces manifestations font progresser la réflexion ».

Pour le comte de Clermont, « nous devons nous souvenir que, les uns et les autres, nous avons lutté coude à coude pour construire cette région, ce pays, pendant mille ans ».

Il soulignait alors que cette

unité s'était cristallisée autour d'une famille.

M^{lle} Roux présentait alors l'exposition « qui montre de façon didactique comment l'une des familles féodales, à la désagrégation du pouvoir souverain carolingien, a recueilli le titre royal et comment en deux siècles elle a redonné à la monarchie des forces et des structures s'appuyant sur un sentiment national ~~travaillant~~ ».

Outre ces tableaux, réalisés par les Archives nationales, cette exposition présente des documents des Archives départementales de la Corrèze.

Il s'agit de nombreuses pièces

rares du fonds de manuscrits anciens qui permettent d'apprécier combien, en bas Limousin, dès le début de la dynastie capétienne, le document écrit est présent (il y a notamment une pièce précieuse, datée du X^e siècle, contemporaine donc d'Hugues Capet). Figurent aussi de nombreux documents royaux qui montrent que le pouvoir royal a toujours suivi avec intérêt l'administration du bas Limousin.

Enfin, M^{lle} Roux précisait qu'elle avait tenu à ce que participe à cette exposition un projet intitulé « Le jeu des conquérants en Limousin mé-

diéval », conçu entièrement par les élèves de 5^e du collège Albert-Thomas d'Egétions, sous l'égide de leur professeur d'art plastique, M^{me} Pappo-Galthier, avec la collaboration étroite des professeurs d'histoire, de français, de langues, de travaux manuels.

Sur les bases du jeu de l'oie traditionnel, ces adolescents découvraient de manière précise, ludique et créative l'histoire de leur province : « Notre patrimoine... est aussi une source d'enseignements intenses, diversifiés, créatifs, nécessaire à la formation intellectuelle active des Français ».



Millénaire capétien

Le comte de Paris en visite à Rennes

On l'appelle Monseigneur. Son nom, Henri d'Orléans, mais il est connu sous le titre de comte de Paris. A 79 ans, cet homme, héritier des rois qui ont fait la France depuis l'avènement de Hugues Capet en 987, jouit d'un regain de popularité. A l'occasion des fêtes qui célèbrent le millénaire capétien, les Français redécouvrent leur histoire. C'est dans le cadre de cet anniversaire que l'association des Amis de la Maison de France a invité le comte de Paris à Rennes aujourd'hui.

Depuis que la loi qui frappait d'exil la famille de France a été abolie en juin 1950, à l'initiative de Paul Hutin, alors député du Morbihan, le comte de Paris sans entrer dans les affaires publiques, n'en a pas moins montré l'intérêt qu'il porte à son pays. Il a entretenu des relations avec le général de Gaulle. On l'a vu aux côtés de Maurice Clavel, soutenir Harlem Désir, défendre le mouvement étudiant l'hiver dernier, sauver la manière dont François Mitterrand remplit sa fonction. Le comte de Paris agace, dérange. Prince rouge pour certains, descendant du régime Philippe-Egalité pour d'autres. Lui reste calme, un peu indifférent à tout ce que l'on dit de lui. Souvent, il répète que la seule chose qui l'intéresse, c'est de servir la France et les Français à la place qui est la sienne aujourd'hui.

Le comte de Paris ne se bat pas avec un programme politique. Dans son livre, « L'avenir dure longtemps », il développe quel-



fiance à l'égard des partis et des hommes politiques. « La monarchie, c'est la cohabitation assurée », explique le comte de Paris.

A la fin du siècle dernier, le pape Léon XIII a été l'artisan du ralliement des catholiques à la République. A la veille du bicentenaire de la Révolution, le comte de Paris sera-t-il l'artisan du ralliement de la République à la royauté ?

François DANCHAUD.

ques idées qui fondent sa pensée. « Avec le général de Gaulle, la France est devenue royale ». Mais selon lui, il y a une faille dans le rôle arbitral du président élu : il est contesté par une moitié de la population. Il faut « réinventer la démocratie ». Sous cette expression, le prince propose d'élargir la représentation populaire par l'institution de délégués du peuple. « Sans faire concurrence aux parlementaires, les délégués du peuple auraient comme mission d'informer les pouvoirs publics des critiques et des volontés de l'ensemble des citoyens. »

Des idées qui séduisent dans une période où les Français chantent les vertus de la cohabitation et manifestent une certaine mé-

La journée du prince

Le comte de Paris reçoit ce matin la presse, avec laquelle il prend son petit déjeuner. A 10 heures, il visite les archives départementales. Le repas de midi est consacré à un échange avec les décideurs économiques du département. A 15 heures, une conférence publique à l'université de Haute-Bretagne sera donnée sur le thème « Mille ans d'histoire, l'unité française, la Bretagne et le royaume ». Avant de rencontrer le maire de Rennes à 18 heures, le comte de Paris déposera une gerbe au Panthéon de la marine. Enfin, le prince sera accueilli par M. François-Regis Hutin, président directeur général de « Ouest-France », pour une visite du journal.

Les royalistes : une famille divisée

En France, les royalistes sont divisés en plusieurs mouvements de pensée. Un trait commun à tous les monarchistes : ils sont jeunes et n'ont pas du tout l'impression d'être des ringards nostalgiques. A leur propos, le comte de Paris déclare : « Quelles que soient ses sympathies, je considère que les royalistes sont des Français comme les autres. Je suis aussi heureux de rencontrer des militants communistes. Je pense qu'il ne faut jamais avoir dans une nation des ghettos politiques. »

Fidèles



Marc, étudiant en sciences, et Erwann, en droit, sont les légitimistes de service. Pour eux, il n'y en a qu'un à pouvoir prétendre au trône de France, Alfonso, duc d'Anjou et de Cadix. Pas de chance, ce descendant de Louis XIV est espagnol. « C'est la Révolution qui a inventé le nationalisme. Henri IV a été roi de Navarre avant d'être roi de France, et Henri III roi de Pologne. » Dans leurs rangs, on trouve des catholiques traditionalistes, des « zornards ».

Pour eux, la restauration de la monarchie est inséparable de la règle de succession à l'ainé des Bourbons. « On préfère la régence du peuple au règne d'un

Orléans qui n'a aucun droit sur le trône de France. » Marc voit dans la famille d'Orléans les héritiers du mouvement libéral de la fin du XIX^e siècle. « Le comte de Chambord défendait les ouvriers contre les capitalistes libéraux. »

Le nouvel ordre instauré par les légitimistes a ses sources dans la doctrine sociale de l'Eglise. « Le libéralisme, c'est un renard libre dans une cour de ferme avec des poules libres. » Alors, il faut développer les structures qui sont des remparts contre les féodalités. Mais, ajoute Erwann, « cela n'est possible que si à la tête de l'Etat il y a un homme qui soit le gardien de l'unité nationale », même si c'est un Espagnol. « Après tout, c'est ça l'Europe. »

Enfants terribles

Les royalistes ont leurs enfants terribles. En 1971, on les appelait les « Mao-maurassiens ». Ils ont coupé le cordon ombilical avec l'Action française après la tempête de 1968. Didier Le Roué, leur chef de file en Ile-et-Vilaine, était anarchiste. « Un jour, j'ai acheté le revue royaliste ». Le coup de foudre : il faut un arbitre au dessus des partis pour assurer la continuité de la France. « explique-t-il la France, à laquelle il croit, c'est celle de la justice et de la liberté. » « Je n'ai pas de problèmes avec la démocratie. Mais c'est parce que je suis un démocrate exigeant que je suis royaliste. » D'ailleurs, il estime que c'est Louis XVI qui, en réunissant les Etats généraux, a réinventé la démocratie. « Celle qui permet au peuple de s'exprimer directement. »

La Nouvelle Action royaliste

son mouvement, réclame une citoyenneté vécue dans les entreprises, les collectivités locales, les régions. « On a mis une glace entre les hommes politiques et le peuple. » La Constitution de la V^e République lui convient très bien. « Il suffit de soustraire le choix du président à la moitié des Français en instaurant un roi soucieux et serviteur du bien commun. »

Alors, souriait-il, on pourra dire que Rennes est une ville bien gérée, que Mahuret défend les droits de l'homme, que Michel Noir a raison de fustiger Le Pen, sans passer pour un farfelu.

C'est Didier Le Roué, également responsable des Amis de la Maison de France, qui a organisé la visite du prince à Rennes. « J'ai eu un accueil très chaleureux de la municipalité. »



Vote blanc

Jean-Philippe Chauvin, tout le monde le connaît à Rennes. A la fac de lettres, où il est étudiant,



on le surnomme « Roica ». Le samedi, sur le marché de la place des Lices, avec son allure de Don Quichotte dégingandé, il vend « Aspects de la France », par tous les temps. « Dans ma famille, on est républicain de père en fils. Moi, je croyais aux idées de droite mais il y a sept ans la lutte fratricide des partis m'a écœuré. Alors j'ai adhéré à la Restauration nationale. »

Son mouvement est l'héritier de l'Action française de Charles Maurras. Un passé lourd à assumer. Mais Jean-Philippe Chauvin s'en accommode pas mal. « Je ne suis pas démocrate. Le peuple vaut mieux qu'un bulletin de vote », explique-t-il. La Liberté. « Elle fait oublier les libertés. L'Egalité. » Je suis contre l'égalité.

terisme. La Fraternité. « On l'a vidée de son sens. » Bref, il n'aime pas beaucoup la République. « J'aime la France, il faut lui redonner son identité pour lutter contre la civilisation américaine qui nous envahit et un euro-péisme sans consistance. »

Une seule solution selon lui : revenir à la pensée politique de Charles Maurras et restaurer au plus tôt la monarchie. Son prétendant, le comte de Paris même si explique Jean-Philippe Chauvin, « nous sommes loin de lui quand il soutient Mitterrand », a des relations avec Harlem Désir et préconise l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Aux prochaines élections, pas d'abstention. « Nous demanderons à nos amis de voter blanc ! »

« Ouest-France » 23/10/87

« LA ROYAUTE N'EST PLUS CE QU'ELLE ÉTAIT... »

Après les déçus du socialisme, les déçus du roi ? Jeudi à la Catho, le Comte de Paris a montré qu'il ne se laissait pas enfermer dans la nostalgie d'un passé révolu.

LES Intégristes, les nostalgiques du passé et tous ceux qui confondent « royalisme » et « réaction » qui étaient venus écouter le Comte de Paris jeudi après-midi à la Catho, en auront été pour leurs frais : la royauté n'est plus ce qu'elle était, tout au moins elle n'est pas ce qu'ils croyaient. Invité à prononcer la conférence inaugurale du cycle d'histoire de la Catho (et du centre culturel Vauban), consacré au « Millénaire capétien », le successeur de Hugues Capet leur a donné une leçon de sérénité politique et de tolérance, préférant s'attacher à ce qui unit la nation, plutôt qu'à ce qui la divise.

L'évocation de ce millénaire capétien peut-elle être vécue sur le mode nostalgique ? Non, répond le représentant actuel de cette dynastie capétienne. Le Comte de Paris se refuse à ce qui serait « une rêverie crépusculaire » et à tout « royalisme de cimetière ». Il dénonce le rêve illusoire de ceux qui souhaitent le retour au passé, « à une prétendue pureté d'origine ». Il craint cet « esprit réactionnaire » qui « peut prendre un tour tragique : le culte du sol et du sang, insiste-t-il, peut aboutir à une anarchie sanglante ».

Indépendance paix et vérité

Pour le Comte de Paris, « le millénaire doit être un moment



privilegé où la France peut se regarder dans la continuité de son histoire ». Cela ne veut pas dire ignorer les ruptures : le Comte de Paris en relève trois grandes « qui ont bouleversé le cours du temps » en Europe : la rupture de l'unité religieuse (avec la Réforme), la Révolution française et une troisième, présente dans la société elle-même, que forment « les déchirures profondes du tissu social, le relâchement de la solidarité et la dureté des conflits sociaux ». Et qui ne voit, interroge-t-il, le débat politique transformé en guerre civile, les « armes que l'on fourbit pour le bicentenaire de la révolution »

ou encore cette « tentative du totalitarisme » qui « disparaît à gauche » mais « resurgit à l'opposé » ?

Pour autant, au delà de tout cela, le descendant de Hugues Capet veut voir « le lien qui nous unit et qui rassemble notre histoire en un tout cohérent ». Et ce lien, c'est la permanence d'un projet qui s'affirme en deux domaines : celui de l'indépendance de la nation (hier à l'égard de la papauté ou des empires), et celui de la paix et de l'unité intérieures (qui ne sauraient exister sans les conditions générales de justice et de liberté).

Ce double projet, le descendant de Hugues Capet le retrouve par un raccourci tout de même saisi, à travers toute la Capéte mais aussi aujourd'hui dans l'action du Général de Gaulle ou de l'actuel président de la République. Mais alors, est-il besoin d'un retour à la monarchie ?

Elle garantit l'indépendance du pouvoir et la continuité de l'Etat, souligne le Comte de Paris qui ne renierait pas la constitution de la V^e République : d'ailleurs, rappelle-t-il, n'a-t-elle pas été écrite par le Général de Gaulle « pour que je lui succède ! ».

Souhaite-t-il vraiment reprendre le trône ? « J'avoue que j'ai un peu peur, répond-il, mais si la France avait besoin de moi (ce ne serait que dans ce cas qu'il y aurait restauration), je crois que j'accepterais ».

J.L. LORE

• L'association « Cactus », à la Faculté de droit (Lille II) a invité de son côté le fils aîné du Comte de Paris, le Comte de Clermont, désavoué par son père. Il donnera une conférence le 3 novembre, à l'Université de Lille II sur le thème : « Royaume et démocratie ».

Pris à partie sur les territoires coloniaux

« Pénible de vous entendre », a protesté un homme dans l'assistance, à l'adresse du Comte de Paris. Celui-ci venait de répondre à une question sur la Nouvelle Calédonie et les territoires d'Outre-Mer. « Je suis contre notre présence et le maintien de celle-ci dans les territoires coloniaux : il fallait admettre que ces pays ont leur histoire et leur identité, qui ne sont pas les nôtres ».

Le Comte de Paris rappelait également à ce sujet qu'il n'était pas favorable à l'Algérie française, ce qui a suscité la colère d'un membre de l'assistance.

« Nord-Eclair » 30/10/87

La visite du comte de Paris

Un royaliste dans son siècle

Le comte de Paris est venu célébrer hier à Rennes, le millénaire capétien. Invité par l'association des Amis de la Maison de France, le descendant d'Hugues Capet veut rappeler aux Français que leur histoire est une et indivisible. « On ne peut comprendre la France d'aujourd'hui, sans connaître celle d'hier », explique-t-il. Visite des archives municipales, conférence à l'Université de Haute-Bretagne, réception à la mairie, visite du journal Ouest-France ; le comte de Paris a eu une journée bien remplie à la rencontre des Rennais qu'il nous a dit aimer particulièrement « parce qu'ils sont fidèles en amitié ».

Fidèles ou simples curieux, ils sont venus nombreux hier pour apercevoir le prince. Distingué, légèrement voûté dans un costume bleu marine, on cherche inconsciemment dans le regard de cet homme de 79 ans, Saint-Louis, Louis XIV ou Louis XVI. Mais, depuis ces rois, la monarchie a bien changé. Finis les carrosses et les perruques poudrées. Le comte de Paris, depuis son retour en France en 1950, s'efforce à donner une image moderne de la mo-



Le maire, Edmond Hervé, offre une gravure de la place du Parlement de Bretagne au comte de Paris.

narchie. Il l'a même réconciliée avec la Révolution et la démocratie. C'est sans doute ce qui agace les plus ultras de ses partisans.

« L'histoire de France est un tout ». C'est le sens des fêtes du Millénaire capétien qui veulent

rendre présent aux Français la richesse et la diversité de leur histoire.

Il n'empêche que le descendant d'Hugues Capet est attentif à la vie politique française. Si le principe de la démocratie ne pose

pour lui aucun problème, il estime que pour la parfaire, il lui faut un souverain arbitre au-dessus des partis. « Il faut retirer aux passions des hommes et aux appétits politiques l'intérêt supérieur de la nation ».

L'idée la plus originale du comte de Paris est d'instituer entre les Français et les parlementaires des délégués populaires. « Je suis frappé que, sur des grands problèmes de société qui engagent l'avenir de la France, il n'y a pas toujours coïncidences entre les aspirations des Français et la représentation nationale. Il faut développer l'expression directe des Français », explique le comte de Paris.

Henri d'Orléans, se veut prêt à répondre aux Français s'ils faisaient appel à lui. « J'aime mon pays. Si je n'avais pas eu la foi et l'espérance je n'aurais jamais tenté cette aventure. Quand j'étais en exil, l'idée monarchiste était loin des Français. Aujourd'hui, elle suit son cours », constate le comte de Paris.

François DANCHAUD

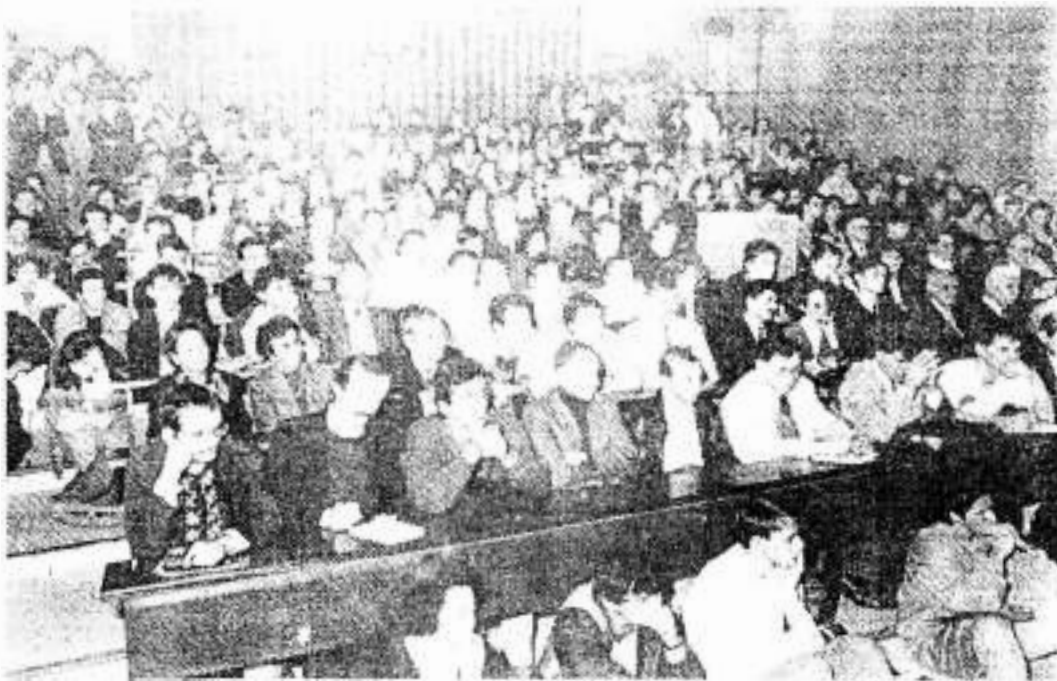
A Villejean

Des étudiants séduits

Légère tension hier en début d'après-midi dans le grand hall de l'Université de Villejean. On attend le comte de Paris, invité par la section « Histoire » pour une conférence sur le thème « Mille ans d'histoire, l'unité française, la Bretagne et le royaume ». Des discours bien différents avaient jusqu'alors fait vibrer l'amphithéâtre de Martonne.

« Nos étudiants ont une grande soif de savoir, introduit le président Jean Monnier. Cela ne va pas sans un esprit critique, parfois même turbulent... ». L'anne qu'utilisera le comte pour rendre possible le débat ? Son charme naturel, en toute simplicité, un charme discret qui a rapidement séduit un amphithéâtre comble : les étudiants se sont prêtés au jeu un peu suranné des rivalités entre familles et écoutaient avec un certain recueillement le récit de ses rencontres avec le général de Gaulle.

Le prince trouvera dans le débat l'occasion de rappeler les principes fondamentaux de sa philosophie politique : attachement inconditionnel aux droits de l'homme et du scrutin universel.



Assistance nombreuse pour écouter la conférence du comte de Paris à l'Université de Haute-Bretagne.

« Ouest-France » 24/10/87

Le comte de Paris au centre culturel Vauban

Si le roi devenait président de la République il ne changerait pas la Constitution

DIFFICILE, lorsque l'on descend de la famille royale, de se contenter d'une conférence purement historique, surtout lorsqu'un bon nombre de monarchistes se sont réunis dans la salle. Inaugurant le cycle de conférences d'histoire sur le « millénaire capétien », au centre culturel Vauban de la Faculté libre des lettres, le comte de Paris a dû essuyer un flot de questions sur la politique actuelle, ses options morales, son hypothétique accession au pouvoir, etc. Des questions parfois insolentes, parfois perfides... « Souhaitez-vous vraiment reprendre le trône ? ». Réponse : « Francement, si je regarde la complexité des problèmes, j'aurais un peu peur. Mais si la France a besoin de moi, je le ferais ».

« Quel est votre sentiment sur le problème de la Nouvelle

Calédonie ? ». — « J'ai toujours été contre les colonies ». Répartie furieuse de l'interlocuteur : « C'est pénible de vous entendre ». Le comte : — « La vérité est nécessaire à dire quand le moment est venu ».

— « Quel est, actuellement, le parti que vous préconisez pour être le plus proche de vos idées ? » Sourires dans la salle. Réponse un peu sophiste du Comte de Paris : « Je vais vous dire : le parti de la France tout entière ». Applaudissements.

Les propos tenus par le conférencier, il est vrai, incitaient à un tel débat. Du « Millénaire capétien », il fut assez peu question. En revanche, l'invité du centre culturel Vauban, a brossé une sorte de synthèse de la situation politique actuelle et son exposé ressemblait à une profession de foi. Evoquant tout à tour « les divisions du

moment aggravées par les conflits anciens », (révolution, occupation, guerre d'Algérie), la violence « qui est au cœur de l'histoire et que la monarchie capétienne n'a pas abolie », les ruptures « qui ont bouleversé la marche du temps », (celle de l'unité religieuse, de l'unité politique et de la société elle-même), le conférencier a tenté de mettre en évidence les liens qui unissent le pays : l'indépendance de la nation vis-à-vis de la papauté et des empires et la paix intérieure.

Quant à la Constitution de la V^e République, elle est « un compromis entre la tradition monarchique et le système républicain ». Depuis 1958, l'indépendance a été réaffirmée, « en des termes identiques, d'abord par de Gaulle puis par le président actuel ». La démocratie, selon le Comte de Paris, souffre cependant d'une mauvaise connaissance des dossiers par

les citoyens et le dialogue devrait être constant entre le pouvoir politique et les citoyens. Mais à la question faussement naïve d'un auditeur : « Que ferait le roi s'il devenait président de la République ? » (1), le Comte répond : « Il ne changerait pas la Constitution ».

Gérard GOUTIERRE

● Cette conférence, donnée notamment en présence du recteur Falise, du doyen Sansen et du secrétaire général de la faculté libre des Lettres, M. Lukaszewicz, inaugurerait le cycle sur « le millénaire capétien », douze exposés donnés d'octobre à mai. La prochaine conférence aura lieu le 19 novembre, avec le chanoine H. Platelle, sur le thème : « Une dynastie s'affirme : de Hugues Capet à saint Louis ».

« La Voix du Nord » 30/10/87



Le Comte de Paris reçu jeudi, au centre culturel Vauban.

(Ph. « La Voix du Nord »)

Et si le président portait la couronne ?

C'est à des signes parfois ténus, voire un peu ridicules, que l'on voit que l'idée que la Vème République est une quasi monarchie est en train de passer complètement dans le public au point de devenir une idée reçue. Là où il y a cinq ans ont nous contredisait vivement, on nous accuserait aujourd'hui de banalité. Voici un de ces signes qui prêtent à sourire, à sourire des derniers républicains...

Depuis 1975 a été rétablie par la Confédération des Boulangers-Pâtisseries la coutume d'offrir une galette des rois au Chef de l'Etat. Large de 1m 50 et lourde de 20 kg, il y manque pourtant le principal : la fève.

Rendez-vous compte si le Président devait porter la couronne !!!

F.A.

Le Journal du Centre
24/11/87

« La Rose et le Lys »

Avec un punch peu commun, notre ami Guy Leclerc-Gayreau continue son tour de France avec son nouvel essai. Son livre de presse est impressionnant: un modèle d'efficacité militante.



Guy Leclerc-Gayreau : « Mitterrand a capté l'héritage gaulliste »



Guy Leclerc-Gayreau.

NANTES. — Catherine Nay avec **Le rouge et le noir** avait raconté l'histoire d'une ambition, celle de François Mitterrand.

Guy Leclerc-Gayreau, journaliste lui-aussi, raconte sous le titre **La rose et le lys**, la suite de 1986, c'est à dire l'ambition de l'histoire qui va mener le président de la République, à gouverner avec les socialistes (la rose), puis à devenir de plus en plus monarque (le lys), avec la cohabitation que Leclerc-Gayreau appelle comme le président, la coexistence. On l'aura compris, l'ancien pamphlétaire, journaliste de gauche, qui avait été séduit en 1974 par la nouvelle société de Chaban-Delmas, roule pour Mitterrand : « **seul capable de rassembler les français sur un projet national, hors de toute idéologie partisane** ».

Pour lui, Mitterrand a su — comme de Gaulle — résister au temps, aux flatteries de ses courtisans, aux échecs de sa politique et aux incohérences de ses opposants. Comme de Gaulle, il a su incarner l'indépendance et la continuité de la France. Encore comme de Gaulle en 1965, il attend — stratège éclairé — le der-

nier moment pour dire s'il est candidat à un second mandat. Pronostic ?

Leclerc-Gayreau (qui n'a aucune information sur le sujet), imagine que le président ne pourra pas s'empêcher d'être dans le coup, pour célébrer le bi-centenaire de la Révolution française, qu'il sera candidat au tout dernier moment, et qu'il se contentera de cinq ou six grands meetings comme campagne électorale : « **Élu, Mitterrand mettra alors en place un gouvernement de véritable cohabitation, commandé par les événements, qui pourrait inclure des gens comme Seguin et Delors.** » Qui parie ?

La Rose et le Lys, 250 pages, 90 f, éditions Albatros

A noter que Guy Leclerc-Gayreau, aujourd'hui conseiller en communication

et président du CEDIP (cercle d'études et débats d'informations politiques), animera un débat le vendredi 27 novembre à l'hôtel Mercure à Nantes (17 h 30), sur les véritables enjeux en 1988.

« La rose et le lys » du Vittellois Guy Leclerc-Gayreau

Les réflexions d'un spectateur engagé

Ceux qui pensaient en élisant François Mitterrand à la présidence en avoir fini une bonne fois avec le gaullisme en sont pour leurs frais. Touché par la grâce de la fonction, le leader socialiste est devenu « gaullien », c'est-à-dire soucieux avant tout de la grandeur et de l'indépendance de la France. Cette thèse, c'est Guy Leclerc-Gayreau qui s'en fait le chantre dans le livre qu'il vient de publier aux Editions Albatros.

Guy Leclerc-Gayreau, 45 ans, Conseil en Communication et Formation, et président du Cercle d'études, de débats et d'informations politiques, est un pur Vosgien, originaire de Vittel où demeure toujours son père. Il a d'ailleurs suivi ses études secondaires au lycée Louis-Lapicque à Epinal. Polémiste de talent, il publie avec « La rose et le lys » son 6^e ouvrage.

Guy Leclerc-Gayreau n'est pas un inconnu. Cinq précédents ouvrages ont fait de cet authentique gaulliste un observateur avisé du jeu politique de ces vingt dernières années. Pamphlétaire incisif, essayiste lucide et courageux, ses écrits ont toujours eu valeur de témoignage et d'avertissement. Ceux d'un spectateur engagé.

Aujourd'hui lassé de voir la droite libérale sombrer dans les mêmes erreurs que la gauche dogmatique de 1981, il n'hésite

pas à considérer que seul François Mitterrand aura su tirer son épingle du jeu en captant l'héritage gaulliste et en assumant la continuité millénaire de la France. Il en vient à préférer cet authentique « pseudo-socialiste » à un vrai « socialiste larvé ». Et puisque Jacques Chirac a commis l'erreur de revendiquer en mars 1986 l'Hôtel Matignon que M. Mitterrand destinait à Chaban-Delmas, il ne faut pas s'étonner que le « Républicain » soit devenu aux yeux des Français un véritable monarque éclairé, arbitre des querelles partisans, gardien des institutions et du « pré-carré » national, toujours aussi épris de justice sociale, mais attentif à l'unité de la nation et au « bien commun ».

C'est donc le bilan et l'histoire d'un septennat peu ordinaire qui nous sont proposés ici — à travers un portrait peu banal du président — articulés autour de deux périodes bien distinctes : l'avant et l'après mars 1986. Sous le signe de la rose au poing, et sous le signe du lys monarchique. Une monarchie républicaine qui ne devrait plus rien à l'autocratie gaullienne, mais s'apparenterait à une conception très arbitrale de la magistrature suprême.

Reste une question : Mitterrand briguera-t-il un second mandat ? La réponse ne devrait pas tarder.

« La rose et le lys » de Guy Leclerc-Gayreau (Ed. Albatros), 250 pages, 90 F.

Libération-Champagne
2/12/87

Mitterrand ou l'ambition de l'Histoire (*)

GUY LECLERC-GAYRAU est fasciné par François Mitterrand.

Déjà, dans « Dévoyée, la gueuse ?... », que nous avons eu l'occasion de présenter dans ces colonnes, il écarte d'une phrase assassine ses deux prédécesseurs, Valéry Giscard-d'Estaing et Georges Pompidou, pour ne retenir que l'actuel président de la République et le général de Gaulle, qui sont à ses yeux les seuls à avoir été attentifs à l'unité de la nation et au « bien commun ».

C'est que ce royaliste-gaulliste-polémiste ne pardonne pas la mièvrerie : « *D'autres, comme Pompidou et Giscard eurent d'heureuses opportunités, sans avoir une envergure suffisante pour se forger un destin historique* ».

Cette phrase, extraite du chapitre I de « La rose et le lys », situe d'emblée le choix de Leclerc-Gayrau.

La « longue marche » de François Mitterrand vers le pouvoir, son rendez-vous réussi avec l'Histoire sont les signes d'une personnalité hors du commun. Leclerc-Gayrau les analyse et son jugement se rapproche de celui de Serge July dans « Les années Mitterrand » : « Mitterrand... serait le symétrique de de Gaulle, un de Gaulle juste et social, c'est-à-dire un de Gaulle de gauche. Celui enfin qui allait remettre ce régime, contruit à l'envers, sur ses pieds. L'Histoire apprécierait sans risque d'erreur... ».

« La rose et le lys », c'est le bilan et l'histoire d'un septennat peu ordinaire. C'est le portrait d'un homme dont « l'ambition conduite à son apogée... nous apparaît moins cahotique que ne s'efforceraient de le mettre en relief les adversaires de cet éternel et opiniâtre candidat à la recherche de son destin ». Un homme dont l'auteur apprécie l'intelligence, le sens aigu de la stratégie politique, le caractère réfléchi qui l'a toujours conduit à faire du temps son meilleur allié.

Le titre de l'ouvrage est évocateur. La rose au poing, symbole du socialisme, le lys symbole de la monarchie. Pour Leclerc-Gayrau, les années Mitterrand ont été celles d'une monarchie républicaine dirigée par un « Régent » devenu un monarque éclairé, arbitre des querelles partisans, gardien des institutions et toujours aussi épris de justice sociale.

Une idée-force dont l'auteur annonce le parti pris dès l'avant-propos. « Les années Mitterrand laisseront des traces dans notre Histoire, et bien au-delà de 1988, quelle que soit la décision qu'il puisse prendre quant à sa candidature à un éventuel second mandat. Nous considérons pour notre part que l'inflexion donnée par François Mitterrand au cours de notre vie nationale impose, si Dieu lui prête vie, qu'il se succède à lui-même, faute de disposer dans notre paysage politique d'un homme d'Etat de sa dimension et de la capacité qu'il a pu acquérir de pouvoir, derrière lui et sur l'essentiel, rassembler les Français ».

Un livre passionnant, écrit dans un style vif, anticonformiste. Un témoignage et un avertissement, tout à la fois.

Robert GESNOT



PLUS CON TU MEURS...

Dans le magazine «Newmen» où le comte de Paris donne un interview, il y a aussi un cahier humoristique (qui vaut certes ce qu'il vaut) intitulé «La gazette d'Algoud». On y apprend que «accolés par la hanche, les frères Joxpin Lionel et Pierre sont, avec Jean-Marie Le Borgne et Babar, l'homme éléphant, une des attractions les plus monstrueuses du cirque Pignolo» ou bien que «dans le cadre de la 473e offensive lancée contre l'Irak, l'ayatollah Khomeini vient de décider la réquisition des sous-vêtements féminins, accessoires sataniques de la lubricité occidentale» et enfin le Prince Jean «déclare» qu'il va vanter une marque de chocolat à la télévision car il «préfère être le Prince du chocolat que le roi des cons». Jusque là on peut ne sourire que modérément.

A « Aspects de la France » on n'a pas soulevé du tout, car manifestement on ne s'est pas rendu compte qu'il s'agissait d'une blague, d'où ce sévère démenti (« Aspects » du 31/12/87): « L'assertion d'un magazine plus soucieux de cultiver l'érotisme que la vérité, selon lequel le Prince Jean aurait signé un contrat de publicité pour sa prestation dans des clips vantant une célèbre marque de chocolats est dépourvue de tout fondement. Elle émane d'un journaliste peu scrupuleux racontant n'importe quoi pour entretenir des ragots ».

(*) Guy Leclerc-Gayraud : « La rose et le lys (Mitterrand ou l'ambition de l'Histoire) ». Editions Albatros. Distribution Hachette. 250 pages. 90 francs.

Amédée d'Yvignac

Cet article était prêt pour l'impression lorsque nous avons appris la mort d'Amédée d'Yvignac (dans la nuit du 1er janvier 1988). Il aura terminé sa vie dans la Maison de retraite des Petites Soeurs des Pauvres de la rue de Varize qui, en l'accueillant, l'avait sorti de la très grande solitude dans laquelle Bertrand Renouvin avait pu le trouver il y a quelques années. Son ami, le Professeur Jean Daujat, avait tout tenté pour lui faire écrire ses Mémoires. Le manuscrit est paraît-il fort avancé et pourrait paraître dans quelques mois aux éditions Téqui. A son filleul, Claude Teillet, qui fut si important pour lui, à ses amis et compagnons dont il nous montrait parfois les lettres, nous présentons nos condoléances. Ils ont eu la chance de connaître la séduction, la verve malicieuse, d'un homme qui avait su rester étonnamment jeune d'esprit tout en restant fidèle à ses engagements de jeunesse, un homme qui jusqu'au bout aura été un catholique-royaliste.

Amédée d'Yvignac est né à Paris le 21 décembre 1895. Issu d'un milieu très pauvre il travailla dès l'âge de 15 ans et, au long de sa vie, connut à plusieurs reprises la misère matérielle et morale, ce qui l'a rapproché des humbles et a inspiré ses convictions sociales.

De famille royaliste, Amédée d'Yvignac n'a jamais renié ces opinions politiques. Il a milité avant guerre à l'Action française et a connu de près ou de loin tous les acteurs de cette époque (Maurras, Daudet, Bainville, Valois...) et il conserve pour eux une très grande admiration. Malgré cette fidélité et cette admiration Amédée d'Yvignac a eu un parcours qui en fait un de ces «non conformistes des années 30». Un non conformisme qu'il a toujours cherché à faire admettre à ses amis de l'A.F., mais pas toujours sans mal...

Relisons J.-L. Loubet del Bayle quand, après nous avoir décrit le climat de crise dans lequel se trouvait l'A.F. au moment de la condamnation par le Pape, il aborde la fondation de «La Gazette française» (1).

«La Gazette Française naquit en 1924. Elle fut à l'origine un mensuel fondé par des militants de l'Action française qui, sous l'influence de l'abbé Lallement et de Jacques Maritain, avaient pris conscience de certaines insuffisances du mouvement maurrassien du point de vue catholique. A l'automne 1925, ce bulletin devint une publication hebdomadaire dont Amédée d'Yvignac assura la direction, durant les premiers mois, avec Henri d'Astier de la Vigerie et Paul Gilson qui en était le directeur littéraire. Cet hebdomadaire qui paraissait sur quatre pages format «quotidien» devait survivre jusqu'en décembre 1930.

Dès sa fondation, la Gazette française se présenta comme un organe catholique décidé à mener une «politique chrétienne» afin de «restaurer la notion des Droits de Dieu dans la société et dans l'Etat». Sur le

plan politique cependant son combat rejoignait celui de l'Action française dans l'hostilité au régime républicain, qui était jugé inapte à assurer le bien commun et dont l'esprit était déclaré fondamentalement opposé à l'esprit catholique. D'ailleurs, bien que les liens les plus étroits aient été ceux qui l'unissaient à Maritain et Massis - ceux-ci présidèrent conjointement la «journée de la Gazette française» en janvier 1926 - la Gazette française n'était pas sans avoir des relations suivies avec l'Action française. C'est ainsi même qu'Amédée d'Yvignac fut chargé à deux ou trois reprises d'assurer l'intérim de Maurras pour la rédaction de l'éditorial de l'Action Française quotidienne.

En 1928, Amédée d'Yvignac devait d'ailleurs s'expliquer sur les positions qui avaient été les siennes et celles de la «Gazette française» dans les années 1924-1927: «J'avais fondé la Gazette française afin de suppléer aux insuffisances de l'Action française dans l'ordre philosophique et religieux; afin aussi de corriger ses erreurs... J'aurais pu, dès le début, opposer mon œuvre à celle de l'Action française, mais comme il est dans ma nature de préférer les œuvres positives aux œuvres négatives, je préférerais tenter une réforme de l'intérieur. Ainsi, la Gazette française, fondée sur les principes catholiques et sur eux seuls, exprimait l'intégrité de mon activité et de ma pensée tandis que ma collaboration intermittente avec l'Action française exprimait seulement ma spécification de royaliste. Je ne me rangeais donc dans l'obédience de Maurras et de l'Action française que dans l'ordre de l'action non dans l'ordre de la pensée».

Au moment de la mise à l'index, la Gazette française crut pendant quelques semaines que, ses positions étant irréprochables du point de vue doctrinal, elle pourrait continuer à collaborer comme par le passé avec l'Action française sur le terrain politique. Mais elle se rendit bientôt compte que, devant la violence croissante des polémiques, elle était obligée de

choisir et elle rompit avec l'Action française, ce qui lui valut d'être prise à partie à plusieurs reprises par celle-ci.»

J.L. Loubet del Bayle essaie ensuite de mesurer l'influence, finalement limitée, de cette tentative. Outre Paul Gilson collaborèrent à la Gazette Jean Daujat - encore aujourd'hui un ami de d'Yvignac - Pierre Godmé, futur Jean Maxence, Guy de Montferrand, alias Jean de Fabrègues. En marge de la Gazette s'était constitué un petit groupe des «Chevaliers de Saint Michel», placé sous le patronnage d'Henri Lagrange (le fondateur du «Cercle Proudhon»), et d'Henri du Roure... Henri d'Astier de la Vigerie en fut le président.

Revenons à d'Yvignac, il a été, secrétaire de Jean Thureau-Dangin, a collaboré aux «Cahiers de l'Occident» (cf. sa notice dans le tome IV du Dictionnaire politique de Henry Coston), secrétaire de rédaction, rewriter, il fut un journaliste très professionnel et c'est surtout comme rédacteur parlementaire qu'il a acquis une connaissance précise du monde politique. C'est dans ce milieu aussi qu'il a acquis la conviction qu'il était possible d'agir d'une manière différente de celle de l'A.F. pour la restauration de la Monarchie. On le trouve à «L'Ami du Peuple», puis chef des informations et du service politique du quotidien «Le Petit Journal», (dont le chef du service diplomatique était alors un autre ancien d'A.F., Claude Jeantet). C'était là un poste important dans un journal à grand tirage et cela confirma d'Yvignac dans sa vision de la politique qui lui a toujours fait douter semble-t-il du militantisme classique, et lui fait mépriser un peu les petits journaux, les cénacles confidentiels, les livres à petit tirage...

On l'agace un peu aujourd'hui quand on l'interroge sur ses expériences de ce type. Même la «Gazette française» lui paraît une expérience mineure et il s'étonne qu'on lui consacre une thèse de doctorat. Quant à lui parler de cette revue royaliste pour laquelle il avait obtenu - chose très rare et recherchée - une autorisation de paraître dès après la dernière guerre, mieux vaut ne pas essayer. «Chronique du Pont Royal» avait été prévue pour 8 numéros, elle n'en eut sans doute que deux (peut-être trois). Dans le n° 2 (2ème trimestre 1947), A. d'Yvignac s'adresse à Vincent Auriol, président du Conseil, et rappelle une conception originale de la citoyenneté qu'il estime devoir autant à son père monar-

chiste qu'aux instituteurs républicains de son enfance. V. Auriol venait de grâcier trois journalistes collaborateurs dont Rebatet, et d'Yvignac le remerciait «d'avoir eu le grand et le rare courage d'affirmer que notre vieux socialisme, dont l'humanitarisme, la philanthropie, l'horreur du sang versé, frôlent à tout moment de grandes vérités chrétiennes, refusait de se plier à des injonctions de haine et de meurtre taylorisés. C'est dans cette direction-là qu'est le relèvement de notre France. Au-delà de nos dissidences de doctrine, il y a notre communauté d'âme, d'origine spirituelle et de sentiments. C'est par le cœur que nous nous reconnâtrons, par lui que notre vieux peuple divisé redeviendra un». Malgré ces envolées et ce message politique original d'Yvignac ne continua pas une revue dont l'autorisation n'avait d'ailleurs été demandée à

CHRONIQUES DU PONT ROYAL

★
LETTRE A M. LE PRESIDENT
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LETTRE A M. PAUL CLAUDEL

par

Amédée d'YVIGNAC

LE MACHINISME CAPITALISTE
EST-IL IMPÉRISSABLE ?

Raymond LEROY

AU TEMPS DE L'IMPOSTURE

E. BEAU DE LOMENIE

LE TRICENTENAIRE DE MANSART

René BRECQ

THIÉRISE DE LISIEUX,
HÉROÏNE NATIONALE

Pierre VIRION

PAGES A RELIRE

LHOMOND

EUROPE ET CHRÉTIENTÉ — NOTES ET DOCUMENTS —
SOUS L'ORME DU MAIL, etc...

ÉDITIONS DU PONT ROYAL

51. Rue de Seine - PARIS-6^e

- XAT -

l'origine que dans l'espoir qu'elle aurait pu servir au comte de Paris dont le secrétariat, après s'être montré intéressé, choisit finalement de publier lui-même sa presse.

D'Yvignac est l'auteur de plusieurs livres : « L'Age de fer de la chrétienté morcelée » (1947 Pont Royal), « Jeune Ouvrier de France » (1960, Aux Ecoutes).

ÉDITIONS DU PONT ROYAL

CHRONIQUES DU PONT ROYAL

Ces « Chroniques » ne constituent pas un périodique. Elles se présenteront sous la forme d'un opuscule de 64 pages environ et comporteront une série de 8 fascicules à paraître au cours de l'année 1946-1947, sous le « signe » de deux vers de Juvénal qui résument le climat d'une époque : « DAT VENIAM CORVIS, VEXAT CENSURA COLUMBAS » : LA CENSURE EPARGNE LES CORBEAUX, ELLE CONDAMNE LES COLOMBES (Satire II, v. 63).

Ce vers symbolique sera inscrit sur la couverture des 8 exemplaires de la série. Sur la tranche de chaque exemplaire figurera, par syllabes, la seconde partie du vers : « VEXAT CENSURA COLUMBAS », de telle sorte que le possesseur des huit numéros pourra lire et faire lire l'hémistiche sur le rayon de sa bibliothèque de la manière suivante :

VE	XAT	CEN	SU	RA	CO	LUM	BAS
1	2	3	4	5	6	7	8

Chaque numéro de l'inscription ci-dessus représente donc un fascicule à paraître des Chroniques du Pont Royal.

Prix d'un numéro des « Chroniques » : 80 francs.

Prix des huit numéros : 600 francs.

VIENT DE PARAÎTRE :

L'Age de fer de la Chrétienté morcelée

par Amédée d'YVIGNAC

Ce qu'il faut entendre par le mot Révolution : une agression contre le progrès historique, une rupture avec nos Pères — Que les décadences sont insensibles — Nous n'avons plus de corps institutionnels pour les ressentir et les prévenir — Démocratie universelle, donc In-conscience — L'Age de fer de la Chrétienté — L'angoisse de M. François Mauriac : « Qui criera non à Ubu-Roi ? » — Un Homme répond à cette angoisse en désignant l'Eglise Romaine comme la conscience du genre humain — Le terrible diagnostic du Souverain Pontife sur le monde issu de l'Encyclopédie, notre monde contemporain — Le Pape en appelle aux élites françaises — L'enseignement politique de Charles Maurras répond mot pour mot à l'attente du Chef de la Chrétienté — La tâche qui nous requiert.

250 exemplaires de luxe sur papier grand luxe au prix de 500 francs l'exemplaire.

5.000 exemplaires sur papier Alfa-Mousse au prix de 100 francs l'exemplaire.

H. Coston indique, qu'après la guerre d'Yvignac « participa à diverses manifestations de l'Union des intellectuels indépendants, donna son adhésion à l'Alliance France-Israël (...) et rejoignit Claude Jeantet à « Fraternité Française » de Pierre Poujade. Il fut dans les

années 60 le collaborateur de Paul Lévy, directeur du journal « Aux Ecoutes » (En cherchant une définition pour ce journal on peut dire qu'il s'agissait d'une espèce de « Canard enchaîné » de droite, d'un « Minute » moins criard...). Les juifs ? A. d'Yvignac connaît beaucoup de choses sur les rapports des juifs et du monarchisme, les Rothchild et les Orléans en particulier. Il lui semble naturel qu'un juif français traditionaliste soit royaliste. Encore une originalité par rapport à l'Action française...

Pendant cette période d'après-guerre A. d'Yvignac continua son militantisme individuel. S'étant mis en tête de préparer l'élection du comte de Paris à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, il se présenta ainsi à Georges Bonnet, membre de cette académie : « Je ne viens pas de la part du comte de Paris, mais je m'adresse à vous parce que vous êtes radical-socialiste... » ? Encore une vision des choses que les royalistes d'« Aspects de la France » de l'époque ne pouvaient certes pas comprendre. Dans la même veine, un jour qu'on parlait devant lui et Mendès-France du comte de Paris pour succéder à de Gaulle, d'Yvignac tenta auprès de Mendès : « De Gaulle a un atout, prenez-le lui ».

Nous l'avons dit, d'Yvignac a travaillé dans la grande presse et fréquenté les hommes du pouvoir. Il sait où les choses importantes se décident, il ne croit pas à l'efficacité du militantisme classique, même s'il ne va pas jusqu'à en nier la nécessité. Sous la quatrième République il s'emploie, dans la mesure de ses possibilités, de faire tomber les préventions des gens de gauche, voire de les convaincre de faire appel au comte de Paris. Après 58 il s'informe aux meilleures sources des possibilités réelles du Prince. Il connaissait Edmont Michelet - un ancien abonné de « La Gazette française » - garde des Sceaux de de Gaulle - et ensemble ils discutèrent plusieurs fois du Prince. Même après 65 Michelet devait lui déclarer : « Je viens de voir le Prince et je lui ai dit que rien n'était perdu. Je lui ai demandé de se faire connaître...

- Mais Pompidou ?

- Il s'effacera, j'en ai la conviction ». Michelet se préparait à demander au Prince de se faire élire député... Un vieux projet qui recoupait des propos souvent entendus par d'Yvignac. N'était-ce pas Daladier lui-même qui lui avait dit naguère : « Faites-le connaître votre merle

blanc, c'est avec des hommes comme moi qu'il devrait prendre contact...»

D'Yvignac rappelle combien le comte de Paris a été omniprésent dans les esprits des parlementaires durant une très longue période. Cela a commencé vers 1938 et a duré au moins jusqu'au milieu des années cinquante. L'académicien Léon Noël raconta un jour à d'Yvignac qu'au moment du vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain, Paul Boncour avait voté pour le comte de Paris... On comprend mieux dans ces conditions les espoirs de Alger 42 *. On comprend mieux l'attitude du personnel politique de la IVème. Aujourd'hui encore le personnel politique de formation

ancienne garde toujours un très grand respect pour le comte de Paris qui conserve des amis au Sénat par exemple. Qu'en est-il des nouveaux venus ? Tout un travail est évidemment à refaire. Que n'avons-nous de nouveaux d'Yvignac pour le mener à bien.

F.A.

• A propos d'Alger, Amédée d'Yvignac se rappelle avoir vu souvent d'Astier de la Vigerie dans les années qui ont suivi la Libération. Il accusait le comte de Paris de toutes les tares. Jamais cependant il ne le rendit responsable de l'exécution de l'amiral Darlan... Ce n'est pas un reste de sympathie qui l'aurait retenu s'il avait voulu le faire... Un élément moral supplémentaire qui détruit un peu plus la crédibilité de l'accusation formulée il y a quelques années par la veuve d'Astier contre le comte de Paris et démesurément enflée par Alain Decaux...

On ne s'étonnera pas qu'à plus de 90 ans, A. d'Yvignac qui a conservé une acuité d'esprit et une santé étonnante, observe avec le plus grand intérêt et avec sympathie les tentatives de la Nouvelle Action Royaliste et de Bertrand Renouvin pour sortir le

royalisme de son ornière par un renouvellement doctrinal qui n'exclue pas le dialogue et des rencontres avec la gauche qui ne peuvent choquer un camelot du roi d'avant 1914 (cf. le livre de B. Renouvin sur « L'Action française et la question sociale »).

(1) Jean-Louis Loubet del Bayle, « Les non-conformistes des années 30, une tentative de renouvellement de la pensée politique française », Editions du Seuil, 1969, 496 pages. Cette thèse à base de recherches très sérieuses et d'entretiens que l'on ne pourra plus faire est consacrée à Robert Aron, Maurice Blanchot, Etienne Borne, Robert Brasillach, Claude Chevalley, Arnaud Dandieu, Daniels-Rops, André Deléage, René Dupuis, Georges Duveau, Jean de Fabrègues, Robert Francis, Louis-Emile Galezy, Robert Gibrat, Edmond Humeau (qui est un de nos amis), Georges Izard, Jean Jardin, Jean Lacroix, Pierre-Olivier Lapie, Philippe Lamour, Jean Lemarchand, Robert Loustau, Alexandre Marc, Charles Mauban, Thierry Maulnier, Jean-Pierre Maxence, Emmanuel Mounier, André Piettre, Denis de Rougemont, Pierre-Henri Simon, Pierre-Aimé Touchard, André Ulmann, René Vincent...

GOTHA

La famille royale d'Angleterre .

De Victoria à Lady Diana, en passant par le duc de Windsor, la Famille royale d'Angleterre a su imposer, à travers les tourmentes du XXème siècle, une image de légende.

Au fil des règnes, Buckingham est devenu le théâtre permanent d'un spectacle qui fascine le monde entier. Le faste des mariages et des enterrements, la personnalité et les incartades des princes et des «pièces rapportées», les carrosses, les traînes et le trésor royal... aucun détail n'échappe à l'oeil amusé et bienveillant de Margaret de Trench.

Avec humour et tendresse, elle accumule, dans cet album magnifiquement illustré, des révélations sur les hôtes de Buckingham et nous confie ses réflexions sur la Couronne la plus prestigieuse du monde.

Lady Margaret de Trench est née en 1898 dans une famille de l'aristocratie britannique. Familière de la Cour et de la «gentry» depuis

l'enfance, elle a été pendant 50 ans, une observatrice privilégiée de Buckingham Palace. A la mort de son mari, Lord de Trench, tué dans un accident d'avion en Birmanie en 1943, elle s'est retirée dans un cottage de Cornouailles. Et là, jour après jour, elle a consigné ses observations et ses réflexions dans un énorme journal.

Irène Frain en a eu connaissance et, séduite par l'esprit et la vivacité de la vieille dame, a décidé de traduire et d'adapter en français cet étonnant «carnet de bord» de la Couronne britannique. Ce magnifique album est illustré de 200 photos couleurs parmi les plus belles jamais prises de la Famille royale d'Angleterre. Un cadeau idéal, riche en anecdotes et en souvenirs drôles et variés.

S.B.

• par Margaret de Trench, aux Editions N°1. 196 F

Bourse aux livres

LIVRES D'OCCASION

Voici une liste de livres d'occasion, concernant pour la plupart l'histoire du royalisme.

Vous pouvez les commander, en joignant le chèque correspondant à votre commande à l'ordre de « Royaliste » CCP 18 104 06 N Paris. N'oubliez pas de majorer les prix indiqués dans la liste de 10% pour les frais de port et d'emballage (avec un minimum de 13 F par commande pour les envois simples, et un minimum de 19 F pour les envois recommandés).

Ces titres ne sont disponibles qu'en un seul exemplaire. Seule la première commande arrivée est donc servie. Par mesure de sécurité, vous pouvez nous téléphoner au 42.97.42.57 pour réserver le livre que vous avez choisi, nous le retirerons alors de la vente en attendant votre confirmation écrite.

Dans le cas où le livre que vous avez choisi serait déjà vendu et où vous n'auriez pas indiqué un titre de remplacement, nous vous retournerons votre chèque.

Si vous ne voulez pas un envoi recommandé, aucune réclamation ne pourra être admise en cas de perte éventuelle de l'envoi.

A.F.

République ou Monarchie, plaquette, 1958: 15 F

ARIES Nel

Les enseignements de la guerre, Service des publications de l'A.F., 1919, brochure 47 pages: 65 F.

BAINVILLE Jacques

Histoire de France, Marabout 1986: 50 F
Histoire de deux peuples, continuée jusqu'à Hitler, Fayard 1933: 50 F - relié dos cuir: 100 F
Histoire de trois générations avec un épilogue pour le quinquisme, Fayard 1934, 253 p., reliure dos cuir: 100 F

Jaco et Lori, Grasset 1927: 60 F
Louis II de Bavière, Ed. Complexe 1985: 93 F
Napoléon, A. Fayard 1931: 70 F
La Troisième République, A. Fayard 1935: 50 F (le même mais en état moyen: 40 F) - relié dos cuir: 100 F

BECAT Pierre

Henri V et les l'andous, Pensée universelle 1974, 45 F

BEHAINE René

Avec les yeux de l'esprit, roman Grasset 1928, préface de Daniel Halévy: 20 F
BENJAMIN René Taureaux et Meridonaux, in « Les Œuvres libres » n°19, janvier 1923: 25 F
BENOIST Charles

Les lois de la politique française et le gouvernement de l'Alsace sous Louis XIV, Plon 1929: 30 F

BERNANOS Georges

Essais et écrits de combat, Pléiade, 1971, 1712 pages: 227 F

Œuvre romanesque, Pléiade, 1984, 1952 pages: 270 F
Collection Plon cartonnée (1 seul exemplaire de chaque)

La Joie: 25 F - Le lendemain c'est vous: 25 F - Jeune Belgique et sainte: 17 F - La France contre les robots: 35 F - Nouvelle Histoire de Mouchette: 20 F - L'imposture: 35 F - Monsieur Quine: 28 F - Lettrés retrouvés: 120 F.

Le génusule des vieux, NRF collec. blanche, 1982: 134 F

Un crime, Livre de Poche ou Presse Pocket: 17 F

Dialogue des Camellias, Collection Points, 1984: 23 F

Dialogue d'ombres, Livre de Poche: 11 F
Les enfants humbles, NRF, 1966: 50 F - même titre en Folio, 1973: 16 F

Francis si vous saluez, NRF, 1961: 50 F - Collection Idées, 1969: 23 F

La France contre les robots, Livre de Poche, 1973: 17 F

Les grande cimetières sous la lune, Points, 1986: 35 F

La grande peur des bien-pensants, Livre de Poche, 1969: 17 F

L'imposture, Livre de Poche: 17 F

La Joie, Plon, 1929: 60 F - même titre Livre de Poche: 11 F - même titre en Points: 33 F

Journal d'un curé de campagne, Plon, 1974 (préface inédite de Malraux): 35 F - Livre de Poche: 20 F - Press-Pocket: 23 F

Lettre aux Anglais, NRF coll. blanche, 1946: 30 F - Points: 27 F

La liberté pour quoi faire, Idées, 1972: 23 F

Un mauvais rêve, Livre de Poche: 17 F

Monsieur Quine, Livre de Poche: 17 F

Nous autres Français, NRF, 1982: 86 F

Nouvelle histoire de Mouchette, Press-Pocket: 20 F

Les prédestinés, Sagesses, 1983: 23 F

Scandale de la vérité, NRF collec. blanche: 22 F - Points: 38 F

Sous le soleil de Satan, Points-Seuil: 33 F - édition critiques avec variantes chez Plon, 1982: 90 F

Autobiographie, (lettre inédite à Pierre Varenne), suivi de documents à propos de « Sous le soleil de Satan », Au Presbytère de Lumbres, MCMLXXXVI, 22 pages, un des 50 exemplaires: 120 F

Sur Georges Bernanos:

Serge Albouy Bernanos et la politique, Privat 1980: 64 F - Albert Béguin Bernanos, Seuil Microcosme 1982: 28 F - Michel Estève: Bernanos Hachette 1981: 90 F - Jean de Fabrègue Bernanos tel qu'il était, Mame 1963 relié toile: 75 F - Urs von Baltasar Le chrétien Bernanos, Seuil 1956, 572 pages: 75 F - Gérard Leclerc Avec Bernanos, Albin Michel 1982: 65 F

BERTRAND Jean

Principes de vie politique, N.E.L 1956, 15 F

BOURQUIN Jean-Marc

Socialisme monarchique, Les Horizons Nouveaux 1945, plaquette 24 pages: 40 F

BOUTANG Pierre

Apocalypse du désir, Grasset: 125 F

Apologie de Socrate, Self 1948: 150 F

Le Banquet de Platon, Hermann 1972: 110 F

La Fontaine politique, Albin-Michel: 91 F

Maurras, Plon: 120 F

Ontologie du secret, PUF: 175 F

La Politique, Jean Froissart 1948: 130 F

Précis de l'outillage: 45 F

Le Purgeur, Sagitaire: 68 F

représentant le pouvoir, Sagitaire: 60 F

BRANTHOMME

Le brave général Boulanger, Marcel Scheured 1930, 90 F

BROMBERGER Merry

Le comte de Paris et la Maison de France, Plon 1956, 119 p.: 50 F

CHIAPPE Jean-François

Cardinal ou la liberté, Librairie A. Perrin, 1976: 65 F

BON D'ACHAT

10 F

Si votre commande est postée avant le 11 mars 1987, vous pourrez déduire 10 F de « Bon d'achat » (voir le Bulletin de commande en fin de catalogue).

La Vendée en armes, Il Les enfants, Librairie A. Perrin, 1982: 100 F
COQUELLE Georges

Le chef dans l'usine, dans la cité, Nouvelle Librairie Nationale, sans date, 207 p.: 50 F
COIGNY Aimée de

Journal d'Aimée de Coigny, Librairie A. Perrin, 1981: 59 F

Aimée de Coigny, amoureuse et conspiratrice, par Marcelle Fauchier-Delavigne, avec une introduction de E. beau de Loménie, Science Historique, Dossiers de la petite Histoire, 1956: 27 F

DAUDET Léon

Au temps de Judas, N.L.N., 1920: 40 F

L'Amour est un songe, Flammarion, 1920: 45 F
L'Avant-guerre, N.L.N., 1914, état moyen: 40 F

Ciel de feu, Flammarion, 1934: 37 F

Député de Paris, Grasset 1933: 34 F
Devant la douleur, N.L.N. 1915 (état moyen) (avec envoi de l'auteur: 50 F

Le Garde des sceaux, Capitole, 1930, édition originale sur papier alpha numéroté: 200 F

L'Hégémonie, N.L.N., 1923: 50 F

L'Hérédité, N.L.N., 1926, dédicacé (état très moyen): 50 F

(le même, réparé: 20 F - le même en bon état dans l'édition Grasset de 1935: 29 F)

L'Heure qui tourne, Nouvelle France 1945, gravure sur bois de H. Baille: 100 F

Les idées en armes, Siècle 1933: 50 F

Un jour d'orage, Flammarion, 1925: 30 F

Le Lit de Procuste, Biblio. Charpentier, 1912 (état moyen): 50 F

Magistrats et policiers, Grasset: 29 F

Moloch et Minerve, N.L.N., 1924: 50 F

Les Morticolles, Fasquelle, 1956: 32 F

Le Nécros, fleau de l'an 2227, Flammarion: 35 F

Le Nain de Lorraine, Capitole 1930, numéroté sur alpha: 200 F

Les Œuvres dans les hommes, N.L.N., 1922: 32 F

La Pluie de sang, Grasset, 1932, état moyen: 45 F

La Police politique, Denoël, 1934: 45 F (le même, état moyen: 30 F)

Le Rêve éveillé, Grasset, 1926: 32 F - le même en édition originale, numéroté, état moyen: 70 F

Les Rythmes de l'homme, Grasset, 1930: 27 F

Salons et innombrables, 1880 à 1908 N.L.N. 1927, relié: 52 F
Le Sang de la nuit, Flammarion 1926: 37 F
Le Voyage de Shakespeare, N.R.F., 1969: 50 F

Madame Léon DAUDET
La vie et la mort de Philippe, Fayard 1926: 30 F

DEHEDIN Charles
Adieu Maroc, témoignage d'un rapatrié du Maroc, Les 4 fils Aymon 1959: 25 F
DELEST Joseph

Pour une grande cause, en prison et en liberté avec Léon Daudet, Capitol 1928, n°263 sur papier velin: 100 F

DEBRAY Pierre
La 3ème guerre mondiale est commencée, Presses continentales 1958: 20 F
Stratégie de la révolution nationaliste, N°64 de l'Ordre Français, juillet-août 1962: 10 F

DUBÉCH Lucien
La grève des forgerons, Grasset 1926 20 F
DUTRAIT-CROZON Henri

Gambetta et la Défense nationale, Ed. du Siècle 1934: 45 F

GAXOTTE Pierre
Malière, Flammarion 1977, relié pleine toile: 130 F

GISCARD D'ESTAING Henri
D'Estorhary à Ceyllus, Plon 1960: 35 F

JALLUT Maurice
Où va la République ? La France à la recherche de sa constitution Ph. Prévost 1967: 45 F

JANVION Emile
La Franc-Maçonnerie et la classe ouvrière, Imprimerie spéciale de «Terre Libre», 1912, 32 pages: 50 F
JOSEPH Roger

J'ai vu condamner un juste au bagne, la vérité sur le procès de Charles Maurras, 1908, 70 F
Bibliographie générale de Charles Maurras, en collaboration avec Jean Forges, 2 tomes, Les Amis du Chemin de Paradis 1953: 600 F

LATZARUS Louis
La France veut-elle un roi ?, Editions du Siècle, 1925: 45 F

LA TOUR DU PIN René de
Vers un ordre social chrétien, Librairie française, 1987: 149 F

LA VARENDE Jean de
Cadoudal, NEL, 1970, 296 p. reliure carton: 54 F

La dernière fête, Poche, 1978, 315 p.: 17 F
Le roi d'Espagne, Grasset, 1941, 363 p.: 30 F
Les moments du roi, Poche, 1977, 245 p.: 11 F
M. le Duc, Flammarion, 1958, 449 p.: 35 F
M. le Duc, Plon, 1937, 290 p.: 27 F
Père d'Orléans, Stock, 1981, 205 p.: 35 F

LEBON Gustave
Basos scientifiques d'une philosophie de l'histoire, Flammarion, 1931, 32 (p.), relié dos cuir rouge: 100 F

LECLERC Gérard
Un autre Maurras, Ed. originale numérotée, l. P.N., 1974: 120 F

LEMAITRE Jules
Lettres à mon ami, comment je suis devenu royaliste, etc., N.L.N. 1909, brochure 62 pages: 70 F

LE PANNETIER DE ROISSAY Docteur
Quatre conférences sur Charles Maurras prononcées à la section d'A.F. de Bienne, «tract» un programme d'Action Française, (signé par LPR) Imprimerie Francis Simon, Rennes, 1920, 118 pages: 110 F

MAISTRE Joseph de
Considération sur la France - essai sur le principe générateur des constitutions politiques, N.L.N.: 65 F

MAURRAS Charles
L'Action française et la religion catholique, N. L.N., 1923: 70 F
L'Allée des philosophes, Sté Littéraire de France, 1923: 240 F

L'Allemagne et nous, déclaration de Ch. Maurras à la cour de justice du Rhône les 24 et 25 janvier 1945, Les vérités françaises, 1945: 50 F

Les Amants de Venise, Ed. G. Crès et Cie, 1924, éd. originale numérotée: 180 F

Les Amants de Venise, Flammarion, 1926: 43 F
Les Amants de Venise, Flammarion, 1978: 66 F
Anatole France, politique et poète, Plon, 1924, 55 F

Antiques, Flammarion/Champion, 1926, état moyen: 42 F

Au signe de Flore, Grasset, 1933, état moyen: 30 F

Au signe de Flore, Grasset, 1974: 45 F
Au devant de la nuit, sous le pseudo de Léon Rameau, Lardanchet, 1947: 40 F

L'avenir de l'intelligence, brochure 60 p.: 20 F
Barbarie et poésie, N.L.N., 1925, éd. originale, papier japon, n°V: 400 F (le même, édition normale: 75 F)

Le Chemin de Paradis, Lardanchet, 1922, éd. originale numérotée (n°305): 160 F

Un débat sur le romantisme (avec Raymond de la Thalliedre), Flammarion: 58 F
La Démocratie religieuse, N.E.L., 1978: 120 F

La Gémme de Marc Sannier, NLN, couv. abimée: 30 F

Entre le Louvre et la Basilique, éd. du Cadran, 1931, éd. originale numérotée (n°111 sur 336 au total): 200 F

Enquête sur la Monarchie, préface de marcel Julian, Editions du Porte-Glaive, 1986, 660 pages, reliure toile bleue frappée d'une fleur de lys dorée: 225 F

Au Grand Juge de France, La Seule France, 1949: 45 F

Mes idées politiques, Albatros, 1986: 98 F

Lettre à M. Vincent Auriant, suivi de Touchés, La Seule France: 35 F

Louis XIV et la France, éd. du Cadran, éd. originale numérotée (n°56): 200 F

Méditations sur la politique de Jeanne d'Arc, illustrations de M. Réal del Sarte, éd. originale sur velin d'Arches à la forme: 300 F

Les mémoires de l'expert Verdenal au procès de Lyon, La Seule France, 1951: 25 F

Napoléon avec la France qui contre la France ?, Flammarion, 1932: 50 F

Oeuvres capitales, Réédition du volume Politique, Flammarion: 80 F

Le Paragraphe de Marianne, (sous le pseudo d'Octave Martin), Seule France, 1948, éd. originale numérotée: 40 F

Petit Manuel de l'Enquête sur la Monarchie, Versailles 1928, 228 p.: 50 F

Poésie et Vérité, Lardanchet, 1944: 50 F
Poètes, Le Divan, 1924: 80 F

La politique religieuse, N.L.N., 1921: 70 F
Pour réveiller le Grand Juge, (avec M. Fuiot), Seule France, 1951, éd. originale Bibliophiles: 120 F, (le même édition originale: 70 F - le même édition normale: 45 F)

Le procureur et l'habitant, Seule France, 1952: 45 F

Quand les Français ne s'aimaient pas, N.L.N., 1926: 80 F (le même abimé: 60 F)

La Seule France, Lardanchet, 1943 (couverture arrachée: 25 F)

Les trois aspects du président Wilson, N.L.N.: 40 F

Les vagues sur la mer, Flammarion, 1937: 45 F

Lettre à M. le directeur du «New-York Herald», (sous le nom de son neveu Jacques Maurras), Seule France, 1950, édition originale numérotée: 40 F - édition normale: 30 F

Supplément au Dictionnaire politique, établi par Jean Pellissier, Les fascicules n°13 seul (Italie - Justice): 25 F

SUR MAURRAS
Hommage national rendu à Ch. Maurras le 8 juillet 1937, 40 F

La mort et les funérailles de Ch. Maurras, le recueil de photographies, Amis du Chemin de Paradis, 1953: 53 F

Le procès de Charles Maurras et de Maurice Pujo - débats et annexes, Vérités Françaises, 1946, édition originale, les deux tomes: 250 F
Portrait de Maurras, «poster» 29 cm x 42 cm noir: 10 F

Cahiers Charles Maurras, Les 13 premiers numéros (1960 à 1964): 325 F - Numéros dépareillés (n°14, n°15, n°16, n°18, n°19, n°27, n°28, n° spécial 1972: 30 F chaque.

Maurras et son temps, James McCearney, Albin Michel, 1977, 295 p.: 44 F

MIRMAN Léon
La route nationale, A. Fayard 1934, relié toile: 20 F

ORLEANS prince Henri Pierre d'
Mémoires d'Orléans le chaguel, Deboël, 1979, 62 p.: 105 F

PARIS Henri, comte de
L'avenir dure longtemps, Grasset, 1987, 260 p.: 89 F

Essai sur le gouvernement de demain, 1936: 50 F

Lettre aux Français, Fayard, 1983, 136 p.: 46 F

Mémoires d'exil et de combat, Julian, 1979, 390 p.: 110 F (un des 275 ex. sur Velin: 650 F - Un des 40 ex. sur Hollande: 850 F)

PASCAL Père G. de
La justice, avec une lettre-préface par Edouard Drumont, Librairie Blériot, Paris 1887, 130 pages: 250 F

PLONCARD D'ASSAC Jacques
La crise du communisme, La Voix de l'Occident, Lisbonne (1965 ?): 20 F 1789, les dernières marches du trône, DMM, 1986: 135 F

PONCINS Léon de
Les forces secrètes de la Révolution, Bossard, 1928: 25 F

PORTALIE Charles
La Patrie contre l'Internationale, Henri Chaptal éditeur, Mende, 1923, brochure 35 pages: 30 F

PUJO Maurice
Comment la Banque a trahi, Sortot, 45 F
Le problème de l'union, Lib. d'A.F., 1937: 45 F

RAMBERT Louis
L'A.F. pendant la guerre, A.F. 1919, brochure 66 pages: 45 F

RENOUVIN Bertrand
Conférences de 1973-1974, La série des 5 cassettes enregistrées d'une heure: «droite et extrême-droite», «Le parti communiste est-il révolutionnaire», «Ancienne et nouvelle gauche», «La N.A.F., le passé et le futur», «Questions à un candidat», I.P.N., 1974: 100 F

REYNAUD Louis
La démocratie en France, ses origines, ses luttes, sa philosophie, Flammarion, 1938, 217 p. relié dos cuir rouge: 100 F

RIVAIN Jean
Politique, morale, religion, N.L.N. 1919, brochure 38 pages: 30 F

ROUGIER Louis
La mystique démocratique, ses origines, ses illusions, Flammarion, 1929, 273 p., relié dos cuir rouge: 100 F

ROUX Marquis de
Charles Maurras et le nationalisme de l'A.F., Grasset 1928: 50 F

La route politique, brochure 32 pages, édition 1913: 55 F - édition 1919: 45 F.

ROUZAUD Henri
Sous les lauriers du Maroc, Privat, 1926, Préface de Ch. Maurras, état très moyen: 100 F

SAINT-MAURICE E.
Le Duc d'Orléans, sa doctrine, son programme, Imprimerie R. Tancrède, Paris, 1912, brochure illustrée d'une photo du duc d'Orléans, 29 pages: 55 F

SANTO Joseph «ancien conseiller municipal de Nancy»
Le lamentable bobard des mains égoules, (1933 ?) brochure 96 pages + tracts «Suprême espoir de la Patrie Jean III, Henri VI», «La Monarchie»: 70 F

La France se meurt de la République, (1933 ?) brochure 158 pages, 80 F.

Seule la Monarchie convient à la France et peut nous sauver, brochure 132 pages + un tract «une

ordure !», sans date: 80 F; (les 3 brochures de Santo ensemble: 200 F).

SICARD Patrice (avec Philippe Hamel)

Mun ou Maurras, Beauchesne 1970, 134 p.: 35 F

SILVE DE VENTAVON Jean

Jean Chouan, le paysan rebelle, le premier insurgeant, Albatros 1985: 85 F

TAILLIEZ Paul

L'Electoral et le suffrage, Librairie d'A.F., Laval 1918, brochure 24 pages: 40 F

THIBON Gustave

L'Equilibre et l'harmonie, Fayard: 80 F

Ce qui Dieu a uni, Fayard: 71 F

Ce qui Dieu a uni, Lardanchet 1946: 65 F

Diagnosics, Fayard: 55 F

L'ignorance étoilée, Fayard: 60 F

Nietzsche ou le déclin de l'esprit, Fayard: 79 F

Notre regard qui manque à la Lumière, Fayard: 75 F

Le voile et le masque, Fayard: 69 F

Vous serez comme des dieux, Fayard: 68 F

THOMAS Lucien

L'A.F. devant l'Eglise, de Pie X à Pie XII, N.E.L. 1965, 90 F

TROUVE Noël

L'Empire et l'intérêt national, sur diverses variétés de bonapartisme, etc., Service des publications de l'A.F., 1919, 47 pages: 45 F.

VALLAT Xavier

Charles Maurras n° d'écrou 5321, Plon, 1953: 45 F

La croix, les lys et la peine des hommes, histoire des catholiques sociaux, éd. Ulysse 1982: 90 F

VALOIS Georges et Georges COQUELLE

Intelligence et production, la nouvelle organisation économique de la France, Nouvelle Librairie nationale, 1929, 269 p.: 90 F

D'un siècle à l'autre, chronique d'une génération, 1885 - 1920, Nouvelle Librairie Nationale, 1921, 293 p.: 200 F

La Révolution nationale, NLN, 1924, 187 p.: 160 F

Le cheval de Troie, NLN, 1918, 317 p.: 90 F

VAUX Bernard de

Charles Maurras, esquisses pour un portrait, éd. des Cahiers bourbonnais 1968: 50 F

VIMEUX Philippe

Le comte de Paris ou la passion du présent, édition originale: 120 F

WEBER Eugen

L'Action française, Fayard 1985: 150 F

DIVERS

L'Action française et le Valignen, Préface de Ch. Maurras et Léon Daudet, Flammarion: 50 F

Les deux justices ou notre justice, La Seule France, éd. originale, plaquette: 35 F

Le patriotisme ne doit pas tuer la patrie, La Seule France 1947, plaquette: 40 F

BROCHURES

La délation maçonnique dans l'Armée, Guyot de Villeneuve, édité par la Ligue de défense nationale contre la Franc-Maçonnerie, sans date, 48 p.: 45 F (le même couverture arrachée mais complète: 25 F)

Dreyfus, (COL. « Appel au pays », Ed. de l'A.F., 1907, 62 p.: 35 F

Electure, son imposture, un aventurier à la solde des Juifs, quelques chiffres..., (col. « Appel au pays », Ed. de l'A.F., 1906, 43 p.: 35 F

La Mission des Groupes de Dames d'Action Française, conférence donnée à Tarbes le 21 mai 1926 par la vice-présidente d'un des groupes de dames de Paris, imprimerie Lesbordes, Tarbes, 1926, 15 pages: 35 F

La République, royaume de l'étranger, par Jacques Hautefeu, Imprimerie J. Abry, Annecy, 1933, 14 pages: 30 F

La révolution par le Communisme, ses débats, Russie... France ? Michel, 48 p., Fédération Nationale Catholique, 1924, 15 F

La Saint-Philippe à Bordeaux, Allocutions et discours de MM. E. de Lur-Saluces, Jules Lemaitre, Henri Vaugois, Arnal, Imprimerie coopérative, 1910, 29 pages: 40 F

Staline contre l'Europe, les preuves du complot communiste, Jacques Bardoux, de l'Institut, Flammarion 1937, 46 p.: 15 F

L'Utopie de la République modernisée, 28 pages, Imprimerie Paul Dupont, Paris, 1932: 35 F

Vérité, Justice, Patrie, appel au pays: La république de Dreyfus, la France trahie et mystifiée, la loi faussée par la Cour de Cassation pour réhabiliter un juif..., (Col. « Appel au pays »), Ed. de l'A.F., 1906, 68 pages, couverture rouge: 65 F.

Vérité sur l'Action française, 20 pages, 1967 (critique des principaux cours universitaires traitant de l'A.F.): 10 F

COURS ET CONFÉRENCES DE L'INSTITUT D'ACTION FRANÇAISE

REVUE TRIMESTRIELLE

N°6 - décembre 1923: Lucien Dubech « Paris, capitale capétienne » - René de Planhol « origines et formation de l'esprit révolutionnaire » - Xavier Lafargue « Les étapes de la grande industrie » - Nel Ariès: « La valeur et la théorie de l'estimation commune » - Nos maîtres: Barrès: 50 F.

(3ème année) Nouvelle série N°1 - juin 1925: Xavier Lafargue « Apologie pour la Chimie française » - René Groos « Romantisme et Judaïsme »: 40 F. (couverture partiellement arrachée).

N°3 - janvier 1926: Lucien Dubech « Histoire politique d'Athènes » - B. Simionescu « Philippe le Bel, dictateur et roi, avec les observations de Ch. Maurras » - Montesquieu: « Pouvoir absolu et pouvoir arbitraire chez Bonald » - La Tour du Pin « Droit national et régime parlementaire » - Ch. Maurras « Le roi Albert et le cardinal Mercier » - R.P. Y. de la Brières: « Morale laïque et morale religieuse » - Pierre Constans « Races, nationalités, Etats »: 50 F.

N°4 - avril 1926: Ch. Maurras « Monseigneur le Duc d'Orléans » - « Henri Vaugois » - Léon Daudet « La grande âme d'Henri Vaugois » - Henri Vaugois « La fin de l'erreur française » lettres et articles: au Chanoine Picard, De Rennes à la Marne, Dédicace de 1899, l'Action française, Réaction d'abord, Le souvenir de Villebois-Mareuil, Au président Kruger, La loi de l'erreur française, Au conseil de l'Instruction publique...: 45 F.

N°6 - octobre 1926: (Hannu de l'Association des jeunes filles royalistes Brest et Landerneau) de Roux « Histoire littéraire du sentiment politique au XIXème » - Philippe Verrières « Les finances publiques de 1774 à 1830 » - René Fredet « La question allemande »: 50 F.

N°7 - janvier 1927: Lucien Dubech « La politique chez Malherbe, Corneille et Racine » - Me de Roux « Plaidoirie contre Abraham Schrameck » - Ch. Maurras « Henri Rouzaud » - Jean Terral « Louis XVIII et la Restauration »: 45 F

N°8 - avril-juin 1927: Ch. Maurras « René de Marans » - Jean Terral « René de Marans » - René de Marans « Lettre sur le Sillon, concours pour la rédaction d'un manuel de l'Histoire de France » - Lettre sur la mort d'Augustin Cochon - Philippe Verrières « La politique coloniale de la IIIème République, Egypte, Tunisie, Indo-Chine, Nouvelles-Hébrides, Afrique équatoriale, Afrique occidentale, Transsaharien, mission Marchand, Madagascar, Maroc, mandats, le mal colonial »: 40 F

N°9 - juillet-septembre 1927: Eugène Marsan « Marius André » - Jean Héritier « Pierre Thirion » - André Rousseaux « La politique religieuse de la Monarchie » - René Groos « La vraie figure de Rivarol »: 40 F

N°10 - octobre-décembre 1927: Pierre Constans « Les études de Ch. Maurras sur le romantisme » - Pierre Gaxotte « La Révolution française »: 30 F

N°12 - avril-juin 1928: Marquis de Roux: « Henri Vaugois » - Henri Longnon « La question d'Alsace » - A.-E. Kuhlmann « A quel prix garderons-nous l'Alsace ? » - Paul Courcoural « Une nouvelle Histoire de la Révolution Française »: 40 F

N°13 - juillet-septembre 1928: Léon Daudet « Ch. Maurras, journaliste et prosateur » - Eugène Rouvrou « Formation et caractères des grands impérialismes modernes » - René Groos « La réaction nationale contre le socialisme » - René Fredet « La constitution anglaise » - Ch. Maurras « L'Angleterre est une île »: 40 F

N°14 - octobre 1928: Henri Mazet « le souvenir de Marius André » - Marius André « Mistral journaliste et ses collaborateurs » - André Rous-

seaux « Les classiques du romantisme, Stendhal et Mérimée, Balzac, Sainte-Beuve, Gérard de Nerval, Baudelaire » - Eugène Rouvrou « Formation des grands impérialismes (suite) » - Jean Héritier « La Tour d'Auvergne »: 40 F

N°16 - avril 1929: Ernest Perrot « Cause de la ruine du monde antique: l'étatisme » - René Gillouin « Le malaise alsacien » - B. Dussane « Molière » - Henri Longnon « Blanche de Castille » - Gaston Poulain « S.E. le Cardinal de Cabrières »: 30 F

La Revue hebdomadaire, (revue nationaliste proche des thèses d'Action française mais publiée avec le soutien occulte de l'Ambassade d'Italie), année 1933 complète, 52 numéros, pris à nos bureaux: 120 F (pour un envoi par la poste, nous consulter)

Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges - (Sixième année, n°6, juillet 1934), Georges Cantecor fondateur, H. Boegner gérant: A. Rivaud: réflexions sur l'enseignement - L. Dunoyer: Le Cercle en 1933-1934 - A. Joussain: La démocratie et l'histoire. 39 pages: 25 F

Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges - (Nouvelle série, troisième année, n°3 - octobre 1956): In memoriam Albert Rivaud et René Brécy - A. Jous-sain: Psychologie du révolutionnaire - A. Albaret: Les enseignements pontificaux sur l'éducation - A. Conquet et H. Boegner: L'exemple de l'Amérique - Chronique du cercle...: 25 F

Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges - Nouvelle série, sixième année, n°3-4 - décembre 1959: Hommage à Daniel Halévy - Henri Boegner: Le régionalisme et la réforme de l'enseignement - Lectures: Gilbert Maire, Henri Charlier: 25 F

Cahiers du Cercle Proudhon, derniers exemplaires neufs de la réédition en fac-similé de 1976 de cette revue parue en 1912-1913, prix au 1er oct. 1986: 225 F.

Union des Corporations Françaises n°20 (novembre 1943): 30 F

« Restauration Nationale », bulletin ronéoté, décembre 1965, n°19: « La nuit la plus longue du gaullisme »: 10 F, février 1965, n°14: « Weygand »: 10 F 4, octobre 1966, n°23: « U.S. go Home »: 10 F, « R.N. 16ème - La Nouvelle Action Française », n°40, janvier 1971: « XXIème congrès »: 20 F - « Restauration nationale - La Nouvelle Action Française » n°42, février 1971: 15 F

Anthinèa

N°1 Sur l'historiographie - janvier 1973: 10 F

N°6 La Presse et la Politique - mars 1974 (P. Albert, P. Miquel, V. Nguyen, A. Sauvy...): 10 F.

REVUE BI-MENSUELLE

« L'ACTION FRANÇAISE »

revue bleue

N°191 - 1er juin 1907: Le patriotisme révolutionnaire. Robert Launay; A propos du Sillon par Nel Ariès; La centralisation par Raymond de Verdillet, etc.: couverture abîmée: 26 F

N°195 - 15 août 1907: Discours de Paul Bourget à l'Institut d'A.F., Le mauvais midi (I) Ch. Maurras, etc.: 30 F

N°206 - 15 janvier 1908: Le 1er janvier, l'Action française, journal quotidien, appel à nos amis, Lettre de cinq catholiques d'Action française au directeur du Correspondant, etc.: 30 F

N°208 - 15 février 1908: Le deuil de la Maison de France (à SM la reine de Portugal), L'Action française quotidienne, résultats de notre appel, etc.: 30 F

N°209 - 1er mars 1908: L'Action française quotidienne, après les actionnaires, les abonnés; Joseph Reinach et les officiers français, etc.: 30 F

N°218 - 15 novembre 1908: 30 F

N°221 - 15 février 1909: Influence personnelle de Louis XVI sur les arts, Henri Rousseau, Les livres, Jacques Bainville, etc.: 30 F

N°222 - 15 mars 1909: L'impudence juive et le talisman, etc., manque le dos de couverture: 26 F

N°224 - 15 mai 1909: Une nouvelle faillite de l'Etat enseignant, Katrov et le nationalisme russe, etc.: 30 F

N°227 - 15 août 1909: Notre deuxième congrès: 30 F

N°230 - 15 novembre 1909: Pour André Gaudier; La musique française, J. de la Presles; Les retraites ouvrières; les faits du mois d'octobre, etc.: 30 F

N°234 - 15 mars 1910: L'antipatriotisme et la République, Léon Monstesquiou: Un grand ministre oublié, Villerooy Pierre Visé; La question scolaire à la Chambre, etc.: 30 F

N°236 - 15 mai 1919: Veuillot journaliste et écrivain, L. Dimier, etc.: 30 F

N°238 - 15 juillet 1910: Mgr le duc d'Alençon, Ch. Maurras; La sociologie de Sorbonne (suite) Pierre Lasserre.

N°241 - 15 octobre 1910: A propos de Kiel et Tanger, la politique extérieure de la Monarchie de Juillet, J. Bainville, etc.: 30 F

N°243 - 15 décembre 1910 («L'Action française mensuelle»): «Notre troisième congrès»: 50 F

N°250 - 15 juillet 1910: Constructeurs et destructeurs, Ch. Maurras; le talmud, G. de Lafont de Savines, etc.: 30 F

N°262 - 15 juillet 1912: Politique intérieure (représentation proportionnelle et régionalisme... les questions algériennes), René de Marans, Politique extérieure (élections belges, fin du libéralisme...) J. Bainville, etc.: 30 F

N°263 - 15 août 1912: L'Angleterre et la Révolution, Gambetta et la Défense nationale; la renaissance patriotique; le statut des fonctionnaires; la faillite de la Jeune Turquie; L'empereur du Japon (J. Bainville), etc.: 30 F

N°265 - 15 octobre 1912: 30 F

N°266 - 15 novembre 1912: 30 F

N°267 - 15 décembre 1912: 30 F

N°269 - 15 février 1913: La portée d'une élection; 1813 - 1913, etc.: 30 F

N°272 - 15 mai 1913: Notes finlandaises, J. Milleret; L'équivoque du classicisme, Jean-Marc Bernard, etc.: 30 F

«L'ORDRE FRANCAIS»

série verte

N°31 - mars 1959: Ou va l'Algérie ?; L'Asie et l'Occident, S.A. le prince Buu Locet; La réforme administrative, etc.: 10 F

N°33 - mai 1959: Il y a un an, le 13 mai...: 10 F

N°35 - août-septembre 1959: Un prêtre accusé de collaboration avec le FLN s'explique: 10 F

N°36 - octobre 1959: Comment l'Occident perd la guerre froide

N°39 - janvier 1960: la subversion du droit, etc.: 10 F

N°44 - juin-juillet 1960: Les origines intellectuelles du progressisme chrétien (I), Pierre Debray: 10 F

N°47 - novembre 1960: De Gaulle prophète; Les origines intellectuelles du progressisme chrétien, etc.: 10 F

N°49 - janvier 1961: Le «Oui» de la lâcheté, etc.: 10 F

N°50 - L'Algérie et ses mythes: 10 F

N°52 - avril 1961: La rançon de la sécession: 10 F

N°53 - Enquête sur le nationalisme: 10 F

N°58 - décembre 1961: Enquête sur le nationalisme: Jean-Marie Domenach, etc.: 20 F

N°59 - janvier 1962: Légalité et légitimité, L. Daménie, etc.: 20 F

N°66 - octobre 1962: Les illusions du libéralisme politique, M. Jallut, etc.: 20 F

Série caca d'oise

N°103 - mai 1966: La démocratie libérale, M. Jallut, La Technocratie, carrefour de la subversion II Saint-Simon...: 10 F

N°108 - décembre 1966: Le libre examen, essence de libéralisme, M. Jallut, La Déclaration des droits de l'homme commentée par le P. de Clarivière, La technocratie carrefour de la subversion VII conclusion, L. Daménie...: 10 F

N°114 - juin 1967: La main-mise soviétique sur la Tchéco-Slovaquie, Primauté du spirituel ou primauté de l'économique...: 10 F

N°115 - juillet-août 1967: La main-mise russe sur la Pologne, L'invasion des technocrates, Le sens de l'histoire...: 10 F

série blanche

N°13 - mars 1964: La faillite du Libéralisme, M. Jallut, etc.: 10 F

N°20 - décembre 1964: Droite et gauche, M. Jallut; Thomisme et Néo-Modernisme, Louis Jugnet, etc.: 10 F

«LA VIEILLE FRANCE»

De Urbain Gohier:

Du n°1, 14/12/1916 au n°331, 7/6/1923 (il manque les n° 109, 113, 163, 64, 165, 207, 232, 234 à 243, 257 à 260, 262 à 265, 288 à 292, 299, 307 à 309, 313, 316 à 329). 283 numéros: 1200 F.

GUERRE 40

COLLABORATION

ALLARD Paul

«Ici Londres», Les éditions de France, 1942, 110 p.: 45 F

CLAUDE Georges, de l'Institut

De l'hostilité à la Collaboration, Les éditions de France, 1941, 59 p.: 50 F

DAMASE Jean

«Ici Paris», le vrai visage du Gl de Gaulle, le gl. Catroux, etc., Les éditions de France, 1942, 51 p.: 30 F

GERIGK Alfred (adaptation française de Raoul d'Ast)

Recevront tous et perd, Intrigues américaines dans les Balkans, Les éditions de France, 1942, 123 p.: 20 F

HENRIOT Philippe

Carnets secrets de Jean Zay, Editions de France, 1942, 91 p.: 45 F (voir l'importance de ces carnets dans le Dictionnaire de Coston).

MARIAT Jean

Prisonnier en Allemagne, Editions de France, 1941, 112 p.: 20 F

GUITYRY Sacha

Quatre ans d'occupation, L'Elan 1947, 556 p.: 45 F

Revue «Réalisme» («maréchalisme»), n°16 du 15 août 1949, n°58 du 15 mai 1951, n°59 du 1er juin 1951, n°62 du 15 juillet, n°63 du 1er août 1951 32 p.: 15 F chaque ou 50 F les 5.

«REALISME»

N°16 du 15/8/49, n°58 du 15 mai 1951, n°59 du 1er juin 1951, n°62 du 15 juillet 1951, n°63 du 23/7/51. Le lot: 45 F.

LIVRES D'HISTOIRE

COLLECTION FAYARD

Chaque volume est présenté sous la couverture vernie bien reconnaissable. Certains (que nous signalons) sont toilés, cartonnés rigide, ou cartonnés souple. Les prix indiqués ci-dessous ne sont valables que dans la limite des stocks disponibles.

BOUARD Michel de

Guillaume le conquérant, 1984, 485 p.: 98 F

CARMONA Michel

Marie de Médicis, 1981, 635 p.: 105 F

La France de Richelieu, 1984, 463 p.: 98 F

Richelieu, l'ambition et le pouvoir, 1983, 783 p.: 140 F

CHEVALIER Pierre

Louis XIII, 1979, 696 p., broché: 130 F - reliure carton: 150 F

CIZEK Eugène

Néron, 1982, 474 p.: 95 F

CLOT André

Soliman le magnifique, 1983, 469 p.: 89 F

CLOULAS Ivan

Catherine de Médicis, 1981, 708 p.: 124 F (un exemplaire soldé à 80 F)

Henri II, 1985, 691 p.: 150 F

Laurent le magnifique, 1983, 421 p.: 89 F

CORVISIER André

Louvois, 1983, 558 p.: 110 F

CRETE Liliane

Coligny, 1985, 540 p.: 150 F

DESSERT Daniel

Fouquet, 1987, 405 p., cartonné souple: 99 F

DUMONT Georges-Henri

Marie de Médicis, 1982, 367 p.: 85 F

DUQUESNE Jacques

Saint-Eloi, 1985, 233 p.: 69 F

FAURE Paul

Ulysse le Crétois, 1980, 406 p.: 82 F

Alexandre, 1985, 579 p.: 135 F

FAVIER Jean

François Villon, 1982, 540 p.: 98 F

La guerre de cent ans, 1981, 678 p.: 98 F - cartonné rigide: 120 F

GALL Lothar

Bismarck, 1984, 845 p.: 160 F

GAXOTTE Pierre

Frederick II, 1982, 452 p.: 95 F

HEERS Jacques

Machaut, 1985, 459 p.: 98 F

Marcus Polo, 1983, 371 p.: 89 F

JACQUARD Jean

Bayard, 1987, 396 p.: 110 F

François Ier, 1981, 440 p., cartonné rigide:

120 F

LABANDE-MAILLEFERT Yvonne

Charles VII, 1986, 512 p.: 120 F

LEVER Evelyne

Louis XVI, 1985, 695 p.: 150 F

MURRAY KENDALL Paul

Louis XII, 1976, 584 p.: 98 F

Warwick le faiseur de rois, 1981, 442 p.: 92 F

Richard II, 1979, 447 p.: 92 F

MIQUEL Pierre

Les guerres de religions, 1980, 596 p.: 92 F,

cartonné rigide: 120 F

MURAT Inès

Napoléon et le rêve américain, 1976, 331 p.:

80 F

NOEL Léon

Talleyrand, 1975, 251 p.: 78 F

PERNOUD Régine

Les hommes de la Croisade, 1982, coédition

Tallandier: 69 F

PETITFILS Jean-Christian

Le Régent, 1986, 727 p.: 160 F

POULAIN Claude

Jacques Coeur, 1982, 393 p.: 96 F

QUILLET Bernard

Louis XII, 1986, 518 p.: 140 F

RICHE Pierre

Guibert d'Anjou, 1987, 333 p., cartonné

souple: 110 F

SASSIER Yves

Henri de Navarre, 1987, 357 p., cartonné souple:

98 F

SOURNIA Jean-Charles

Blaise de Montluc, 1981, 447 p.: 95 F

TULARD Jean

Napoléon, 1980, 496 p.: 92 F

GRAVURE

Comte de Chambord. Jolie lithographie sur chine, bien encadrée, mais quelques mouillures (fin 19e), 25 x 30 cm: 400 F.

Bon d'achat: 10 F

Pour toute commande

passée avant

le 11 mars 1987

LIBRAIRIE GENERALE

Certains de ces livres ne sont disponibles qu'en un seul exemplaire (livres épuisés chez l'éditeur), ou un seul exemplaire à ce prix (augmentation chez l'éditeur). Si nous ne pouvons pas vous servir aux conditions de ce catalogue, votre chèque vous sera retourné.

- ANDREU Pierre
Le rouge et le blanc, 1928-1944, La Table Ronde, 1977, 241 p.: 61 F
Vie et mort de Max Jacob, La Table Ronde, 1982, 318 p.: 88 F
Georges Sorel, entre le noir et le rouge, Syros, 1982, 312 p.: 78 F
- APOSTOLIDES Jean-Marie
Le roi-machine, spectacle et politique au temps de Louis XIV, Minuit, 1981, 164 p.: 48 F
- ARAS Daniel
La quillotine et l'imaginaire de la Terreur, Flammarion, 1987, 213 p.: 95 F
- ARENDT Hannah
L'impérialisme, Fayard, 1982, 350 p.: 89 F (le même en collection Points-Seuil 1984: 35 F)
Vies politiques, Gallimard, 1986, 328 p.: 40 F
- ARIES Philippe
Essais sur l'histoire de la mort en occident du Moyen Age à nos jours, Points-Seuil, 1977, 237 p.: 24 F
L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime, Points-Seuil, 1975, 316 p.: 29 F
Histoire des populations françaises, Points-Seuil, 1971, 412 p.: 33 F
L'homme devant la mort, Seuil, 1977, 641 p.: 114,50 F
- ARON Jean-Paul
Les modernes, Gallimard, 1984, 313 p.: 75 F
- ASSOULINE Pierre
Jean Jaurès, 1859-1914, un homme d'influence, Balland, 1986, 375 p.: 119 F
- AUCANTE Marieke et Pierre
Les braconniers, mille ans de chasse clandestine, Aubier, 1983, 287 p.: 69 F
- BADER Luigi
Le comte de Chambord, DUC, album de photos, reliure pleine toile bleue, frappée des armes d'Henri V, 180 p.: 270 F
- BALLANCHE Pierre Simon
Le vieillard et le jeune homme, Garnier, 1981, 157 p.: 84 F
- BARREAU Jean-Claude
Que vive la France !, Albin Michel, 1985, 190 p.: 59 F
- BASTAIRE Jean
Pauvre tel qu'on l'ignore, textes choisis et présentés par J.B., idées-Gallimard, 1973, 268 p.: 23 F
- BECHARD Jean
BECCO Béatrice
Don Juan des forêts, roman, Grasset, 1983, 155 p.: 42 F
- Maurice Barrès et le Parlement de la Belle Epoque, Plon 1987, 218 p.: 80 F
- BEJIN André (sous la direction de)
Racisme, antiracisme, Méridiens Klincksieck, 1986, 326 p.: 130 F
- BELLON Bertrand
Le pouvoir financier et l'industrie en France, Seuil, 1980, 270 p.: 65 F
- BEN JELLOUN
Les poètes sont morts de leurs blessures, poèmes, Points-Seuil, 31 F
- BERCE Yve-Marie
Croquants et nu-pieds, Coll. Archives 1974, 240 p.: 36 F
- BERGERON Francis et Philippe VILGIER
Les droites dans la rue, nationaux et nationalistes sous la IIIème République, album de photos, DMM, 1985, 175 p.: 240 F
- Les héros de l'Alcazar, CFH 1987: 80 F
Le Goulag avant le Goulag, Cices, 1987:
Paris by Night, guide de l'homme de droite à Paris, Trident 1987: 50 F
- BENOIST Jean-Marie
Tyrannie du logos, Minuit, 1975, 187 p.: 30 F
La génération sacrificielle, Denoël 1980: 38 F

- BENOIST-MECHIN
L'Autre l'Africain, ou le rêve immolé, Perrin, 1981, 485 p., reliure skyvertex, nbreuses photos: 75 F
- BERNANOS Jean-Loup
G. Bernanos à la merci des passants, Plon 1986, 506 p.: 160 F
Bernanos aujourd'hui, en collaboration avec Luc Balmont, Nouvelle Cité 1987, 178 p.: 98 F
- BERNANOS Michel
Les nuits de Rochemaure, Le Rocher, 1987, 160 p.: 65 F
Ils ont déchiré son image, Librairie bleue, 1986, 60 p.: 40 F
- BERTIN Francis (avec Nicolas Baby)
Politique au lycée ?, Beauchesne, 1970, 117 p.: 35 F
- BESANCON Alain
Les origines intellectuelles du leninisme, Calmann-Lévy, 1977, 327 p.: 59 F
La conclusion des langues, la crise idéologique de l'Eglise, Calmann-Lévy, 1978, 163 p.: 42 F
- BLACHE Noël
L'insurrection du Var de 1851, La Table Rase, 1983, 171 p.: 70 F
- BLESKINE Hélène
Châtelet-les Halles, roman, Grasset, 1982, 173 p.: 42 F
Les mots de ruse, roman, Hallier, 1978, 130 p.: 29 F
- BLOY Léon
L'âme de Napoléon, Gallimard, 1983, 83 p.: 16 F
Le désespoir, 10-18, 1983, 439 p.: 35 F
Essai des lieux communs, Idées, 1973, 446 p.: 25 F
La femme pauvre, Folio, 1980, 430 p.: 24 F
Histoire désobligeante, 10-18, 1983, 468 p.: 35 F
Le salut par les juifs, 10-18, 1983, 307 p.: 33 F
- Sœur de sang, Folio, 1972, 286 p.: 13 F
- BLUCHE François
La vie quotidienne au temps de Louis XVI, Hachette, 1980, 396 p.: 78 F
- BLUCHE Frédéric
Septembre 1793, logiques d'un massacre, Lafont 1986, 268 p.: 89 F
Danton, Perrin, 1984, 490 p., reliure skyvertex: 110 F
- BONNEFIN Aimé
Sacre des rois de France, 1982, 239 p.: 90 F
- BONIFAY Jean-Marie
Nature de la science politique dans l'œuvre de Jacques Maritain, Atalpa 1969, 62 p.: 30 F
- BORDONOVE Georges
Hugues Capet, Pygmalion, 322 p.: 85 F
Louis XIV, Pygmalion 1983, 316 p.: 69 F
Saint Louis: 85 F
François Ier: 85 F
- BOTHOREL Jean
Un prince, essai sur le pouvoir ordinaire, Grasset, 1981, 160 p.: 20 F
- BOUBEKER Ahmed et Nicolas BEAU
Chroniques mémoires, Moreau, 1986, 212 p.: 69 F
- BOUDOT Pierre
Au commencement était le verbe, Grasset, 1980, 180 p.: 44 F
- BOUKOVSKY Vladimir
Cette lancinante douleur de la liberté, Pluriel, 1982, 253 p.: 26 F
- BOURIN Jeanne
Le grand feu, La Table Ronde, 1985, 446 p.: 95 F
- BRAUDEL Fernand
Essais sur l'histoire, Champs, 1984, 314 p.: 32 F
- BRIGOLEUX Bernard
C.E.E., voyage en Europe, Moreau, 1986, 282 p.: 99 F
- BROGLIE Gabriel de
Le français, pour qu'il vive, Gallimard, 1986, 285 p.: 110 F
- BROYELLE Claudie et Jacques
Les illusions rétrogrades, Sartre à toujours raison contre Camus, Grasset, 1982, 334 p.: 69 F

- Apocalypse Mao, Grasset, 1980, 296 p.: 55 F
- BRUAIRE Claude
La raison politique, Fayard, 1974, 266 p.: 76 F
- BRULLER Jacqueline
Entretiens avec Vladimir Volkoff, L'exil est ma patrie, Le Centurion, 1982, 224 p.: 68 F
- CALVI Fabrizio
Comrade P.38, document, Grasset 1982, 250 p.: 56 F
- CARRERE D'ENCAUSSE Hélène
Le grand frère, Flammarion, 1983, 371 p.: 85 F
Staline, l'ordre par la terreur, Champs 1979, 292 p.: 32 F
- CARTAPANIS André
Instabilité des taux de change et déséquilibre international, le cas français, Calmann-Lévy, 1984, 291 p.: 89 F
- CASTAN N et Y
Vivre ensemble, ordre et désordre en Languedoc, XVIIe - XVIIIe siècles, Collection Archives, 1981, 280 p.: 55 F
- CASTORIADIS Cornélius
Devant la guerre, les réalités, Livre de Poche, 1983, 316 p.: 30 F
- CERNY Philip G.
Un politique de grandeur, Ch. de Gaulle, préface de M. Jobert, Flammarion, 1986, 338 p.: 120 F
- CASTRIES duc de
La Fayette, Tallandier, 1981, 513 p.: 78 F
Mirabeau, Fayard, 1974, 591 p.: 92 F
Rois et Reines de France, Tallandier, 1979, album 349 p.: 130 F
La Terreur blanche, l'épuration de 1815, Perrin, 1981, 280 p.: 72 F
- CAZELLES Raymond
Le duc d'Angoulême, Tallandier, 1984, 490 p.: 98 F
- CAZENAVE Michel
La science et l'âme du monde, Imago, 1983, 197 p.: 82 F
- CENDRARS Blaise
L'or, Folio, 1982, 167 p.: 14 F
Rhum, Poche 1983, 183 p.: 18 F
- CHAFFANJON Arnaud
L'année princière dans le monde 1886, Denoël 1985, album de photos: 178 F
L'année princière dans le monde 1887, avec un cahier spécial consacré aux Capétiens, Denoël 1987: 180 F
- CHALAMOV Varlam
L'homme irani, Korymb III, Maspéro 1982, 375 p.: 73 F
- CHARBONNEL Jean
Edmond Michelet, Beauchesne 1987, 294 p.: 120 F
- CHARETTE Gilbert
Le chevalier Charette, roi de la Vendée, Salmon, 1983, 286 p.: 90 F
- CHANGY Hugues
Le soulèvement de la duchesse de Berry, 1820, DUC, 1986, 250 p.: 115 F
- CHAUNU Pierre
De l'histoire à la prospective, Lafont 1975, 398 p.: 45 F
Le temps des réformes, 1250-1550, Fayard, 1975, 570 p.: 105 F
Ce que le croit, Grasset, 1982, 261 p.: 55 F
La France, Laffont, 1982, 389 p.: 65 F (en collection Pluriel: 41 F)
Histoire et décadence, Perrin, 1982, 356 p.: 70 F
La mémoire et le sacré, Pluriel, 1979, 351 p.: 34 F
- CHEVALLIER Pierre
La séparation de l'Eglise et de l'Ecole, Jules Ferry et Léon XIII, Fayard, 1981, 485 p.: 105 F
- CHESTERTON Gilbert Keith
Father Brown, détective du Bon Dieu, NRF, 1975, 479 p.: 96 F
- Le poète et les linguistes, Gallimard, 1982, 250 p.: 27 F
- Le défenseur, L'Age d'Homme, 1982, 142 p.: 45 F
- Hérétiques, Coll. Idées, 1979, 308 p.: 25 F

Le nomme Jeudi, Folio, 1978, 248 p.: 18 F
Le scandale du père Brown, L'Age d'Homme, 1982, 168 p.: 65 F
La sphère et la Croix, L'Age d'Homme, 1981, 218 p.: 75 F
Survivant, L'Age d'Homme, 1981, 189 p.: 75 F
William Blake, Oswald, 1982, 170 p.: 60 F
Le retour de Don Quichotte, L'Age d'Homme, 1983, 199 p.: 78 F
CHIRON Yves
Edmond Burke et la Révolution française, Téqui, 1987, 189 p.: 54 F
CICUREL Michel
La France quand même, Laffont, 1983, 320 p.: 75 F
CLAVEL Maurice
Critique de Kant, Flammarion, 1980, 646 p.: 135 F
Dieu est Dieu, Nom de Dieu !, Poche, 1977, 220 p.: 17 F
Irène ou la Résurrection, théâtre, Hallier, 1976, 214 p.: 37 F
Les paroissiens de Palente, Poche, 1976, 413 p.: 22 F
La perte et le fracas, roman, Flammarion, 1971, 246 p.: 40 F
Qui est allé ? Champs, 1979, 270 p.: 32 F
Nous l'avons tous tus, ou ce j'ai de Socrate, Seuil, 1977, 341 p.: 78 F
CLEMENT Olivier
Sources, les mystiques chrétiens des origines, textes et commentaires, Stock, 1982, 345 p.: 99 F
L'esprit de Soljenitsyne, Stock, 1974, 379 p.: 40 F
Le visage intérieur, Stock, 1978, 272 p.: 50 F
Questions sur l'homme, Stock, 1976, 221 p.: 44 F
La révolte de l'esprit, Stock, 1979, 434 p.: 59 F
CLERY
Journal de ce qui s'est passé à la Tour du Temple, pendant la captivité de Louis XVI, Mercure de France, 1987, 256 p.: 129 F
CLOUSCARD Michel
Le capitalisme de la séduction, Ed. Sociales, 1981, 248 p.: 75 F
COBBAN Alfred
Le sens de la Révolution française, Julliard, 1984, 220 p.: 65 F
CODOU Roger
Le cauchemar, mémoires d'un communiste, 1925-1982, Maspéro, 1982, 241 p.: 68 F
COHEN Samy
La monarchie nucléaire, Hachette, 1986, 271 p.: 98 F
COIGNY Aimée de
Journal, Perrin, 1981, 276 p.: 59 F
COLLI Jean-Claude
Les énergies nouvelles, Fayard, 1979, 286 p.: 59 F
COLOBANI Jean-Marie
L'Idole calédonienne, 1985, 192 p.: 88 F
COSTON Henry
Dictionnaire de la politique française, relié toile rouge, Vol 1, 1979, 1088 p.: 240 F - Vol 2, 1980, 782 p.: 240 F - Vol 3, 1982, 735 p.: 240 F - Vol 4, 1979, 742 p.: 240 F, Les 4 volumes ensembles: 864 F
COUTANT de SAISSEVAL Guy
La légitimité monarchique, le droit royal historique, Christian, 1986, 204 p.: 155 F
COWPER POWYS John
L'art du bonheur, L'Age d'Homme, 1984, 167 p.: 65 F
DAIX Pierre
Claopatra, Mengès, 1981, 289 p.: 58 F
DANIEL Jean
L'ère des ruptures, Grasset, 1979, 330 p.: 59 F
DARDAUD Gabriel
Trente ans au bord du Nil, un journaliste dans l'Égypte des derniers rois, Lieu Commun, 1987, 216 p.: 95 F
DARMON Pierre
Mythologie de la femme dans l'Antienne France, Seuil, 1983, 221 p.: 60 F
DAUJAT Jean
L'ère du papier, Téqui, 1984, 141 p.: 39 F
DAVESNES Jean-Clair
Le bonheur des Capétiens, DMM, 1987, 267 p.: 32 F

DESBASSAYNS Henry Paulin Panon
Voyage à Paris pendant la Révolution, 1790-1792, journal d'un habitant de l'île Bourbon, Perrin, 1986, 415 p., reliure skyvertex: 120 F
DEBRAY Régis
La puissance et les rêves, Gallimard, 1984, 307 p.: 75 F
Les Empires contre l'Europe, Gallimard, 1985, 359 p.: 110 F
L'espérance et le punaisoir, Moreau, 1980, 180 p.: 20 F
DECHERF Dominique
L'insitution de la Monarchie dans l'esprit de la Ve République, LGDJ, 1979, 320 p.: 110 F
DEDET Christian
Le soleil pour la soif, roman, Julliard, 1978, 302 p.: 25 F
La Cassie, roman, La Table Ronde, 1972, 270 p.: 20 F
DELAROCHE Philippe
Journaux, quelqu'un venir, roman, Mazarine, 1985, 340 p.: 79 F
DELACAMPAGNE Christian
L'invention du racisme, Antiquité et Moyen Age, Fayard, 1983, 353 p.: 89 F
DENIAU Jean-François
La francophonie, Que sais-je ?, 1983, 20 F
Deux heures après minuit, dans les maquis de la liberté, Grasset, 1985, 235 p.: 89 F
DEON Michel
Les 20 ans du jeune homme vert, Folio, 1981, 573 p.: 21 F
DESIGNES Michel
Demain, la participation, au-delà du capitalisme et du marxisme, Plon, 1978, 251 p.: 48 F
DISPOT Laurent
Manifeste archaïque, Grasset, 1986, 388 p.: 110 F
DOLLE Jean-Paul
Voie d'accès au plaisir, la métaphysique, Grasset, 1974, 245 p.: 54 F
Le mythe, roman, Grasset, 1974, 214 p.: 49 F
Vera Semproni, roman, Grasset, 1983, 215 p.: 62 F
Monsieur le Président, il faut que le vous dise, Lieu Commun, 1983, 155 p.: 59 F
Haine de la pensée, Hallier, 1976, 170 p.: 35 F
Danser maintenant, Grasset, 1981, 189 p.: 44 F
L'odeur de la France, Grasset, 1977, 114 p.: 47 F
DOMBROVSKI Iouri
La fausse de l'urille, Albin Michel, 1979, 445 p.: 55 F
Le conservateur des antiquités, Julliard, 1979, 298 p.: 45 F
DOMENACH Jean-Marie et Michel de CERTEAU
Approches de la modernité, Elipses, 1986, 208 p.: 95 F
Le christianisme éclaté, Seuil, 1974, 118 p.: 21 F
Le retour du français, Points-Seuil, 1973, 296 p.: 17 F
Ce que le crois, Grasset, 1978, 281 p.: 60 F
DUBY Georges
Le procès de Jeanne d'Arc, (présenté par G.D.) Collection Archives, 1973, 245 p.: 38 F
La fin des temps, Terreur et prophéties au Moyen Age, (préface de G.D.) Stock, 1982, 231 p.: 69 F
Guillaume le Maréchal, ou le meilleur chevalier du monde, Fayard, 1984, 189 p.: 69 F
Le dimanche de Bouquins, Folio, 1985, 370 p.: 36 F
Le Moyen-Age, Album illustré de l'Histoire de France Hachette 1987: 290 F
DUCHATEAU Jean
Mourir à l'Élysée, Calmann-Lévy, 1986, 263 p.: 79 F
DUCHET-SUCHAUX G.
Les rois de France, album du Millénaire, La-vauzelle 1987, 108 p.: 190 F
DULONG Claude
Anne d'Autriche, Folio, 1985, 523 p.: 52 F
DUMAS Alexandre
Louis-Philippe, Orban, 1981, 424 p.: 85 F
DUMAS-de MASCAREL Bertrand
Le pardon d'un Libanais, roman, AJAF, 1981, 120 p.: 45 F
DUMONT Georges-Henri
Mont de Bourgoigne, Marabout, 1985, 366 p.: 32 F

DUMONT Jean
L'Écriture au risque de l'Histoire, Critérian, 1981, 413 p.: 85 F
DUMONT René
L'Afrique noire est mal partie, Points-Seuil, 1978, 250 p.: 19 F
DUMONT René et Marie-France Mottin
L'Afrique étranglée, Seuil, 1980, 264 p.: 50 F
Le mal-développement en Amérique latine, Seuil, 1981, 282 p.: 55 F
DUMOUCHET Paul
Colloque de Cerisy, Violence et vérité, autour de René GIRAUD, Collectif, sous la direction de P.D., Grasset, 1985, 613 p.: 250 F
DUPUY Jean-Pierre
La trahison de l'opulence, PUF, 1976, 256 p.: 98 F
Ordre et Désordre, Seuil, 1982, 278 p.: 80 F
René Girard et le problème du mal, recueil de textes, Grasset, 1982, 332 p.: 89 F
DUTOURD Jean
Henri ou l'éducation nationale, Flammarion, 1983, 315 p.: 65 F
ECO Umberto
Le nom de la rose, Grasset, 1987, 548 p.: 120 F
ELLUL Jacques
Changer de révolution, l'indéfectible prolétariat, Seuil, 1982, 290 p.: 69 F
Ce que le crois, Grasset, 1987, 291 p.: 88 F
ERDMANN Paul
La panique de 89, roman américain, Grasset, 1987, 297 p.: 98 F
ERLANGER Philippe
Charles VII et son mystère, Perrin, 1979, 405 p., reliure skyvertex: 68 F
Le régent, 1986, 376 p.: 33 F
EVDOKIMOV Paul
Gogol et Dostoïevski, Desclée de Brower, 1984, 298 p.: 82 F
FAGES Jean-Baptiste
Comprendre René Girard, Privat, 1982, 176 p.: 60 F
FAILEVIC Maurice et J.-D. de la ROCHEFOUCAULD
1788, les révolutions pour une propriété personnelle, préface d'Albert Soboul, Ed. Sociales, 1978, 301 p.: 45 F
FARGE Arlette et Michel FOUCAULT
Le désordre des familles, lettres de cachet des archives de la Bastille, Collection Archives, 1982, 362 p.: 65 F
FARGIER Jean-Paul
Les bons à rien, roman sur la nouvelle droite, Presses d'aujourd'hui, 1980, 228 p.: 49 F
FARIAS Victor
Heidegger et le nazisme, Verdier, 1987, 335 p.: 125 F
FAYARD Jean-François
Des enfants sans Histoire, le livre blanc de l'enseignement de l'Histoire, enquête, Perrin, 1984, 256 p.: 80 F
FEUTO François
L'héritage de Lénine, Poche, 1977, 630 p.: 32 F
Mémoires de Budapest à Paris, Calmann-Lévy, 1986, 317 p.: 140 F
FIECHTER Jean-Jacques
Un diplomate américain sous la Terreur, les années européennes de Gouverneur Morris, 1789-1798, Fayard, 1983, 460 p.: 98 F
FONTAINE André
Histoire de la guerre froide, 1950-1963 Points Seuil, 1983, 2 tomes: 70 F
FOURNIER Elie
Tureau et les colonnes infernales, Albin Michel, 1985, 265 p.: 88 F
FORREST Alan
La Révolution française et les œuvres, Perrin, 1986, 283 p.: 135 F
FREDERIC Louis
Akbar, le Grand Moghol, Denoël, 1985, 422 p.: 118 F
FROSSARD André
Navez plus peur, dialogue avec Jean-Paul II, Laffont, 1982, 373 p.: 68 F 50
FURET François
Terrorisme et démocratie, en collaboration, Fayard, 1985, 226 p.: 69 F
Penser la Révolution française, Folio, 1985, 316 p.: 28 F

La Révolution française, en collaboration avec Denis Richet, Pluriel, 1986, 544 p.: 58 F

GAILLARD Jean-Michel

Tu seras président, mon fils, Ramsay, 1987, 248 p.: 98 F

GALBRAITH John Kenneth

La voix des daimons, ou ce qu'ils ont à nous dire sur l'économie, Idées, 1984, 121 p.: 27 F

GALEANO Eduardo

Les venes ouvertes de l'Amérique latine, Terre Humaine-Plon, 1981, 467 p. relié, plainte toile: 100 F

GALLOIS Pierre-Marie

Le renoncement. De la France défendue, à l'Europe protégée, Plon, 1977, 278 p.: 60 F

GAUDARD Jean-Pierre

Les danseuses de la République. Que fait l'Etat de votre argent ?, Belin, 1984, 264 p.: 69 F

GEREMEK Bronislaw

Les marginaux parisiens aux XIV^e et XV^e siècles, Flammarion, 1976, 253 p.: 75 F

GERMAIN-THOMAS Olivier

La tentation des Indes, Plon, 1980, 380 p.: 65 F

Soleils de cendre, roman sur la guerre d'Algérie, Albin Michel, 194 p., 1979: 35 F

Les rats capotés, la trahison du gaullisme par Pompidou, Chirac, etc., Hallier, 1978, 135 p.: 19 F

GIBOURY Jacques

La reine de paille, roman historique: un gentilhomme veut sauver la reine Marie-Antoinette..., Pygmalion, 1985, 315 p.: 85 F

GIESBERT Franz-Olivier

Jacques Chirac, Seuil 1987, 446 p. 125 F (un ex. soldé 80 F)

GIESEY Ralph

Le roi ne mourut jamais, étude du cérémonial de l'enterrement des rois de France de Charles VI à Henri IV, Flammarion 1987, 352 p.: 165 F

GIONO Jean

Angelo, Folio, 248 p.: 17 F

GIRARD René

Le bouc émissaire, Grasset, 1982, 298 p.: 79 F (en poche: 37 F)

Des choses cachées depuis la fondation du monde, Grasset, 1983, 492 p.: 114 F (en poche: 44 F)

Critique dans un souterrain, Poche, 1983, 250 p.: 26 F

Mensonge romantique et vérité romanesque, Pluriel, 1983, 351 p.: 37 F

La violence et le sacré, Pluriel, 1983, 535 p.: 41 F

La route antique des hommes pervers, le cas de Job, Grasset, 1985, 248 p.: 98 F

GIRAULT de COURSAK Paul et Pierrette

Enquête sur le procès du roi Louis XVI, La Table Ronde, 1984, 657 p.: 190 F

GIVET Jacques

Le cas Vergès, Lieu Commun, 1986, 192 p.: 79 F

GLUCKSMANN André

Descartes, c'est la France, Flammarion 1987, 295 p.: 95 F

Les maîtres penseurs, Grasset, 1977, 320 p.: 68 F

La force du verbe, Grasset, 1984, 332 p.: 79 F

La bêtise, Grasset, 1985, 270 p.: 85 F

GMELINE Patrick de

La duchesse d'Uzes, Perrin, 1986, 401 p., reliure skyvertex: 150 F

GONCOURT Edmond et Jules de

Maria-Antoinette, Orban, 1983, 346 p.: 79 F

GOUVERT Pierre

Une quotidienne des paysans français au XVIII^e siècle, 1982, 320 p.: 65 F

GOUSTINE Luc de

Barlot et Teresa, roman, Critérium, 1986, 142 p.: 55 F

10 mai 1968, théâtre, Seuil, 1968, 62 p.: 1 F

Le Topin de la Mariote, ou la bonne cuisine en Limousin, recettes de cuisines recueillies par Françoise de Goustine, 1986, 315 p.: 125 F

Mystique ouvrière et tradition hermétique, le Christ de Tula, Dervy, 1986, 333 p.: 150 F

GRANSTEDT Ingmar

L'imposant industrielle, Seuil, 1980, 248 p.: 66 F

GRENDL Frédéric

Raymond Barre, Deforges 1987, 140 p.: 59 F

Palme, roman, Flammarion, 1983, 336 p.: 70 F

Le traité de paix, suivi de La Controverse

Flammarion, 1985, 261 p.: 85 F

GREY Marina

Hubert, le «petit Duchesne» agent royaliste, Perrin, 1983, 385 p., reliure skyvertex: 100 F

GRUBINE André

L'état d'urgence, Flammarion, 1983, 226 p.: 70 F

GUERDAN René

François 1^{er}, Flammarion, 1976, 480 p., reliure pleine toile: 130 F

GUERIN Michel

Nietzsche, Socrate héroïque, Grasset, 1975, 364 p.: 65 F

Lettres à Wolf, ou la Réception, Grasset, 1976, 217 p.: 49 F

GUILLEBAUD Jean-Claude

Les années orphelines, 1860-1870, Seuil, 1978, 108 p.: 40 F

L'ancienne comédie, roman, Seuil, 1984, 221 p.: 72 F

GUN Nerin

Les secrets des archives américaines, ni de Gaulle, ni Thoreau, Albin Michel, 1983, 346 p.: 79 F

GUTH Paul

Saint-Louis, Mengès, 1980, 220 p.: 48 F

HAGEGE Claude

L'homme de paroles, contribution linguistique aux sciences humaines, Fayard, 1986, 314 p.: 95 F

HALDA Bernard

Bernanos ou la foi militante et déchirée, Téqui, 1980, 186 p.: 35 F

Bernanos ou le scandale de croire, Centurion, 1965, 174 p.: 25 F

HALLIER Jean-Edern

Lettre ouverte au coin froid, Albin Michel, 1979, 184 p.: 33 F

Bréviaire pour une jeunesse déracinée, Albin Michel, 1982, 209 p.: 45 F

L'enlèvement, Pauvert, 1982,, 183 p.: 60 F

La cause des peuples, Poche, 1974, 349 p.: 14 F

Les aventures d'une jeune fille, 10-18, 1974, 315 p.: 11 F

HAMON Léo

Socialisme et pluralité, Idées, 1976, 475 p.: 25 F

HAMON Hervé et Patrick ROTMAN

L'effet Rocard, Stock, 1980, 353 p.: 49 F

HEIDEGGER

Heidegger et la question de Dieu, ouvrage collectif, Grasset, 1980, 344 p.: 91 F

HERUBEL Michel

Charles VII, Orban, 1981, 387 p.: 63 F

Gilles de Rais, Perrin, 1982, 378 p.: 75 F

HOLLENDER Jean-Pierre

L'étranger dans la ville, roman, 1978, 280 p.: 40 F

HOSTACHE René

De Gaulle 1944, victoire de la légitimité, Plon, 1978, 222 p.: 38 F

ILICH Ivan

Le chômage créateur, Seuil, 1977, 89 p.: 40 F

La convivialité, Points-Seuil, 1975, 158 p.: 20 F

Energie et équité, Seuil, 1975, 89 p.: 49 F

Le genre vernaculaire, Seuil, 1983, 250 p.: 69 F

Libérer l'avenir, Seuil, 1971, 187 p.: 55 F

Nécessité médicale, l'expropriation de la santé, Seuil, 1975, 213 p.: 55 F

Le travail fantôme, Seuil, 18-981, 161 p.: 55 F

Une société sans école, Points-Seuil, 229 p.: 23 F

JACQUARD Albert

Eloge de la différence, la génétique et les hommes, Points-Seuil, 1981, 220 p.: 24 F

L'héritage de la liberté, de l'animalité à l'humanité, Seuil, 1988, 210 p.: 65 F

Inventer l'homme, Complexe, 1984, 183 p.: 65 F

Moi et les autres, initiation à la génétique, Virgule-Seuil, 1983, 137 p.: 21 F

JALLUT Maurice

Qui va la République ? La France à la recherche de sa constitution, Prévoist, 1967, 138 p.: 45 F

JAMBET Christian

Apologie de Platon, Grasset, 1976, 249 p.: 54 F

JAMBET et LARDREAU Guy

Le Monde, Grasset, 1978, 281 p.: 62 F

JEAN-PAUL II

Discours du 2 octobre 1979 à l'ONU, Centurion, 1979, 46 p.: 8 F

JEROME Jean

La part des hommes, souvenirs sur le Parti communiste, Acropole, 1983, 228 p.: 75 F

JOBERT Michel

Vivre l'Europe libre, en collaboration, Ramsay, 1984, 206 p.: 69 F

Les Américains, Albin Michel 1987, 219 p.: 89 F

JOFFRIN Laurent

La gauche en voie de disparition, Seuil, 1984, 260 p.: 79 F

JULLIAN Marcel

Debt de vocabulaire, Grasset, 1978, 309 p.: 65 F

La télévision libre, Idées, 1981, 212 p.: 17 F

Le maître de Honnig, roman, La Table Ronde, 1980, 215 p.: 45 F

JULLIARD Jacques

Fernand Peloutier et les origines du syndicalisme d'action directe, Seuil, 1971, 556 p.: 70 F

JUNGER Ernst

Jardins et routes, pages de journal 1939-1940, traduction M. Betz, Plon, 1942, 244 p.: 75 F (en Poche, 1982, 285 p.: 22 F)

Gras d'acier, Bourgois 1970, 473 p.: 70 F

KADARE Ismaïl

L'année noire, Fayard, 1987, 239 p.: 89 F

Chronique de la ville de pierre, Fayard, 1985, 276 p.: 79 F

Invitation à un concert officiel et autres récits, Fayard, 1985, 269 p.: 79 F

Qui a ramené Corunne ? Fayard, 1986, 180 p.: 69 F

KAPLAN Steven L.

Le pain, le peuple et le roi, la bataille du libéralisme sous Louis XV, Perrin, 1986, 462 p.: 220 F

KONOPNIKI Guy

L'Age démocratique, Grasset, 1987, 230 p.: 82 F

KRYNEN Jacques

Ideal du prince et pouvoir royal en France à la fin du Moyen Age, Picard, 1981, 341 p.: 155 F

LAGNIAU Jean

Les guerres de Vendée, Julliard, album, cartes postales et gravures anciennes: 158 F

LAMBERTON Jean

Le curé Cheban, chronique d'une paroisse de la Vendée rebelle en 1793, Cercle d'Or, 1978, 329 p.: 69 F

LANDIER Hubert

Démis, quels syndicats ? Pluriel, 1981, 510 p.: 40 F

LAURENT Jacques

Le nu vêtu et le dévêtu, idées 1982, 184 p.: 21 F

LAPLANCHE Jean et J.B. PONTALIS

Fantôme originaire, fantôme des origines, images du fantasme, Hachette, 1985, 89 p.: 48 F

LARDREAU Guy

La mort de Joseph Staline, bouffonnerie politico-médiatique, Grasset, 1978, 179 p.: 53 F

Le lit de l'or, Mercure de France, 1973, 244 p.: 54 F

LARDREAU Guy et Christian JAMBET

L'Ange, Grasset, 1877, 233 p.: 49 F

LA ROCHEJAQUELEIN Marquise de

Mémoires, 1772 - 1857, Mercure de France, 1984, 525 p.: 94 F

LATAILLADE Louis

Abdel-Kader, adversaire et ami de la France, 1884, 243 p.: 78 F

LAUGIER Lucien

Tunisi, ou le malin des réformes, Albatros, 1979, 223 p.: 55 F

LAZINIER Marie-Lydia

J'ai dit non à l'école, Retz, 1987, 127 p.: 70 F

LE BRIS Michel

L'homme aux semelles de vent, Grasset, 1978, 281 p.: 60 F

LECLERC-GAYRAU

Dévoies, la «cause» d'une monarchie à l'œuvre en passant par la Vème République, Albatros, 1986, 150 p.: 65 F

La rose et le lys, Mitterrand ou l'ambition de l'histoire, Albatros, 1987, 244 p.: 90 F
Suppléant à François de Jannet, dit de Gaulle
Trois, le mal aimé..., Albatros, 1985, 134 p.: 60 F
LE DANTEC Jean-Pierre
Les dangers du soleil, Presse d'aujourd'hui, 1978, 289 p.: 52 F
LEFORT Claude
Le travail de l'œuvre de Machiavel, Gallimard, 1986, 780 p.: 70 F
La Terreur, Revue « Passé Présent » n°2, 1983, avec F. Furet, L. Ferry, etc.: 220 p.: 80 F
LEDWIDGE Bernard
De Gaulle, Flammarion, 1984, 464 p.: 120 F
LEGENDRE Pierre
Paroles posthumes échappées du test, leçons sur la communication industrielle, Seuil, 1982, 242 p.: 75 F
LEGER François
La jeunesse d'Hippolyte Taine, Albatros, 1980, 406 p.: 120 F
LE MOEL Michel
Le sacre des rois de France, album d'images, La Tourelle, 1983, 50 p.: 48 F
LE NABOUR Eric
Charles X, Lattès, 1980, 405 p.: 65 F
Barras, Lattès, 1981, 335 p.: 75 F
LENINE
L'Etat et la Révolution, Ed. Sociales, 1976, 187 p.: 35 F
LE PLAY Frédéric
Ouvriers des deux mondes, L'arbre verdoyant, 1983, 336 p.: 64 F
LE ROY GÉRALD
Pouvoir entre l'ordre et la révolution, Fondation Sciences Po., 1981, 294 p.: 98 F
LE ROY LADURIE Emmanuel
L'argent, l'amour et la mort en pays d'Oc, Seuil, 1980, 580 p.: 100 F
Paris-Montpellier, P.C. - P.S.U., 1945-1963, Gallimard, 1982, 262 p.: 73 F
Parmi les historiens, Gallimard, 1983, 445 p.: 95 F
L'Etat royal 1480-1610, Album de l'Histoire de France Hachette 1987: 290 F
LEVRON Jacques
Les rois de France ne divorcent jamais, Perrin, 1985, 230 p.: 100 F
LEVY Bernard-Henry
Le barbare à visage humain, Grasset, 1977, 236 p.: 52 F
L'idéologie française, Grasset, 1981, 340 p.: 59 F
Questions de principe, Poche-Denoël, 1983, 444 p.: 38 F
Le testament de Dieu, Grasset, 1979, 305 p.: 68 F
LEWIS Andrew W.
Le sang royal, la famille capétienne et l'Etat en France, Xe-XIVe siècle, Gallimard, 1986, 436 p.: 160 F
LIDOVE Marcel
Les Vendéens de 93, Seuil, 1971, 188 p.: 26 F
LORENZ J.H.
Mémoires volées, satellites, micro-ordinateurs, robots... et demain la France ? Ramsay, 1979, 281 p.: 55 F
LOUDA Jiri
Les dynasties d'Europe, Bords, 1983, album illustre 308 p., 150 tableaux généalogiques, 2000 sous en couleurs, 85 illustrations et cartes en noir, 260 F
LUSSATO Bruno
Le défi informatique, Pluriel, 1982, 253 p.: 30 F
LUXARDO Hervé
Les peuples, les républiques villageoises, 10-18e siècles, Aubier, 1981, 253 p.: 50 F

MAC ORLAN
Le quel des brumes, Folio, 1979, 150 p.: 11 F
MC CEARNEY
Mauras et son temps, Albin Michel, 1977, 295 p.: 44 F
MAFFRE DE GAUGE Jean
Mémoires d'un baroudeur, 1785-1834: Superbe et généreux Jean Maffre, présenté par Emmanuel Maffre-Baugé et Laurent Theis, Fayard, 1982, 290 p.: 59 F
MAILLET Antonine
Les cordes de Bois, roman, Grasset, 1978, 252 p.: 50 F

MARCEL Gabriel
Cahier n°4 de «présence de G. M.»: G.M. et les injustices de ce temps, Aubier, 1983, 60 F
Correspondance avec Gaston Fessard, Beauchesne, 1985, 523 p.: 210 F
MARCO de SAINT-HILAIRE
Cadoudal, Monroeu et Pichegru, présenté par Michel Poniatowski, préface par J.-F. Chiappe, Perrin, 1977, 372 p.: 69 F
MARION Jean-Luc
Dieu sans l'ère, Communio, 1982, 28 p.: 69 F
Prolegomènes à la charité, Différence, 1986, 181 p.: 69 F
MARION Corinne
Qui a peur de Solenitsyne ? Fayard, 1980, 201 p.: 56 F
MARITAIN Jacques
De Bergson à Thomas d'Aquin, Flammarion, 1947, 335 p.: 26 F
Court traité de l'existence et de l'existant, Flammarion, 1964, 233 p.: 26 F
MARTIN Jean-Clément
La Vendée et la France, Seuil, 1987, 406 p.: 135 F
MARTIN Marie-Madeleine
Les Français auront-ils un roi espagnol ? 1985, 195 p.: 120 F
MARTINEZ Henri
Et qu'il m'accueille avec des cris de haine, Oran 1982, Laffont, 1982, 367 p.: 72 F
MARTY Albert
L'Action française racontée par elle-même, NEL, 1968, 490 p.: 120 F
MATZNEFF Gabriel
L'archevêque aux pieds fourchus, Journal 1963-1964, La Table Ronde, 1983, 231 p.: 76 F
L'Archimandrite, 1966, 222 p.: 58 F
Cette campagne de flammes, Journal 1963-1964, 1976, 263 p.: 55 F
Deux poèmes pour Francesca, 1984, 112 p.: 59 F
Le Camel arabe, 1971, 230 p.: 30 F
Comme le feu mêlé d'arômes, 1969, 175 p.: 42 F
Un galop d'enfer, Journal 1977-1978, 1985, 294 p.: 95 F
Isale, réjouis-toi, 1974, 251 p.: 55 F
Les passions schismatiques, Stock, 1977, 160 p.: 38 F
Venus et Junon, Journal 1985-1986, La Table Ronde, 1979, 307 p.: 58 F
MAYER Arno
La persistance de l'Ancien Régime, Flammarion, 1983, 350 p.: 120 F
MENEY Patrick
La théocratie, la délinquance en URSS, La Table Ronde, 1982, 262 p.: 69, 50 F
MERLAUD André
Les martyrs d'Angers, 1793-1794, SOS, 1984, 123 p.: 45 F
METTRA Claude
La France des Bourbons, Complexe, 1982, 2 tomes 368 + 328 p.: 176 F
MILNER Jean-Claude
De l'école, Seuil, 1984, 153 p.: 62 F
MINC Alain
L'avenir en face, Seuil, 1984, 256 p.: 79 F
MONNIER Pierre
A l'ombre des grandes têtes molles, une avant-guerre, 1934-1937, La Table Ronde, 1987, 302 p.: 165 F
MONOD Jean-Marie
La férocité littéraire, de Malherbe à Céline, La Table Ronde, 1983, 254 p.: 82 F
MONTADOR Jean
Jacques Bainville, historien de l'avenir, France-Empire, 1984, 264 p.: 65 F
MONTAIGU Henry
La comtesse prodigieuse, roman, La Table Ronde, 1980, 290 p.: 69 F
Chroniques du roi dormant, Poèmes, 1971: 40 F
La fin des ténébreux, le pré-carné du roi Louis, Orban, 1980, 367 p.: 63 F
La guerre des dames, la fin des ténébreux, Orban, 1981, 325 p.: 63 F
Histoire secrète de l'Aquitaine, Albin Michel, 1979, 315 p.: 54 F
Paray le Monial, SOS, 1979, 262 p.: 55 F
Reims ou le dimanche de l'histoire, SOS, 1976, 224 p.: 40 F
Requiem, ou la pierre des siècles, SOS, 1974, 267 p.: 40 F

MORIN Edgar
Sociologie, Fayard, 1984, 460 p.: 120 F
L'esprit du temps, Poche, 1983, 285 p.: 27 F
MOSSUZ-LAVAU Janine
André Malraux et le gaullisme, Fondation Sciences Po., 1982, 321 p.: 56 F
MOURIQUAND Jacques
Une couronne pour la quadeloupe, roman monarchiste, Picollec, 1984, 230 p.: 80 F
MURRAY KENDALL Paul
Louis XI, Poche, 20 F

NAY Catherine
Le noir et la rouge ou l'histoire d'une ambition, F. Mitterrand, Grasset, 1984, 380 p.: 95 F
NEEL Louis
Vivre avec le nucléaire, Pluriel, préface de L.N., 1982, 538 p.: 38 F
NEMO Philippe
L'homme structural, Grasset, 1975, 250 p.: 65 F
NIMIER Roger
Le Hussard bleu, Folio, 1977, 434 p.: 21 F

ORSINI Christine
La pensée de René Girard, Retz, 1986, 191 p.: 99 F

PANNEQUIN Roger
Ami si tu tombes, Sagittaire, 1976, 380 p.: 79 F
Adieu, camarades, Sagittaire, 1977, 373 p.: 79 F
PARAIN-VIAL Jeanne
Tendances nouvelles de la philosophie, Le Centurion, 1978, 258 p.: 64 F
PARIS Isabelle, comtesse de
Tout mesit bonheur, Laffont, 1978, 440 p.: 80 F (en poche: 17 F)
Les chemins creux, Laffont, 1981, 275 p.: 69 F
PAUGAM Jacques
Génération perdue, Laffont, 1977, 216 p.: 12 F
PAUPERT Jean-Marie
Paris en la demeure, France-Empire, 1979, 380 p.: 48 F
PAXTON Robert O.
La France de Vichy, Seuil, 1973, 375 p.: 70, 50 F
PAZ Maurice
Un révolutionnaire professionnel, Auguste Blanqui, Fayard, 1984, 312 p.: 89 F
PEAN Pierre
Affaires africaines, Fayard, 1983, 340 p.: 79 F
Après Mao les managers, Fayolle, 1977, 188 p.: 32 F
Les deux bombes, Israël et Irak, Fayard, 1982, 203 p.: 49 F
Les émir de la république, l'aventure du pétrole hispanique, Seuil, 1982, 224 p.: 65 F
PEGUY Charles
L'argent, NRF, 1948, 250 p.: 50 F
Les enfants, NRF, 1952, 90 p.: 15 F
Notre jeunesse, Idées, 1959, 254 p.: 16 F
Notre patrie, NRF, 1948, 122 p.: 23 F
Notre seigneur, NRF, 1943, 61 p.: 12 F
Péguy, Gallimard, 1941, 122 p.: 10 F
Péguy et les Cahiers, NRF, 1947, 337 p.: 33 F
La Thèse, NRF, 1955, 369 p.: 36 F
Vigier-Marie, comte Hugo, NRF, 1969, 241 p.: 30 F
PERNOT Dominique
Hier, aujourd'hui, l'équilibre rompu, Téqui, 1984, 131 p.: 48 F
PERNOUD Régine
L'histoire racontée à mes neveux, Stock, 1983, 214 p., nbres illustrations, couv. cartonnée: 99 F
Jeanne devant les Cauchons, Seuil, 1970, 127 p.: 40 F
Lumière du Moyen Age, Pluriel, 1982, 249 p.: 26 F
Christine de Pisan, Calmann-Lévy, 1982, 225 p.: 55 F
La femme au temps des cathédrales, Stock, 1981, 301 p.: 69 F (1984, illustrations hors texte: 122 F)
Saint Louis, et le crépuscule de la féodalité, Albin Michel, 1985, 241 p.: 95 F
PERROCHON Ernest
Au cri du chœur, roman historique, Le Rocher, 1986, 321 p.: 85 F
PERRONCEL-HUGOZ
Le radeau de Mahomet, Lieu Commun, 1983, 343 p.: 69 F

Une croix sur le Liban, Lieu Commun, 1984, 222 p.: 75 F

PERRET Jacques
Bande à part, NRF, 1952, 282 p.: 36 F (en folio: 13 F)
Belle breite, Julliard, 1982, 213 p.: 60 F
La bête maudite, NRF, 1962, 240 p.: 32 F
Le capitaine épinglé, NRF, 1978, 500 p.: 68 F
Le jardin des Plantes, NRF, 1984, 259 p.: 80 F
Le machin, NRF, 1973, 245 p.: 40 F
Un marché aux puces, Julliard, 1980, 190 p.: 40 F
Raisons de famille, 1976, 359 p.: 72 F
Baptême sur le squelette de gris, 1964, 35 p.: 60 F
Bête de plaisir, NRF, 1957, 299 p.: 38 F
Tirelles, Julliard, 1981, 214 p.: 45 F
Le vent dans les voiles, Folio, 1983, 275 p.: 21 F

PERROUX François
Pour une philosophie du nouveau développement, Aubier, 1981, 280 p.: 72 F

PERROUX Christian
Le crépuscule des parlements, Librairie française, 1979, 274 p.: 48 F

PETITFRERE Claude
La Vendée et les Vendéens, Collection Archives, 1981, 242 p.: 65 F

PILHES René-Victor
La bête, Seuil, 1976, 158 p.: 25 F
L'imprécateur, Seuil, 1974, 286 p.: 42 F
La Pompei, Albin Michel, 1985, 398 p.: 89 F

PILLORGET René
La lise et le rameau, familles anglaises et françaises, 16e-18e siècles, Calmann-Lévy, 1979, 324 p.: 59 F

PLONCARD d'ASAC Jacques
1792, les dernières marches du trône, DMV, 1986, 335 p.: 135 F

POGNON Edmond
Huques Capet, qui l'a fait roi ? Stock, 1987, 222 p. couv. carton souple vernis: 89 F

POMPIDOU Georges
Pour rétablir une vérité, Flammarion, 1982, 296 p.: 65 F

PONS Dominique
H. comme Hergé, Moreau, 1977, 276 p.: 46 F

PORTIS Larry
Georges Sorel, présentation et textes choisis, Maspéro, 1982, 329 p.: 45 F

POULAT Emile
Le catholicisme sous observation, Centurion, 1981, 222 p.: 92 F

DU PUY DE CLINCHAMPS Philippe
Le royalisme, Que-sais-je, 1981: 22 F

QUETEL Claude
De par le Roy, essai sur les lettres de cachet, Privat, 1981, 243 p.: 65 F

QUONIAM Théodore
François Mauriac, du péché à la rédemption, Téqui, 1984, 211 p.: 54 F

RADKOWSKI Georges-Hubert de
Les jeux du désir, PUF, 1980, 262 p.: 88 F

RAEFF Marc
Comprendre l'ancien régime russe, Seuil, 1982, 247 p.: 80 F

RAGACHE Claude et Catherine
Les loups en France, légendes et réalité, Aubier, 1981, 255 p.: 48 F

RAGON Michel
La louve de merveilles, « 1832: des chouans surgissent une nouvelle fois dans l'Ouest... », Albin Michel, 1985, 302 p.: 85 F

REBELL Hugues
Le magasin d'auréoles, Martineau, 1970, 110 p.: 23 F
La Michine, Lattès, 1980, 2 tomes: 30 F
Les nuits chaudes du Cap français, Lattès, 1979: 15 F

RIALS Stéphane
Le légalisme, Que Sais-je ?, 1983, 20 F
Textes constitutionnels étrangers, Que Sais-je ?, 1982: 18 F 50

ROBRIEUX Philippe
L'affaire Manouchian, Fayard, 1986, 434 p.: 95 F
Notre génération communiste, 1953-1968 Laffont, 350 p.: 50 F
Maurice Thorez, vie secrète et vie publique, Fayard, 1975, 600 p.: 105 F
La secte, 1985, 360 p.: 79 F

ROSANVALLON Pierre
L'âge de l'autogestion, Points-Seuil, 1977, 184 p.: 16 F
La crise de l'Etat-Providence, Seuil, 1981, 185 p.: 59 F
Misère de l'économie, Seuil, 1983, 153 p.: 52 F
Le moment Guebel, NRF, 1985, 417 p.: 180 F

ROSSIGNOL Dominique
Vichy et les francs-maçons, la liquidation des sociétés secrètes 1940-1944, J.-C. Lattès, 303 p.: 70 F

ROUX Dominique de
Ouverture de la chasse, L'Age d'Homme, 1968, 148 p. exemplaire numéroté, n°246: 29 F
Gombrowicz, 10-18, 1971, soldé 6 F

SAHLINS Marshall
Âge de pierre, âge d'abondance, Gallimard, 1981, 410 p.: 123 F

SAINT-PIERRE Michel de
Monsieur de Charette, chevalier du Roi, La Table Ronde, 1977, 429 p.: 74 F

SAINT-PROT Charles
La France et le renouveau arabe, Copernic, 1980, 220 p.: 48 F

SAINT ROBERT Philippe de
Lettre ouverte à ceux qui en perdent leur français, Albin Michel, 1986, 186 p.: 58 F
Midi en cendres, Librairie Bleue, 1983, 108 p.: 50 F
Montherlant le séparé, Flammarion, 1969, 268 p.: 27 F

SAMPSON Anthony
L'Etat ITT souverain, Moreau, 1972, 480 p.: 38 F

SANDRIN Jean
Enfants trouvés, enfants ouvriers, 17-18e siècle, Aubier, 1982, 255 p.: 50 F

SAUVY Alfred
La machine et le chômage, Pluriel, 1982, 370 p.: 36 F
Le coq, l'autruche et le bouc émissaire, Grasset, 1978, 183 p.: 34 F
L'économie du diable, chômage et inflation, Calmann-Lévy, 1976, 246 p.: 33 F

SCARPETTA Guy
L'Italie, roman, Grasset, 1983, 472 p.: 98 F

SCHNEIDER Robert
Michel Rocard, Stock 1987, 309 p.: 98 F

SCHUMANN Maurice
Qui a tué le duc d'Angoulême ?, Perrin, 215 p.: 68 F

SECHER Reynald
La Chapelle-Basse-Mer, village vendéen, Révolution et contre-révolution, Perrin, 1986, 297 p.: 90 F
Le néonide franco-français, La Vendée-Vendée, PUF, 1986, 338 p.: 150 F
La guerre de la Vendée et le système de dépopulation, texte de Gracchus Babeuf, Tallandier 1987, 225 p.: 109 F

SEGRESTIN Denis
Le phénomène corporatiste, essai sur l'avenir des systèmes professionnels fermés en France, Fayard, 1985, 262 p.: 85 F

SERANT Paul
Les dissidents de l'Action française, Copernic, 1978, 325 p.: 68 F

SERRES Michel
Le parasite, Grasset, 1979, 340 p.: 73 F

SERVIEN Henri
Petite histoire des guerres de Vendée, album illustré par R.-F. Follet, Chiré, 1983, 183 p.: 156 F

SHAHAR David
Trois contes de Jérusalem, Périphe, 1984, 202 p.: 90 F

SICARD Patrice
Mao ou Maurras ? dialogue avec Philippe Hamel, Beauchesne, 1970, 132 p.: 14 F

SOLLERS Philippe
Femmes, NRF, 1984, 568 p.: 90 F

SOLJENITSYNE Alexandre
L'archipel du Goulag, Seuil, 1974, tome 1, 446 p.: 50 F - tome 2, 507 p.: 50 F
Lettre aux dirigeants de l'Union soviétique, Seuil, 1974, 136 p.: 20 F
Une journée d'Ivan Denissovitch, Julliard, 1976, 189 p.: 35 F
Zacharia Koscak, Poche-Julliard: 15 F

SOREL Georges
La décomposition du marxisme, PUF, 1982, 262 p.: 115 F
Réflexions sur la violence, Trident, 1987, 126 p.: 125 F

SORMAN Guy
La révolution conservatrice américaine, Fayard, 1983, 250 p.: 67 F

STASI Bernard
L'immigration, une chance pour la France, Laffont, 1984, 185 p.: 65 F

STEINBERG Nicolas
Un socialisme sans perversion, PUF, 1980, 270 p.: 92 F

STEINER George
Martin Heidegger, Flammarion, 1987, 216 p.: 33 F
Les Antilles, NRF, 1986, 346 p.: 150 F

SUARES Guy
Malraux, celui qui vient, Stock, 1979, 102 p.: 20 F

SUARD F. et SUBRENAT J.
Le roman de Huques Capet, Traduction d'un texte médiéval, Corps 9, 1987, 183 p.

TAILLEUR Georges
Chandernagor, ou le lit de Duploix, 1979, 128 p.: 40 F

TESTART Jacques
L'œil transparent, Champs, 1986, 216 p.: 32 F
Simon l'embaumeur ou la solitude du magicien, F. Bourin, 1987, 185 p.: 75 F

THEIS Laurent
L'avenement d'Huques Capet, Gallimard, 1984, 311 p.: 98 F

THIBAU Jacques
La France colonisée, Flammarion, 1980, 330 p.: 76 F
Histoire du journal « Le Monde », Simoën, 1978, 470 p.: 59 F

THOREZ Paul
Les enfants modèles, Lieu Commun, 1982, 198 p.: 62 F

TILLY Charles
La Vendée, Révolution et contre-révolution, Fayard, 1970, 393 p.: 69 F

TOCQUEVILLE Alexis de
L'ancien régime et la Révolution, Folio, 1986, 379 p.: 33 F

TOFFLER Alvin
Les cartes du futur, Denoël, 1983, 267 p.: 88 F

TORRIERO Fabio
Dalla tradizione alla rivoluzione tranquilla, dossier sui monarchici francesi della Nouvelle Action Royaliste, Edizioni Thule, 35 p.: 15 F

TOURNOUX Raymond
La France ton café tout le camp, l'apprentissage de la démocratie populaire, Flammarion, 1982, 103 p.: 30 F

TRIVAT Henri
Pierre le Grand, Flammarion, 1979, 394 p.: 77 F

TROUSSET Hugues
La légitimité dynastique en France, Roussard, 1987, 131 p.: 150 F

TRISTAN Anne
Au Front, Gallimard 1987, 257 p.: 78 F

UBOLDI Raffaello
Jean Carlin, Flammarion, 1985, 276 p.: 89 F

URS von BALTHASAR
Le chrétien Bernanos, Seuil, 1956, 572 p.: 75 F

VALLAT Xavier
Le Croix, les lys et la peine des hommes, Ulysse, 1982, 288 p.: 80 F

VATRE Eric
Henri Rochefort, Lattès, 1984, 305 p.: 129 F

VEYNE Paul
Comment on écrit l'Histoire, essai d'épistémologie, Seuil, 1978, 382 p.: 120 F

VERDES-LEROUX Jeannine
Le réveil des somnambules, le Parti communiste, les intellectuels et la culture, 1956-1985, Fayard-Minuit, 1987, 491 p.: 150 F

VICO Giambattista
Vie de Giambattista Vico écrite par lui-même, présentée par Alain Pons, Grasset, 1981, 284 p.: 66 F

VIER Jacques
Léon Roy ou le pont sur l'abîme, Téqui, 1986, 307 p.: 72 F

VILLEY Michel
Le droit et les droits de l'homme, PUF, 1983, 168 p.: 78 F

VILLIN Marc
Les chemins de la communes, Seuil, 1981, 377 p.: 63 F
 VILLON
Oeuvres, Fayard, 1982, cartonné: 62 F
 VOLKOFF Vladimir
L'amour lui, théâtre, Julliard, 1983, 168 p.: 58 F
Du Roi, Julliard-L'Age d'Homme, 1987, 93 p.: 50 F
Les Humeurs de la mer, Julliard-L'Age d'Homme, les 4 tomes: 236 F
Le montage, Julliard-L'Age d'Homme, 1982, 349 p.: 68 F (en Presses-Pocket: 19 F)
Les mousquetaires de la république, La Table Ronde, 1964, 320 p.: 47 F Mémo pour l'ordre, Presses-Pocket: 12 F
Le professeur d'histoire, Julliard-L'Age d'Homme, 1985, 254 p.: 85 F
Le retour à la mer, Julliard-L'Age d'Homme, 1982, 361 p.: 60 F (en Presses-Pocket: 18 F)

Le tire-bouchon du Bon Dieu, Presses-Pocket: 12 F
Une histoire surannée quelques ans, L'Age d'Homme, 1982, 54 p.: 40 F
Vladimir, le soleil rouge, Julliard-L'Age d'Homme, 400 p., reliure skyvertex: 75 F
 WALLRAFF Gunter
Tête de loup, La Découverte, 1986, 307 p.: 80 F
 WEBER Eugen
L'action française, Fayard, 1985, 663 p.: 150 F
La fin des temps, la modernisation de la France rurale, 1870-1914, Fayard, 1984, 840 p.: 160 F
 WEIL Simone
La condition ouvrière, Idées, 1979, 373 p.: 25 F
L'engagement, Idées, 1977, 380 p.: 21 F
 WINOCK Michel
Edouard Drumont et le antisémitisme et l'antisémitisme en France, Seuil, 1982, 218 p.: 70 F

La République se meurt, chronique 1956-1958, Folio, 1985, 278 p.: 28 F
 ZINOVIEV Alexandre
L'antichambre du paradis, L'Age d'Homme, 1980, 897 p.: 115 F
L'avenir radieux, L'Age d'Homme, 1978, 275 p.: 65 F
La commune comme réalité, 1981, 333 p.: 55 F
Les hauteurs béniées, L'Age d'Homme, 1977, 640 p.: 80 F
Homo sovieticus, Julliard-L'Age d'Homme, 1983, 239 p.: 68 F
La Maison laque, L'Age d'Homme, 1982, les 2 tomes: 180 F
Nous et l'Occident, Idées, 1982, 284 p.: 25 F

PHOTOS D'AMBOISE: Le jeu de 11 photos de la cérémonie d'Amboise (Prince Jean, prince Eudes, comte de Paris, princesse Marie, duchesse de Montpensier, vues générales) est vendu au prix de 150 F (délais une semaine).

BULLETIN DE COMMANDE (à découper ou photocopier)

à retourner à «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

TITRE	AUTEUR	PRIX

Total de la commande

Bon d'achat: 10 F
 Un seul bon par client
 (même nom, même adresse)

Bon d'achat de 10F à soustraire
 (seulement avant le 11 mars 87)

Frais de port à ajouter: +10%
 (13 F minimum - envoi simple)
 (19 F minimum - envoi recommandé)

Montant du chèque à faire

Nom/Prénom:

Adresse:

Règlement ci-joint à l'ordre de ROYALISTE (ccp 18 104 06 N Paris)

Auguste Comte

et le royalisme

Qu'Auguste Comte ait quelque chose à voir avec l'histoire du royalisme étonne quiconque a lu seulement dix pages de cet auteur. Et pourtant les royalistes des années 1900 ont hissé Comte au rang de leurs « maîtres », avec tant d'autres il est vrai souvent pas plus royalistes, mais dont les amis de Charles Maurras considéraient qu'ils allaient à l'encontre des idées démocratiques et républicaines honnies. Le positivisme de Maurras est-il un énorme contre-sens ? A-t-il seulement quelque base crédible ?

Au-delà de la volonté récupératrice d'un parti d'intellectuels s'employant à enrégimenter tout ce qui leur semblait aller dans le sens de la « Réaction » et du retour à l'« Ordre » souhaité, l'intérêt pour Comte avait des raisons plus profondes. Ces néo-royalistes s'effrayaient-ils de la contradiction évidente entre leur vigoureuse défense de la Tradition et leur agnosticisme ? Contradiction qui devait mener au divorce d'avec l'Eglise catholique pour laquelle ils professaient pourtant une admiration sans borne...

A vrai dire ce n'était pas tellement pour eux-mêmes qu'ils s'inquiétaient. Hommes de bonne éducation, d'habitudes morales et de solide formation intellectuelle ils n'étaient certes pas prêts à admettre que la remise en cause de l'existence de Dieu permettait toutes les licences... Mais sensibles à l'évolution accélérée d'une société dont les valeurs se désagrégeaient déjà, il voulait trouver dans la vaste construction comtienne comme une justification « scientifique » à la pérennité du code moral sans lequel aucune société n'est possible, une justification qui pourrait convaincre les hommes sans traditions que devenaient les Français.

Le comtisme des maurrassiens ne fut pas seulement une récupération au sens utilitaire. L'honnêteté et la mesure des points de vue exprimés par Léon de Montesquiou dans plusieurs ouvrages (« Le système politique d'Auguste Comte », « Les consécration positivistes de la vie humaine », etc.) en témoignent. Après tout, dès 1911 Montesquiou (qui fut l'un des exécuteurs testamentaires de Comte) pouvait constater : « Je ne crois pas qu'il y ait actuellement en France beaucoup de disciples intégraux de Comte, si tant est qu'il s'en trouve un seul » (« Auguste Comte, quelques principes de conservation sociale », brochure d'A.F.). A plus forte raison aujourd'hui, si ce n'est peut-être quelques Brésiliens.

Ces quelques mots sur Comte n'ont pour but que de vous sensibiliser à l'information suivante. Les 5 et 6 février prochain aura lieu à Paris un Colloque international sur Auguste Comte à la Bibliothèque Nationale et nous avons l'intention de nous y intéresser de près.

Parmi les interventions annoncées on relèvera : Jean-Marie Bockel, ancien ministre : « catholicisme social et positivisme », Jean-Claude Casanova : « Comte et le libéralisme », Alice Gérard : « Comte et l'Histoire » et Gérard Leclerc : « Maurras et Comte ». Les actes de ce colloque ou du moins une partie de ceux-ci pourraient être publiés par « Cité ».

P.C.

Tout renseignement sur ce colloque et l'exposition qui sera organisée à l'Unesco sur le même thème aux « Amis de la Maison d'Auguste Comte », 82, rue Saint-Louis-en-l'Île 75004 Paris.

« LYS ROUGE », 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
Directeur de la publication : Yvan Aumont - Imprimé par nos soins

Sommaire de ce numéro

- Editorial
- Pour préparer le congrès
- Document : La mort du roi du Laos
- Monarchisme international
- Les Princes dans la presse

page 1
page 2
page 2
page 25
page 31

- Livre de presse
- Histoire : Portrait d'un vieux royaliste
- Livre : La famille royale d'Angleterre
- Bourse aux livres
- Colloque : Auguste comte

page 40
page 42
page 45
page 46
page 56